

**LES ETRANGERS
DANS LES STATISTIQUES PENALES**

Constitution d'un corpus et analyse critique des données

**Pierre TOURNIER
Philippe ROBERT**

**avec la collaboration de
Bessie LECONTE
Pierre-Jean COUTON**

CESDIP

1989 - n° 49

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES
SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES
(CESDIP UA CNRS 313)

4, rue de Mondovi 75001 PARIS
Tel.42 61 80 22

REC/70-1/30

LES ETRANGERS DANS LES STATISTIQUES PENALES

-constitution d'un corpus et analyse critique des données-

Pierre TOURNIER

Philippe ROBERT

avec la collaboration de
Bessie LECONTE
Pierre-Jean COUTON

Compte rendu de fin d'étude
d'une recherche financée par
le Ministère de la Recherche

Décision d'aide n°86.J.0423

DEVIANCE ET CONTROLE SOCIALE

N°49

Janvier 1989

RESUME

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'appel d'offre "France, société pluriethnique" financé par la Mission interministérielle de recherche et d'expérimentation (MIRE).

Son objectif est d'extraire des statistiques pénales produites par les administrations (police et gendarmerie, juridictions, prisons), les données prenant en compte la nationalité des personnes mises en cause, d'en préciser les conditions concrètes de production et de fixer les limites de validité des interprétations qu'on peut en donner. Ce rapport porte sur la mise en forme canonique et sérialisée -sur le moyen terme- des statistiques pertinentes et sur leur analyse. Les études de terrain relatives aux conditions de collecte, par les services, du renseignement de nationalité ont été effectuées par une équipe du laboratoire de sociologie juridique (Université Paris 2) et feront l'objet d'un second rapport.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction.....	7
 I. <u>STATISTIQUES PENITENTIAIRES</u>	13
1. Présentation des sources.....	15
a. La statistique trimestrielle de la population pénale...	15
b. La statistique informatisée de la population pénale....	15
c. La statistique mensuelle des étrangers écroués pour infraction à l'article 19 de l'ordon- nance du 2.11.1945.....	17
2. Présentation des données.....	17
a. Evolution du nombre de détenus selon la nationalité....	17
b. Structure socio-démographique et pénale des entrants étrangers.....	21
c. Les étrangers incarcérés pour entrée et séjour irréguliers en France.....	24
3. Taux de détention et taux d'incarcération.....	26
a. Taux de détention selon la nationalité.....	26
b. Taux d'incarcération selon la nationalité.....	29
c. Taux d'incarcération comparatifs.....	31
 II. <u>STATISTIQUES DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE</u>	37
1. Les trois niveaux de la statistique policière.....	39
a. Les faits constatés.....	39
b. Les faits élucidés.....	40
c. Les personnes mises en cause.....	42
2. Nationalité des personnes mises en cause.....	43
a. Analyse des données de 1986.....	44
b. Evolution sur la période "1972-1986".....	49
3. Taux de mis en cause.....	55

III. <u>STATISTIQUES JUDICIAIRES</u>	59
1. L'instruction préparatoire.....	61
a. Données disponibles.....	61
b. Nationalité des inculpés.....	62
2. Les condamnations.....	63
a. Evolution de la base des données.....	63
b. Condamnations de 1983.....	66
c. Evolution de la nature des contentieux selon la nationalité sur la période "1970-1978".....	68
d. Taux de condamnations: inadéquation des sources.....	69
IV. <u>QUELQUES COMMENTAIRES D'ENSEMBLE</u>	71
1. La répression de l'immigration clandestine.....	73
2. Une préférence pour l'emprisonnement.....	76
3. Statistiques criminelles et délinquance.....	78
Bibliographie.....	83
Annexe 1. Statistiques pénitentiaires.....	91
Annexe 2. Statistiques de la police et de la gendarmerie..	159
Annexe 3. Statistiques judiciaires.....	189
Annexe 4. Actualisations.....	235
Liste des tableaux et sources.....	243
Liste des figures.....	251

INTRODUCTION

Le débat public sur migration et délinquance est grand consommateur de statistiques, mais dans une confusion telle que l'on voit brandir n'importe quel chiffre sans que celui qui l'assène paraisse toujours savoir très bien d'où il est extrait, ni ce qu'il signifie précisément.

En fait, les différentes institutions qui participent au processus pénal fabriquent des statistiques d'activité où l'on rencontre souvent une variable représentant, au moins approximativement, la qualité d'étranger, sinon toujours celle de migrant: la nationalité du mis en cause. Mais ces données sont dispersées et parfois difficiles à consulter.

La variable de nationalité est plus ou moins désagrégée selon les cas (de la simple distinction français/étranger, jusqu'à une liste plus ou moins longue de nationalités). Les distributions sont tantôt présentées selon une simple tabulation à plat, tantôt croisées avec celles d'une ou plusieurs autres variables. On les rencontre souvent à l'état brut, parfois pondérées sous forme de taux.

Enfin les recueils statistiques restent généralement fort discrets sur les conditions concrètes de collecte et de traitement donc sur les limites d'utilisation des données. L'interprétation en est rendue difficile.

Cette situation confuse avait conduit à bâtir, à l'occasion d'un appel d'offres intitulé "France société pluriethnique" (1) un projet visant trois objectifs:

- extraire de ce magma statistique les données pertinentes, les construire canoniquement, si possible les sérialiser, au moins à moyen terme;
- préciser leurs conditions concrètes de production;
- fixer les limites de validité des interprétations qu'on peut en donner, tout en pointant systématiquement les biais.

(1) Mission interministérielle de recherche et d'expérimentation (MIRE), 1986.

Pratiquement la recherche a été divisée en deux branches: nous avons travaillé sur les différentes statistiques disponibles, une équipe (J.COSTA LASCOUX, J.CHARLEMAGNE) du laboratoire de sociologie juridique de l'Université Paris 2 (URA-CNRS) a étudié sur différents terrains comment les services de base déterminaient concrètement le renseignement de nationalité qui apparaît ensuite dans les données statistiques. Une confrontation de ces deux investigations devait permettre en fin de parcours de compléter les observations autorisées par le seul examen des statistiques administratives.

Cependant des circonstances de force majeure ont empêché nos collègues de terminer le compte rendu de leurs observations. Il devenait néanmoins difficile de différer encore plus la remise d'un rapport de recherche d'autant que le travail sur les statistiques était achevé depuis le printemps 1988 (2). Au reste le plan de charge du CESDIP et son calendrier très serré ont entraîné vers d'autres recherches ceux qui l'avaient réalisé. Après consultation de la MIRE, il a donc été décidé de remettre un premier rapport rendant compte du travail achevé à ce jour. Un document ultérieur pourra comprendre le bilan des observations de terrain opérées par ailleurs et l'évaluation de leurs conséquences sur la compréhension des données statistiques.

Comme on le verra, l'analyse des statistiques disponibles conduit à poser une question à laquelle seules des observations de terrain permettent de répondre: sur quels renseignements s'appuient les services de base pour déterminer la nationalité d'un individu? La réponse n'est peut-être pas aussi évidente qu'on le pense a priori. Le droit de la nationalité est complexe, bien des agents de ces services pénaux le connaissent peut-être mal. En outre, il présente parfois des difficultés de preuve.

Ceux qui connaissent bien les conditions de vie des étrangers en France sont souvent convaincus que la nationalité est indiquée sur les pièces de procédure pénale -donc dans les statistiques criminelles- en se fiant principalement aux déclarations de l'intéressé. On pense aussi couramment que le renseignement porté initialement -donc par la police- est ensuite reproduit automatiquement tout au long de la procédure.

Il vaut néanmoins la peine de vérifier empiriquement la pertinence de cette assertion et sa généralité. La situation peut varier, on l'imagine, selon que le mis en cause est porteur ou non de papiers renseignant sur sa nationalité. La curiosité des services peut aussi varier selon l'apparence: peut-être exigera-t-on plus de preuves de celui qui se prétend national s'il semble étranger, au moins d'après les critères culturels de ses interlocuteurs.

(2) Une actualisation des données a été effectuée dernièrement pour tenir compte des statistiques pénitentiaires et policières publiées depuis (annexe 4.).

On peut encore imaginer que certaines infractions -par exemple liées à l'immigration clandestine- supposent une vérification de nationalité plus stricte que d'autres. Enfin la progression dans le circuit pénal peut enrichir le dossier de pièces renseignant sur la nationalité (par exemple le casier judiciaire).

Et même si la simple déclaration joue bien un rôle déterminant reste à tenter de scruter les stratégies des intéressés qui peuvent varier selon les situations, outre que certains peuvent être binationaux. Il serait du plus haut intérêt de savoir s'il existe des stratégies assez systématiques pour biaiser les données statistiques et dans quel sens.

Voici donc quelques questions dont on réserve pour le moment l'examen pour les reprendre ultérieurement à la lumière des investigations réalisées par l'équipe du laboratoire de sociologie juridique.

Cette réserve faite, reste à présenter les résultats déjà obtenus: la mise en ordre des statistiques pertinentes et leur analyse.

Nous n'avons pas trouvé de données consistantes pour notre propos en dehors des grandes statistiques pénales ni du côté des services de sécurité privée, ni de celui des assurances, ni enfin au sein des administrations chargées du contrôle de contentieux spécialisés. Les enquêtes victimes n'en procurent pas non plus pour une raison massive: dans les hypothèses les plus fréquentes tout au moins (vols et cambriolages) les victimes ignorent généralement quel est l'auteur (3) a fortiori sa nationalité.

Quant aux statistiques criminelles classiques, leur analyse doit être menée séparément: non seulement elles ne sont pas transitives de manière générale, mais encore elles traitent la variable de nationalité de façon absolument hétérogène. Nous avons même été conduits à les étudier sans suivre l'ordre habituel, celui du processus pénal qui fait commencer par la police, continuer par les juridictions, terminer par l'administration pénitentiaire.

Leur apport à notre propos varie tellement de l'une à l'autre qu'il est apparu finalement plus parlant de suivre un ordre décroissant de richesse et de qualité de l'information sur la nationalité des mis en cause: d'abord la statistique pénitentiaire ensuite celle de la police, finalement celles des juridictions.

C'est dans un quatrième chapitre seulement qu'on pourra se risquer à des comparaisons transversales, après avoir bien déterminé l'apport de chacune et ses limites de validité.

(3) Robert, Zauberman, 1987.

Nous espérons en publiant ce rapport

- mettre à disposition des données statistiques ordonnées accompagnées de leur mode d'emploi légitime;
- aider la réflexion sur l'amélioration des systèmes statistiques;
- indiquer quelles recherches supplémentaires sont susceptibles d'enrichir les données existantes et leur interprétation.

I. STATISTIQUES PENITENTIAIRES

1. Présentation des sources

Dans l'ensemble des instruments statistiques gérés par l'Administration pénitentiaire, il existe trois sources qui prennent en compte, de façon plus ou moins étendue, la variable "nationalité". Elles concernent toutes le *milieu fermé*:

- la statistique trimestrielle de la population pénale,
- la statistique informatisée de la population pénale (SIPP),
- la statistique mensuelle des étrangers écroués pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

Pour ce qui est du *milieu ouvert*, les seules données disponibles selon la nationalité portent sur le Travail d'intérêt général (statistique des mises à exécution produite depuis 1984). Elles fournissent simplement un taux global d'étrangers parmi les condamnés au TIG (7 à 8%).

a. La statistique trimestrielle de la population pénale

Cette statistique date, dans sa version actuelle, de 1968. Elle permet de connaître l'état de la population de chaque établissement pénitentiaire, au 1er jour du trimestre ("statistique de stock"), ainsi que les mouvements d'entrée et de sortie recensés au cours du trimestre précédent ("statistique de flux"). Mais la variable "nationalité" n'est prise en compte qu'en stock; elle n'est croisée qu'avec le sexe, la nomenclature des nationalités utilisée comportant 54 postes (circulaire AP.68.6 du 12 juin 1968).

Cette absence de tris croisés n'est pas propre à la variable "nationalité"; elle découle, en effet, de la rigidité des modes de collecte : utilisation manuelle dans chaque établissement d'un cadre statistique préétabli, puis sommation au niveau régional, puis national. C'est d'ailleurs pour remédier aux insuffisances de cet outil que l'Administration pénitentiaire a développé, ces dernières années, un système permanent de statistique informatisée.

b. La statistique informatisée de la population pénale

Le système SIPP repose sur l'exploitation automatisée des informations contenues dans les documents de greffe mis en place en 1978, la fiche d'écrou et la fiche pénale. La fiche d'écrou comprend l'état civil -et en particulier la nationalité- et toutes les mentions relatives à l'écrou.

La fiche pénale rend compte, dans l'ordre chronologique où elles sont connues de l'établissement, de toutes les modifications qui interviennent dans la situation pénale ou administrative de chaque détenu.

Malheureusement ce système prend du retard et les seules données vraiment exploitables qu'il ait produites concernent les entrants en prison de 1982 à 1985.

Parler d'entrants est, en toute rigueur, un abus de langage car cette statistique ne comptabilise pas un nombre de personnes incarcérées mais un nombre d'incarcérations. Une même personne peut, de ce fait, être comptée plusieurs fois (incarcérations pour plusieurs affaires au cours de la même année, incarcérations pour la même affaire à différents stades de la procédure).

Dans les tableaux publiés, la variable "nationalité" a été systématiquement prise en compte, du moins à partir de l'année 1983. Selon le cas, elle est plus ou moins désagrégée (de la simple distinction français/étrangers à la liste des nationalités du code INSEE).

Cette variable est croisée avec le sexe, l'âge à l'écrou, l'état matrimonial, le niveau d'instruction, la catégorie socio-professionnelle (CSP), l'infraction ayant motivé l'incarcération et la situation pénale à l'écrou. Mais certaines de ces informations sont difficilement utilisables compte tenu des conditions de leur collecte. Il en est ainsi, en particulier, de la CSP. Cette variable est construite à l'aide d'un simple intitulé de profession recueilli par le greffe au moment de l'écrou, à partir de renseignements souvent imprécis fournis par la personne écrouée.

Dans les publications SIPP, l'ensemble des tableaux évoqués supra sont aussi fournis pour la sous-cohorte des étrangers incarcérés "à titre principal" pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2.11.1945. Ces données ne portent donc pas sur la totalité des étrangers poursuivis ou sanctionnés pour une telle infraction. Par ailleurs le critère de sélection utilisé - l'infraction principale - n'est pas sans poser de problème. En cas d'infractions multiples, l'infraction principale est, en théorie, celle qui correspond à la peine encourue la plus élevée. En pratique, on retient dans SIPP la première infraction apparaissant sur la fiche pénale. Ces considérations font que ces tableaux ont un intérêt limité.

En attendant que ce problème très délicat de "l'infraction principale" soit résolu de manière satisfaisante, l'Administration pénitentiaire a mis en place une statistique spécifique concernant cette sous-population.

c. La statistique mensuelle des étrangers écroués pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2.11.1945

Il s'agit d'une statistique manuelle mise en place en septembre 1983 (circulaire AP 8302 SEDS). Elle permet de connaître, pour chaque établissement pénitentiaire, le nombre "d'étrangers-article 19" détenus au 1er jour de chaque mois, le nombre "d'étrangers-article 19" incarcérés au cours du mois précédent avec dans chaque cas la distinction "sans autre infraction" / "avec une autre infraction".

Sans entrer, pour le moment, dans le détail des données obtenues par ces différentes sources, notons que les effectifs fournis par cette statistique, en terme d'incarcérations, s'avèrent très différents de ceux de SIPP. Les données de 1985 -dernière année disponible pour SIPP- sont les suivantes (métropole) :

Etrangers incarcérés (SIPP).....	23.019
Etrangers incarcérés "à titre principal" pour infraction à l'article 19 (SIPP).....	4.527
(soit 19,7% des étrangers incarcérés)	
Etrangers incarcérés pour infraction à l'article 19 (statistique manuelle):	
sans autre infraction.....	4.042
avec une autre infraction.....	3.688
ensemble.....	7.730
(soit 33,6% des étrangers incarcérés)	

2. Présentation des données

Pour cette présentation des données, nous pouvons sans inconvénient conserver l'ordre dans lequel nous avons introduit les différentes sources:

- évolution du nombre de détenus selon la nationalité sur la période "1968-1987" à partir de la statistique trimestrielle,
- analyse de la structure socio-démographique et pénale des entrants étrangers à l'aide des données SIPP relatives aux années 1983-1985,
- les étrangers incarcérés pour entrée et séjour irréguliers en France (période "1984-1987").

a. Evolution du nombre de détenus selon la nationalité

Avant d'étudier la composition de la population carcérale selon la nationalité, il convient de rappeler les grandes tendances que le nombre global de détenus a connues sur la période considérée.

Du 1er janvier 1968 au 1er janvier 1975, la population carcérale métropolitaine diminue de 23,6%. Cette tendance est en partie due à l'influence de textes législatifs ou réglementaires : lois d'amnistie du 30 juin 1969 et du 16 juillet 1974, mise en oeuvre de dispositions législatives nouvelles -loi du 29 décembre 1972- et élargissement occasionnel d'une procédure de remise de peine -décret du 3 octobre 1974 -.

La loi du 29 décembre 1972 institue les remises de peine et donne au juge de l'application des peines le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle aux personnes condamnées à une peine égale ou supérieure à trois ans.

A partir de 1975, le nombre de détenus augmente de façon continue pour atteindre, en janvier 1981, 38.957.

La grâce présidentielle du 14 juillet 1981 puis la loi d'amnistie du 4 août 1981 interrompent cette tendance et ramènent le nombre de détenus à 30.340 au 1er janvier 1982. Depuis la croissance a repris selon un rythme encore plus rapide qu'auparavant: 14,0% en 1982, 11,7% en 1983, 11,1% en 1984.

La mise en application, à compter du 1er janvier 1985, de la loi du 9 juillet 1984 tendant à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire ainsi que les grâces collectives du 14 juillet 1985 ont produit une légère diminution du nombre de détenus en 1985 (42.617 au 1er janvier 1986 contre 42.937 un an avant).

Mais on retrouve en 1986 une croissance voisine de celle des années 1982-1984 de 11,9%, ce qui correspond à une pente de 5.000 détenus de plus par an.

Au 1er janvier 1987, la population carcérale métropolitaine comprend 27,6% d'étrangers. Après avoir oscillé entre 14 et 16% de 1968 à 1974, ce taux n'a cessé d'augmenter jusqu'en janvier 1986 pour atteindre 28,0% (Tableau 1.01-1).

Le taux d'étrangers dans la population féminine a connu une évolution encore plus marquée. Deux fois plus faible que celui des hommes en 1968 (7,8%), il est actuellement de 27% (Tableaux 1.01-2 et 1.01-3).

Ainsi, le taux de féminité a désormais la même valeur chez les étrangers et chez les nationaux -4%- (Tableau 1.01-4).

Nous avons représenté sur la figure 1. l'évolution des effectifs au 1er janvier par nationalité. De 1974 à 1987, le nombre de détenus étrangers a été multiplié par 3,2, contre 1,5 pour les français.

Il est très frappant de constater que les périodes de baisse de la population carcérale sont beaucoup moins marquées pour les étrangers:

Taux d'accroissement sur la période:		Français	Etrangers
1.1.1968-1.1.1975		- 25,7%	- 12,6%
1.1.1981-1.1.1982		- 25,2%	- 9,7%
1.1.1985-1.1.1986		- 2,1%	+ 2,9%

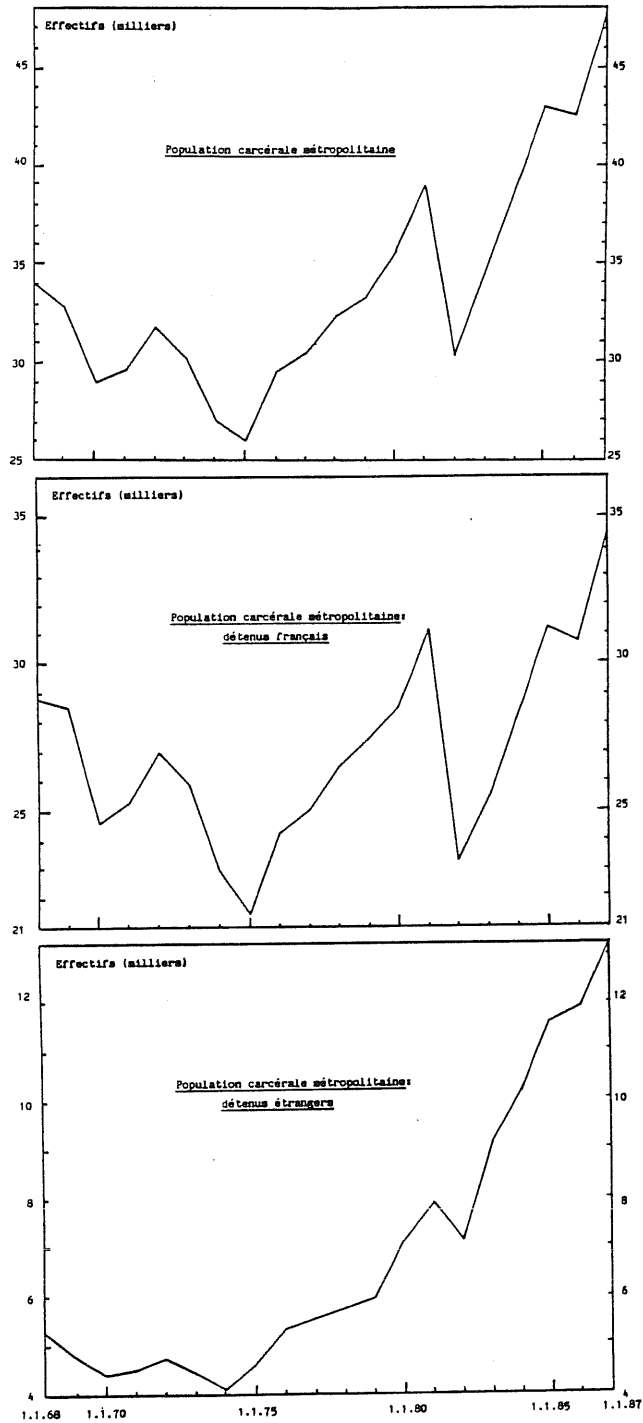


Figure 1. Population carcérale métropolitaine: évolution du nombre de détenus selon la nationalité (1968-1987)

Cette évolution différentielle pourrait, en partie, s'expliquer par l'importance du nombre de prévenus dans la population étrangère. Mais nous ne disposons pas actuellement des données de "stock" permettant de vérifier cette hypothèse. On reviendra sur cette question à propos des incarcérations (source SIPP).

La croissance très importante du nombre de détenus étrangers s'est accompagnée d'une évolution tout aussi marquée en terme de structure par nationalité.

Au 1er janvier 1987, la population des étrangers détenus se décompose de la manière suivante (Tableau 1.02-1):

Europe.....	20,2%	Afrique.....	68,0%
Belgique.....	0,9%	Algérie.....	24,1%
Espagne.....	2,9%	Maroc.....	13,6%
Italie.....	3,5%	Tunisie.....	11,0%
Pologne.....	0,2%	Autres Afrique.....	19,3%
Portugal.....	4,7%		
R.F.A.....	1,2%	Amérique.....	2,6%
Yougoslavie.....	2,7%	Asie.....	8,8%
Autres Europe.....	4,1%	Océanie.....	0,1%
		Nationalité non définie.	0,3%
		Ensemble des étrangers..	100,0%

En 1968, les détenus étrangers étaient presque exclusivement originaires d'Europe ou d'Afrique (à plus de 97%). Désormais cette population comprend près de 3% de détenus provenant du continent américain (dont 50% de Colombiens) et 9% d'asiatiques (pour moitié originaires du Sri Lanka, du Liban ou de la Turquie).

De 1968 à 1987, le poids des européens a été divisé par deux, celui des africains augmentant de 10 points. Mais ce dernier groupe a lui aussi connu des modifications considérables: le pourcentage des Algériens a diminué de moitié, ceux des Marocains, des Tunisiens et des autres africains ont été multipliés respectivement par 3, 4 et 10.

Nous avons vu précédemment que le nombre de détenus étrangers avait été multiplié par 3,3 entre 1974 et 1987. Les données que nous présentons infra montrent que cet accroissement a été d'ampleur fort différente selon la nationalité :

Indices du nombre de détenus au 1.1.1987 (base 100 au 1.1.1974):

Français.... 150

Etrangers... 321

Europe..... 196.....	Belgique.... 227
Afrique..... 361.....	Espagne..... 213
Algérie.. 181	Italie..... 191
Amérique.... 436	Maroc.... 520
Asie..... 715	Tunisie.. 585
	Pologne..... 107
	Portugal.... 238
	R.F.A..... 125
	Yougoslavie. 161
	Autres..... 213
	Autres... 1780

On aura noté la croissance considérable du nombre de détenus du groupe "autres Afrique" dont on ignore la composition en 1974; sa structure au 1er janvier 1987 est la suivante:

Sénégal.....	625	40,7%
Zaïre.....	411	16,1%
Mali.....	214	8,4%
Côte d'Ivoire.....	154	6,1%
Nigéria.....	151	5,9%
Ghana.....	150	5,9%
Autres(1).....	840	16,9%
Ensemble "autres Afrique".....	2545	100,0%

(1) moins de 5%

On pourra suivre dans les Tableaux 1.02-2 et 1.02-3 l'évolution de ces structures selon le sexe. Donnons simplement ici la composition de la population des détenues étrangères au 1er janvier 1987:

Europe.....	32,9%	Afrique.....	48,0%
Belgique.....	1,9%	Algérie.....	14,0%
Espagne.....	4,9%	Maroc.....	6,2%
Italie.....	4,7%	Tunisie.....	5,1%
Pologne.....	1,2%	Autres Afrique.....	22,7%
Portugal.....	3,7%		
R.F.A.....	3,1%	Amérique.....	10,3%
Yougoslavie.....	7,0%	Asie.....	8,6%
Autres Europe.....	6,4%	Océanie.....	0,0%
		Nationalité non définie.	0,2%
		Ensemble des étrangères.	100,0%

b. Structure socio-démographique et pénale des entrants étrangers

Comme nous l'avons vu précédemment, les statistiques relatives aux flux d'incarcérations produites par SIPP portent pour l'essentiel sur la période "1982-1985", les variables "âge à l'écrou", CSP et "situation pénale à l'écrou" n'étant croisées avec la nationalité qu'à partir de 1983.

En l'absence de véritables séries chronologiques, nous allons, dans un premier temps, nous référer à l'année 1985, examinant ensuite les évolutions perceptibles sur la courte période couverte par SIPP.

Sur les 82.561 incarcérations recensées par l'Administration pénitentiaire en 1985 pour la Métropole, 23.019 concernaient des étrangers, soit une proportion de 27,9% (Tableau 1.03), valeur très proche de celle que l'on observe en "stock" (27,0% au 1.1.1985, 28,0% au 1.1.1986).

On obtient donc un rapport "stock/flux" - indicateur de la durée moyenne de détention - voisin pour les nationaux et pour les étrangers. L'indicateur donne une durée moyenne de détention de 6,3 mois pour les français et de 6,1 mois pour les étrangers.

Le taux d'étrangers est légèrement plus faible dans la population féminine (26,1%).

La structure des entrants étrangers selon la nationalité est voisine de celle que l'on a décrite précédemment "en stock" (Tableau 1.04). Les seules différences concernent des catégories peu nombreuses.

Il en est ainsi des détenues originaires du continent américain qui représentent 3,7% des étrangères écrouées en 1985 et 19% des détenues présentes au 1.1.1985. Une part importante de ces femmes ont été incarcérées pour trafic de stupéfiants ce qui entraîne des durées de détention plus longues que la moyenne.

La structure d'âge des étrangers écroués en 1985 possède quelques particularités non négligeables par rapport à celle des français (Tableau 1.05). Ainsi, les étrangers représentent le tiers des classes "moins de 18 ans" et "25-39 ans", le quart des "18-24 ans" et 40-49 ans" et seulement le cinquième des "50 ans et plus".

On notera aussi que les femmes incarcérées de moins de 18 ans sont en majorité étrangères (61,5%).

Nous avons déjà signalé les problèmes de fiabilité relatifs à la CSP fournie par le système SIPP. Aussi n'avons nous retenu que les deux principaux postes - en terme de fréquence - de la nomenclature (Tableau 1.06). Ainsi 45% des étrangers incarcérés ont été classés dans la catégorie "sans profession" (42% pour les français) et 32% dans la catégorie "ouvriers" (35% pour les français).

On trouvera dans les tableaux 1.07, 1.08, 1.09 des informations relatives aux infractions poursuivies ou sanctionnées qui sont à l'origine des incarcérations. Nous avons déjà souligné l'un des problèmes posés par ces données, celui de la notion d'infraction principale. Par ailleurs les nomenclatures d'infractions utilisées dans les croisements de cette variable avec la nationalité sont très agrégées : distinction délit/crime, dix postes pour les délits, sept postes pour les crimes.

En continuant à se référer à l'année 1985, on constate que la proportion d'étrangers est beaucoup plus forte pour les délits que pour les crimes (29% contre 18%); l'écart étant encore plus important dans la population féminine (28% contre 8%).

En se limitant aux délits, les variations de la proportion d'étrangers parmi les entrants de 1985 selon la catégorie de l'infraction sont les suivantes :

proportion d'étrangers

Ordre public général.....	85,5%
Délit contre les personnes...	34,8%
Ensemble des délits.....	28,9%
Délinquance astucieuse.....	28,7%
Moeurs.....	22,8%
Vol-recel.....	22,3%
Délits divers.....	19,7%
Destruction.....	14,8%
Délit contre enfant.....	9,9%
Circulation.....	9,2%
Infraction militaire.....	1,0%

La rubrique "ordre public général" est composée à 81% d'infractions à la police des étrangers; dans 97% des cas, il s'agit alors d'étrangers.

Les "délits contre les personnes" sont dans 53% des cas des infractions à la législation sur les stupéfiants, sans qu'il soit possible de distinguer le trafic et l'usage. Ces infractions font l'objet d'un traitement statistique spécifique d'où il ressort que 49% d'entre elles concernent des étrangers.

En revanche, on n'observe pas, pour les crimes, de variations significatives du pourcentage d'étrangers selon la nature de l'infraction.

Le système SIPP permet enfin de connaître le statut pénal des détenus, à l'écrou (Tableaux 1.10 et 1.11). En 1985, 79% des incarcérations correspondent à une mise en détention provisoire. Ce taux est de plus de 90% pour les étrangers contre seulement 75% pour les nationaux (respectivement 95% et 84% dans la population féminine).

Parmi ces mises en détention provisoire, 60% sont motivées par un mandat d'un juge d'instruction, 31% ayant été effectuées dans le cadre d'une procédure rapide (saisine directe). La répartition varie de façon importante selon la nationalité. Pour les étrangers, ces taux sont respectivement de 48% et 43% (contre 66% et 25% pour les nationaux).

Ainsi, en 1985, 44% des incarcérations effectuées dans le cadre d'une procédure rapide concernaient des étrangers.

Observe-t-on des évolutions significatives sur la période couverte par SIPP? Entre 1982 et 1985, le taux d'étrangers à l'entrée fluctue autour de 27%, la structure par nationalités faisant apparaître une augmentation continue du poids des détenus asiatiques (de 3,3% en 1982 à 7,1% en 1985). Mais les modifications les plus importantes concernent la structure selon l'infraction. Si cette structure évolue peu pour les français (en dehors de l'augmentation du poids des infractions en matière de circulation), elle connaît des variations très importantes pour les étrangers:

Incarcérations des étrangers en 1985 (métropole): structure selon l'infraction principale:

	1982	1983	1984	1985
Vol-recel.....	61,4%	47,6%	46,5%	43,6%
Délit contre les personnes.	17,6%	19,0%	21,8%	22,1%
Ordre public général.....	10,1%	24,0%	22,3%	23,9%
Autres.....	10,9%	9,4%	9,4%	10,4%
Ensemble des délits.....	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Infractions à la législa- tion sur les stupéfiants...	---	12,0%	15,3%	16,4%
Infractions à la police des étrangers.....	---	23,1%	20,8%	22,0%

En ce qui concerne le statut pénal à l'écrou, on observe, depuis 1983, une légère diminution de la proportion de mises en détention provisoire (de 83% à 79%), cette baisse touchant essentiellement les français. Dans le même temps, le poids des procédures rapides augmente (de 27% à 31% des détentions provisoires). Mais là encore, cette évolution ne concerne que les nationaux.

c. Les étrangers incarcérés pour entrée et séjour irréguliers en France

La statistique mensuelle des étrangers écroués pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (à titre principal ou non) permet de compléter utilement les données de structure présentées supra (Tableaux 1.12 et 1.13).

Compte tenu du champ temporel couvert par ce système de collecte, on a comparé les structures au 1.1.1984 et au 1.1.1987 (métropole):

	1.1.1984		1.1.1987		a (%) (1)
	Eff.	%	Eff.	%	
Ensemble des détenus..	38.634	100,0	47.694	100,0	23,5
Français.....	28.510	73,8	34.532	72,4	21,1
Etrangers.....	10.124	26,2	13.162	27,6	30,0
Etrangers art.19 sans autre infraction.....	271	0,7	521	1,1	92,3
Etrangers art.19 avec autre infraction.....	489	1,3	1.302	2,7	166,3
Autres étrangers.....	9.364	24,2	11.339	23,8	21,1

(1) a : accroissement sur la période "1.1.84-1.1.87"

On notera, en particulier, que si le nombre de détenus étrangers a augmenté plus rapidement que celui des français sur la période considérée, c'est uniquement à cause de la très forte croissance du nombre d'étrangers incarcérés pour "situation irrégulière".

La structure des flux d'entrées est évidemment assez différente, les durées de détention des étrangers incarcérés uniquement pour "situation irrégulière" étant en moyenne plus courtes:

Incarcérations de 1985 (métropole):

Ensemble des entrées.....	82.561	100,0%
Français.....	59.542	72,1%
Etrangers.....	23.019	27,9%
Etrangers art.19 sans autre infraction..	4.042	4,9%
Etrangers art.19 avec autre infraction..	3.688	4,5%
Autres étrangers.....	15.289	18,5%

Après avoir présenté ces données brutes, le moment est venu de voir ce que représentent les différentes proportions d'étrangers calculées tant en terme de stock qu'en terme de flux, en les rapprochant de celle que l'on peut observer dans la population de la France métropolitaine.

3 Taux de détention et taux d'incarcération

Pour comparer le nombre des détenus étrangers à celui des nationaux, on sera amené à utiliser deux indices, le taux de détention et le taux d'incarcération.

Le taux de détention à la date t est obtenu en rapportant le nombre de détenus présents à la date t au nombre d'habitants à cette même date (indice de "stock").

Le taux d'incarcération de l'année n est obtenu en rapportant le nombre d'incarcérations de l'année n au nombre moyen d'habitants sur la période (indice de "flux"). Ces deux indices seront calculés pour 100 000 habitants.

a. Taux de détention selon la nationalité

Si l'on se réfère aux données des recensements réalisés par l'INSEE, on obtient dans la population de la France métropolitaine des proportions d'étrangers de 5,28% en 1968, 6,54% en 1975 et 6,78% en 1982. Ces pourcentages sont de toute évidence très inférieurs à ceux que l'on observe dans la population carcérale (de 16% à 23% sur cette période).

On trouvera dans le tableau 1.14 les taux de détentions par sexe et nationalité (français-étrangers) aux dates des recensements de la période considérée.

Le coefficient de sur-représentation des étrangers en prison est, en 1982, de 4,2 (rapport "taux de détention des étrangers"/"taux de détention des français"). Il est de 3,5 pour les hommes et 4,8 pour les femmes.

Ce coefficient varie considérablement selon la nationalité (Tableau 1.15). En 1982, on note même une sous-représentation des Polonais (coef. = 0,8) et des Portugais (coef. = 0,9) et au contraire une forte sur-représentation des Tunisiens (7,0), Algériens (7,5), Yougoslaves (7,5), des détenus originaires du continent américain (8,9) et de ceux qui sont classés dans la rubrique "autres Afrique" (coef. = 9,1).

Encore convient-il de tenir compte de la faiblesse des effectifs à partir desquels certains indices sont calculés.

Plus fondamentalement, l'utilisation des données de l'INSEE obtenues lors du recensement de la population pour calculer des taux de détentions par nationalité pose des problèmes méthodologiques de deux ordres:

- * le recensement ne prend pas en compte toutes les catégories d'étrangers susceptibles d'être détenus;

- * pour les catégories recensées, le niveau d'omissions est plus élevé que pour les nationaux.

Les étrangers théoriquement recensés sont "ceux qui vivent de façon habituelle en France métropolitaine : travailleurs permanents et leur familles, étudiants, stagiaires, etc...Ne sont pas recensés les touristes, les travailleurs saisonniers ou toute autre personne faisant en France un séjour de courte durée". On peut naturellement ajouter à cette liste les étrangers en situation irrégulière. Pour obtenir des taux de détentions homogènes, la seule possibilité consiste à retrancher du numérateur les étrangers détenus qui ne sont pas comptabilisés au dénominateur. Compte tenu des données pénitentiaires disponibles, la correction ne peut, en fait, porter que sur les "clandestins" (plus précisément les étrangers détenus pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance de 1945).

Le second point ne sera ici qu'effleuré, car il a déjà fait l'objet de longs développements ailleurs (4). Rappelons que "les omissions dans la collecte des données tiennent pour l'essentiel à la médiocre intégration de certaines catégories d'étrangers: analphabétisme, logement précaire et forte mobilité géographique, sans parler d'une défiance à l'égard d'une telle opération ou même d'une abstention volontaire".

On sait qu'il existe une autre source statistique sur l'état de la population étrangère, parfois présentée comme "plus exhaustive", celle du Ministère de l'Intérieur.

Elle donnait au 31 décembre 1981 un effectif de 4.223.928 étrangers contre 3.680.100 au recensement du 7 mars 1982, soit un écart de près de 550.000, les proportions d'étrangers étant respectivement de 7,78% et 6,78% (population de la France à la date du recensement = 54.273.200).

Mais cette source pose d'autres problèmes. Elle comptabilise, en effet, les titulaires d'un titre de séjour en cours de validité et leurs enfants de moins de 16 ans -déclarés-. Comme le recensement, elle ne prend pas en compte les catégories énumérées dans le premier point. A l'inverse, les étrangers en possession d'un titre de séjour en cours de validité qui rentrent dans leur pays sans restituer ce titre continuent à être comptabilisés jusqu'à son expiration. Le dénombrement des moins de 16 ans est aussi source de biais (en particulier, comptabilisation des enfants demeurés dans le pays d'origine).

(4) INSEE, 1984, La Documentation française, 1985.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que les écarts entre les deux sources varient considérablement avec la nationalité:

	Recensement 7.3.1982 A	Intérieur 31.12.1981 B	Ecart en % (B-A)/A
Toutes nationalités	3.680.100	4.223.928	14,8
Allemands.....	43.840	50.285	14,7
Belges.....	50.200	62.398	24,3
Espagnols.....	321.440	416.372	29,5
Italiens.....	333.740	452.066	35,5
Polonais.....	64.820	74.173	14,4
Portugais.....	764.860	859.520	12,4
Yougoslaves.....	64.420	72.602	12,7
Algériens.....	795.920	816.873	2,6
Ivoiriens.....	11.680	11.346	- 2,9
Maliens.....	24.340	19.992	- 17,9
Marocains.....	431.120	444.558	3,1
Sénégalais.....	33.240	29.383	- 11,6
Tunisiens.....	189.400	193.203	2,0
Turcs.....	123.540	119.624	- 3,2

Ainsi les différences sont importantes pour les nationalités d'implantation relativement ancienne (Espagnols, Italiens) dont les ressortissants ont regagné en nombre leur pays au cours des dernières années. En revanche, on constate une meilleure adéquation pour les pays d'Afrique ou d'Asie (5).

Nous allons illustrer à propos de la situation au 1er janvier 1987 les variations sur le coefficient de sur-représentation des étrangers en prison que peuvent entraîner:

* le changement de base de référence (INSEE, INTERIEUR);

* la prise en compte du problème des "clandestins" (correction du numérateur du taux de détention des étrangers par soustraction des détenus incarcérés pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance de 1945 avec ou sans autre infraction, notation utilisée pour l'effectif corrigé :ETR*).

Selon le mode de calcul utilisé, les étrangers sont 3,9 à 5,2 fois plus représentés que les français dans les prisons au 1er janvier 1987.

(5) INSEE, 1984

Coefficients de sur-représentation des étrangers dans les prisons métropolitaines au 1.1.1987

	INSEE	INTERIEUR
Population de la France métropolitaine au 1.1.87....	55.510.000	
Proportion d'étrangers.....	6,78%	7,78%
Etrangers.....	3.763.578	4.318.678
Français.....	51.746.422	51.191.322
Nombre de détenus au 1.1.87.	47.694	
Taux de détention p.100000..	85,9	
Détenus français.....	34.532	
Taux de détention/FR.....	66,7	67,5
Détenus étrangers.....	13.162	
Taux de détention/ETR.....	349,7	304,8
Coefficient ETR/FR.....	<u>5,24</u>	<u>4,52</u>
Détenus étrangers (ETR*)....	11.339	
Taux de détention/ETR*.....	301,3	262,6
Coefficient ETR*/FR.....	<u>4,52</u>	<u>3,89</u>

Il serait intéressant de faire ces calculs par sexe et groupe d'âge ,voire par nationalité .Mais les données disponibles ne le permettent pas.

b. Taux d'incarcérations selon la nationalité

A partir des données produites par SIPP sur les incarcérations de l'année 1982 et des chiffres du recensement de mars 1982, on a pu calculer les taux d'incarcérations par sexe et nationalité présentés dans les tableaux 1.16 et 1.17. Le coefficient de sur-représentation des étrangers à l'écrou est de 5,0 (4,2 pour les hommes et 5,1 pour les femmes).

Les problèmes méthodologiques soulevés à propos des taux de détentions se retrouvent naturellement ici. Aussi doit-on considérer les coefficients de sur-représentation par nationalité du tableau 1.17 avec beaucoup de circonspection.

A ce propos, on peut s'arrêter un instant sur l'exemple de la R.F.A.. Le taux d'incarcérations relatif aux ressortissants de ce pays est considérable : 1035,6 p.100.000, soit un coefficient de sur-représentation par rapport aux nationaux de près de 10 points !Ce taux est calculé sur des effectifs très faibles par rapport à ceux des français (454 incarcérations, 43.840 personnes recensées par l'INSEE).Ce qui enlève déjà beaucoup de valeur au coefficient calculé.

Mais rapprochons ces chiffres du nombre de touristes allemands estimé ,pour 1981, par la Direction du tourisme (actualisation de l'enquête aux frontières de 1976).

Les Allemands ayant passé au moins une nuit en France sont au nombre de 7.730.000 (25% de l'ensemble des touristes étrangers), le nombre de nuitées étant de 61.840.000 (6). Ce qui donne un nombre de "personnes -années" de l'ordre de 170.000.

Prenons maintenant le cas de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Pour l'année 1981, le nombre de "touristes-années" originaires de ces trois pays est de 40.000, effectif qu'il faut rapprocher du nombre recensé par l'INSEE : 1.416.440.

Ces chiffres montrent clairement que les biais introduits dans le calcul des taux d'incarcérations par la non-prise en compte au dénominateur de différentes catégories d'étrangers ont une amplitude très variable selon la nationalité.

En utilisant les données dont nous disposons, nous avons repris, sur les taux d'incarcérations, les calculs de coefficients de sur-représentation. La dispersion des résultats est encore plus forte que précédemment. Les étrangers sont de 3,0 à 5,3 fois plus représentés que les nationaux parmi les entrants en prison de 1985 selon le mode d'estimation utilisé :

Coefficients de sur-représentation des étrangers à l'écrou (métropole) : 1985

	INSEE	INTERIEUR
Population de la France		
métropolitaine en 1985.....	55.173.000	
Proportion d'étrangers.....	6,78%	7,78%
Etrangers.....	3.740.729	4.292.459
Français.....	51.432.271	50.880.541
Incarcérations en 1985.....	82.561	
Taux d'incarcéra. p.100000..	149,6	
Entrants français.....	59.542	
Taux d'incarcérations/FR....	115,8	117,0
Entrants étrangers.....	23.019	
Taux d'incarcérations/ETR...	615,4	536,3
Coefficient ETR/FR.....	<u>5,31</u>	<u>4,58</u>
Entrants étrangers (ETR*)...	15.289	
Taux d'incarcérations/ETR*..	408,7	356,2
Coefficient ETR*/FR.....	<u>3,53</u>	<u>3,04</u>

Nous allons désormais chercher à affiner les calculs effectués supra en prenant en compte les éléments de structure qui peuvent être appréhendés grâce au système SIPP.

(6) Les voyageurs circulant dans des voitures immatriculées dans les zones administratives frontalières par rapport à la France ne sont pas pris en compte.

c. Taux d'incarcération comparatifs

Compte tenu des informations socio-démographiques disponibles et de leur fiabilité -en particulier problème de la CSP exposé supra- nous n'avons retenu, pour cette analyse, que le sexe et l'âge à l'écrou.

Les données pénitentiaires portent sur l'année 1985 -dernière livraison-. Pour le dénominateur des taux d'incarcérations, on s'est référé aux résultats du recensement de 1982, faute de statistiques plus récentes croisant le sexe, l'âge et la nationalité. De ce fait les taux globaux sont légèrement différents de ceux que nous venons de calculer.

Les taux d'incarcérations par sexe, âge et nationalité sont présentés dans les tableaux 1.18-1, 1.18-2 et 1.18-3. On a retenu pour groupes d'âges extrêmes "13-16 ans" et "60-70 ans", les incarcérations de moins de 13 ans (très rares: 1 en 1986 d'après le recensement effectué par l'Education surveillée) et celles de 70 ans et plus (79 en métropole pour 1985) ont été incluses dans ces groupes.

Le coefficient de sur-représentation des étrangers, à l'écrou, varie de 3,6 pour les "40-50 ans" à 11,7 pour les "13-16 ans" :

Coefficients ETRANGERS/FRANCAIS selon l'âge à l'écrou (métropole) : 1985

	Ensemble	Hommes	Femmes
13-16.....	11,7	8,0	54,9
16-18.....	5,4	5,3	6,1
18-21.....	4,2	4,2	2,8
21-25.....	5,3	5,4	4,2
25-30.....	6,5	6,2	5,2
30-40.....	4,5	3,6	4,2
40-50.....	3,6	2,6	4,8
50-60.....	5,1	3,8	5,0
60-70.....	6,9	5,3	9,9
13-70.....	5,3	4,4	6,1
Ensemble.....	5,3	4,5	5,9

Pour prendre en compte le problème des "clandestins", nous avons dû estimer le nombre d'étrangers, par sexe et âge, écroués pour entrée et séjour irréguliers à titre principal ou non en faisant l'hypothèse qu'ils avaient la même structure que ceux qui étaient écroués pour cette infraction à titre principal -SIPP- (Tableaux 1.18-4 et 1.18-5).

On obtient alors les coefficients corrigés suivants :

Coefficients ETR*/FR selon l'âge à l'écrou (métropole) : 1985

	Ensemble	Hommes	Femmes
13-16.....	11,3	7,6	53,7
16-18.....	4,8	4,8	5,5
18-21.....	3,0	3,0	2,0
21-25.....	3,4	3,5	3,1
25-30.....	3,7	3,5	3,9
30-40.....	2,8	2,3	3,4
40-50.....	2,7	1,9	4,3
50-60.....	4,1	3,0	4,4
60-70.....	6,0	4,6	9,9
13-70.....	3,5	2,9	5,1
Ensemble.....	3,5	3,0	4,8

Même si ces coefficients n'ont pas tous la même signification compte tenu de la faiblesse de certains effectifs, notons pourtant qu'ils varient de 1,9 (Hommes de 40-50 ans) à 53,7 (Femmes de 13-16 ans).

Par ailleurs, les nationaux et les étrangers de 13-70 ans recensés par l'INSEE, en mars 1982, n'ont pas la même structure par sexe et âge :

Recensement de l'INSEE (1982) / 13-70 ans :

	Français	Etrangers
Taux de féminité	50,8%	40,0%
13-30 ans.....	37,1%	37,0%
30-40 ans.....	20,1%	25,7%
40-70 ans.....	42,8%	37,3%
13-70 ans.....	100,0%	100,0%

Pour tenir compte de ces effets de structure, nous allons calculer, sur les "13-70 ans", des "taux d'incarcérations comparatifs" en utilisant une technique d'usage courant en démographie, la méthode de la "population-type".

Il s'agit de calculer les taux d'incarcérations des étrangers de "13-70 ans" (ETR et ETR*) que l'on observerait si cette population avait -"toutes choses égales par ailleurs"- la même structure par sexe et âge que la population des nationaux (7).

(7) On trouvera une présentation détaillée de cette méthode, appliquée à l'analyse différentielle des intensités de retour en prison dans: TOURNIER, 1983.

Les calculs sont indiqués dans le tableau présenté infra. A partir de ces taux comparatifs, on obtient les coefficients de sur-représentation suivants:

ETR. comparatif /FR (13-70 ans-INSEE) = $785,6/163,7 = 4,80$
ETR*.comparatif /FR (13-70 ans-INSEE) = $527,0/163,7 = 3,22$

Tous ces calculs reposent, en ce qui concerne la population de la France par nationalité, sur les données de l'INSEE. Pour être complet, il faudrait pouvoir les reprendre en se référant aux statistiques du Ministère de l'Intérieur; mais celles-ci ne comportent pas le croisement "sexe x âge".

A titre indicatif, nous avons malgré cela tenté la chose en faisant l'hypothèse que les étrangers comptabilisés par le Ministère de l'Intérieur avaient la même structure par sexe et âge que ceux recensés par l'INSEE:

ETR. comparatif /FR (13-70 ans-INTERIEUR/ESTIMES) = $4,14$
ETR*.comparatif /FR (13-70 ans-INTERIEUR/ESTIMES) = $2,77$ (8).

Cette hypothèse n'est évidemment pas satisfaisante. On a rappelé précédemment que les écarts entre les deux sources variaient selon les nationalités. Par ailleurs, la répartition par groupe d'âges des étrangers varie aussi avec la nationalité comme on peut le voir dans le tableau reproduit infra:

(8) Les calculs ont été repris à partir des estimations suivantes:

	Ensemble	Etrangers	Français
Total	54.273.200	4.223.928	50.049.272
Ens.13-70		3.036.394	35.976.465
H. 13.70		1.821.405	
F. 13-70		1.214.989	

Calcul des taux d'incarcération comparatifs (Métropole - 1985) / ETR et ETR*

		Taux d'incarcé- rations des ETR p. 100 000	Taux d'incarcé- rations des ETR* p. 100 000	Structure par sexe et âge des nationaux I.N.S.E.E. 1982		Calcul des taux comparatifs	
						ETR	ETR*
				Effectifs	P _i %	P _i · t _i	P _i · t _i *
HOMMES	13-16	429,8	410,0	1 197 240	3,29	14,14	13,49
	16-18	1 740,4	1 568,6	837 280	2,30	40,03	36,08
	18-21	3 651,5	2 621,5	1 247 020	3,43	125,25	89,92
	21-25	4 952,0	3 163,2	1 592 840	4,38	216,90	138,55
	25-30	3 434,3	1 955,9	1 940 000	5,33	183,05	104,25
	30-40	1 103,4	686,1	3 650 900	10,04	110,78	68,88
	40-50	392,1	287,5	2 685 460	7,38	28,94	21,22
	50-60	188,7	151,4	2 850 640	7,84	14,79	11,87
	60-70	89,8	77,4	1 884 600	5,18	4,65	4,01
FEMMES	13-16	263,7	257,9	1 142 360	3,14	8,28	8,10
	16-18	91,9	82,7	791 640	2,18	2,00	1,80
	18-21	134,4	96,5	1 217 060	3,35	4,50	3,23
	21-25	229,7	171,1	1 579 020	4,34	9,97	7,43
	25-30	158,6	118,1	1 941 760	5,34	8,47	6,31
	30-40	79,0	64,7	3 667 520	10,09	7,97	6,53
	40-50	47,1	42,7	2 775 320	7,63	3,59	3,26
	50-60	17,9	16,0	3 096 920	8,52	1,53	1,36
	60-70	11,9	11,9	2 269 800	6,24	0,74	0,74
13-70		870,1	577,9	36 367 380	100,0	785,6	527,0

Taux d'incarcérations comparatifs (somme de
la colonne)

Répartition des étrangers par nationalité et groupe d'âges
(INSEE: recensement de 1982))

Groupe d'âge	Ens.	0-14	15-24	25-34	35-54	55-64	65 et +
Italiens	9,1	3,5	6,1	5,8	10,4	21,5	26,5
Espagnols	8,7	4,7	8,1	5,1	9,3	18,3	22,5
Portugais	20,8	23,0	24,6	22,4	22,2	12,1	3,6
Algériens	21,6	26,9	22,9	15,9	25,3	17,5	5,5
Marocains	11,7	16,5	11,0	14,5	10,2	4,5	1,3
Tunisiens	5,1	6,8	4,5	6,7	4,7	2,1	1,3
Autres étrangers	23,0	18,6	22,8	29,6	17,9	24,0	39,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Résumons les résultats obtenus à partir des différentes méthodes de calcul.

Coefficients de sur-représentation des étrangers à l'échelle (métropole-1985)

	INSEE	INTERIEUR
ETR/FR	5,31	4,58
ETR.comparatif/FR (13-70 ans) ..	4,80	4,14
ETR*/FR	3,53	3,04
ETR*.comparatif/FR (13-70 ans) ..	3,22	2,77

Si les données pénitenciaires nous avaient permis de prendre en compte la CSP et la situation au regard de l'emploi -% de chômeurs- comme cela a été fait pour le sexe et l'âge, le coefficient de sur-représentation des étrangers serait encore nettement inférieur.

Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les données du recensement de 1982 suivantes:

	Français	Etrangers
Proportion d'ouvriers parmi les actifs...	29,2%	63,9%
Proportion de chômeurs dans la population active (9):		
Hommes.....	6,2%	12,1%
Femmes.....	11,4%	20,1%.

(9) personnes qui, lors du recensement de 1982, se sont déclarées sans emploi et en recherchant un.

II. STATISTIQUES DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE

Depuis 1972, le Ministère de l'intérieur publie, chaque année, un rapport statistique sur "la criminalité et la délinquance constatées par les services de police et de gendarmerie" (10). Cet ouvrage comporte un certain nombre d'informations où la variable "nationalité" est prise en compte. Mais avant d'en dresser l'inventaire, il convient de les situer très précisément dans la structure d'ensemble de cette base de données à laquelle on se réfère si souvent, sans d'ailleurs beaucoup de précaution méthodologique (11).

Ces statistiques se rapportent, pour l'essentiel, à trois types d'unités de compte : 1.les "faits constatés" -ou "faits enregistrés", 2.les "faits élucidés", 3.les "personnes mises en cause". Notons dès maintenant que c'est seulement à ce troisième niveau que va apparaître la nationalité.

1. Les trois niveaux de la statistique policière

a. Les faits constatés

Il s'agit des crimes et délits constatés par procès-verbal transmis au parquet par les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (polices urbaines, police judiciaire, renseignements généraux, police de l'air et des frontières, surveillance du territoire).

Sont exclus de cette prise en compte:

- certaines infractions connues de la police mais qui n'ont pas fait l'objet d'un procès-verbal;
- les infractions traitées par d'autres administrations : Ministère des finances (douanes et services fiscaux), Secrétariat d'Etat au budget et à la consommation (répression des fraudes), Ministère du travail etc...
- les contraventions, les homicides et blessures par imprudence, les délits en matière de circulation routière;

(10) Le dernier rapport publié (au moment de la rédaction de ce chapitre) a pour titre "*Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1986 par les services de police et de gendarmerie, d'après les statistiques de police judiciaire*", Direction générale de la police nationale, Direction de la police judiciaire, La Documentation française, 1987.

Voir annexe 4, pour l'actualisation des données sur 1987.

(11) Pour une analyse détaillée de ces questions voir ROBERT, 1985.

- enfin, les infractions qui n'étant ni déclarées, ni découvertes, demeurent ignorées par tous les services publics.

Cette statistique comporte non seulement des lacunes mais aussi des excès:

- plaintes excessives ou imaginaires (liées en particulier à la généralisation de l'assurance des biens);
- faits enregistrés par plusieurs services.

Parmi les 3.292.189 faits constatés en 1986 (France métropolitaine), on trouve essentiellement des atteintes aux biens (Tableau 2.01 et Figure 2.)

Les infractions contre les personnes, les mœurs, la famille et la santé, l'ordre public et la réglementation ne représentent que 8% de l'ensemble.

Les faits constatés sont principalement des vols de toutes sortes (64%) et loin derrière des infractions astucieuses contre les biens (11%) et des chèques sans provision (7%). On notera l'importance des contentieux liés aux véhicules à moteur : près du tiers des faits enregistrés, près de la moitié des vols.

b. Les faits élucidés

Ce sont les crimes et les délits qui, par preuves ou indices, peuvent être imputés à une ou plusieurs personnes identifiées -sans considération des décisions ultérieures de la Justice-. Pour 1986, leur nombre est de 1.318.008, soit un "taux d'élucidation" de 40% -rapport des faits élucidés sur les faits constatés-.

Ce taux d'élucidation doit être examiné avec circonspection car il n'y a pas de rapport immédiat entre les faits constatés au cours d'une année et les faits élucidés la même année: les faits élucidés peuvent avoir été constatés au cours des années précédentes (12).

Plus fondamentalement, ce taux moyen de 2 faits élucidés pour 5 constatés recouvre des variations considérables selon la nature des affaires (Tableau 2.01).

Le taux est supérieur à 9 sur 10 pour les chèques sans provision, les infractions astucieuses contre les biens, les infractions familiales et sanitaires, celles concernant l'ordre public. Il est de 7 à 8 sur 10 pour les atteintes aux mœurs, celles à la personne et les vols à l'étalage.

(12) Ce qui explique que certains taux d'élucidation calculés par type d'infraction puissent être supérieurs à 100%.

	31,7	Vols/ véhicules
15,8	Autres vols et recels	
12,4	Cambriolages	
10,8	Astucieuses/biens	
7,3	Chèques sans provision	
5,9	Autres infractions/biens	
3,7	Ordre public et réglementation	
3,2	Autres	
2,9	Vols à l'étalage	
2,5	Famille et santé	
1,6	Vols avec violence	<u>FAITS CONSTATES</u>
1,6	Atteintes/personnes	
	Moeurs	

7,4	Vols/véhicules	
8,5	Autres vols et recels	
4,4	Cambriolages	
	24,7	Astucieuses/ biens
	18,1	Chèques sans provision
2,3	Autres infractions/biens	
	9,0	Ordre public et réglementation
	8,5	Autres
	5,8	Vols à l'étalage
	6,0	Famille et santé
1,4	Vols avec violence	<u>FAITS ELUCIDES</u>
3,0	Atteintes/personnes	
1,4	Moeurs	

8,5	Vols/véhicules	
9,8	Autres vols et recels	
6,6	Cambriolages	
10,2	Astucieuses/biens	
	19,1	Chèques sans provision
2,8	Autres infractions/biens	
	9,5	Ordre public et réglementation
7,2	Autres	
8,4	Vols à l'étalage	
9,2	Famille santé	
1,9	Vols avec violence	<u>PERSONNES MISES EN CAUSE</u>
5,3	Atteintes aux personnes	
1,5	Moeurs	

Figure 2: Statistiques policières (1986)

En revanche, il oscille entre 1 sur 10 (vols de et dans les véhicules) et 1 sur 4 (vols avec violence) avec des figures intermédiaires (cambriolages, autres atteintes aux biens, autres vols et recels).

Ce qui donne, pour les faits élucidés, une structure par infraction très différente de celle observée précédemment sur les faits constatés (Figure 2.). Les vols -de toutes sortes- ne représentent plus que 27% de l'ensemble; ils sont suivis de près par les infractions astucieuses contre les biens (25%) et les chèques sans provision (18%).

Le poids des infractions à l'ordre public et à la réglementation est de 9% (contre moins de 4% pour les faits constatés), celui des infractions à la législation sur les stupéfiants de près de 4% (contre 1,5% pour les faits constatés).

Cette question de l'élucidation des affaires a fait l'objet d'analyses approfondies dont on peut résumer les conclusions ainsi (ROBERT, 1985):

"La statistique policière superpose deux types d'affaires dont le sort est très différent:

- ou bien l'infraction est enregistrée à la suite d'une initiative policière, mais celle-ci s'intéresse surtout aux infractions qui troublent l'ordre public ou font l'objet des priorités répressives du moment (police des étrangers, toxicomanies, infractions de voie publique) et qui sont relativement faciles à détecter soit parce qu'elles sont visibles, soit parce que les auteurs possibles sont aisément repérables (étrangers par exemple);

- ou bien, l'infraction est connue par une plainte et alors elle sera enregistrée passivement sans diligence sauf si le plaignant a déjà élucidé l'affaire, ou s'il fournit, au moins, de sérieux éléments d'identification du suspect, ou encore si l'élucidation est automatique."

c. Les personnes mises en cause

Il s'agit des personnes pour lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit. Pour 1986, elles sont au nombre de 809.059. Ainsi 100 personnes ont été mises en cause pour 160 faits élucidés.

Cette moyenne recouvre, elle aussi, des variations importantes selon la nature des affaires qui sont difficiles à analyser (Tableau 2.01).

Un même crime ou délit peut, en effet, entraîner plusieurs mises en cause s'il y a des co-auteurs et des complices. Réciproquement, plusieurs affaires enregistrées peuvent être attribuées à une même personne. A ce niveau se pose le problème des modes d'enregistrement des unités de compte et de l'imprécision de leur définition -fait ou affaire-.

Le rapport "faits élucidés/personnes mises en cause" est très supérieur à la moyenne pour les infractions astucieuses contre les biens (4,0) et, tout particulièrement, pour les faux et contrefaçons (6,9) et pour les utilisations de chèques volés et les escroqueries (5,8).

Il est, en revanche, proche de 1 pour les atteintes volontaires à la personne et les vols avec violence, les infractions familiales et sanitaires, les cambriolages et les vols à l'étalage.

Ainsi le passage des faits constatés aux personnes mises en cause s'accompagne, non seulement d'un changement considérable des ordres de grandeur (en 1986 de 3,3 millions à 800.000) mais aussi de modifications essentielles de la structure par infraction (Tableau 2.01 et Figure 2.).

Ici les affaires de chèques sans provision et les infractions astucieuses contre les biens occupent les premières places (respectivement 19% et 10%).

Par rapport à la distribution des faits enregistrés, celle des mis en cause fait une part plus importante aux chèques sans provision (+12 points), aux infractions en matière familiale et sanitaire (+7), à celles concernant l'ordre public (+6), aux vols à l'étalage (+5,5), aux atteintes volontaires à la personne (+4), aux affaires de mœurs (+1). En revanche, elle réserve une part moindre aux vols de et dans les véhicules (-23 points), aux cambriolages (-6), aux autres vols et recels (-6) et aux infractions contre les biens (-3).

Seuls les vols avec violence et les infractions astucieuses contre les biens ont des proportions voisines.

2. Nationalité des personnes mises en cause

Les considérations générales développées supra doivent être bien présentes à l'esprit de ceux qui s'intéressent aux caractéristiques socio-démographiques des auteurs de crimes et de délits.

En effet les seules informations disponibles, dans ce domaine portent, pour des raisons évidentes, sur les personnes mises en cause. Elles sont d'ailleurs fort limitées, ne prenant en compte que le sexe, l'âge (distinction "mineurs-majeurs"), la nationalité (distinction "français-étrangers"). Cette dernière variable n'est pas croisée avec les deux premières.

a. Analyse des données de 1986

Sur les 809.059 personnes mises en cause en 1986, on a recensé 130.597 étrangers, soit une proportion de 16,1%.

En se limitant aux infractions (répertoriées dans le Tableau 2.01) pour lesquelles le nombre total de mis en cause est supérieur à 10.000, on observe que la proportion d'étrangers varie de 96,5% pour les infractions à la police des étrangers à 4,7% pour les chèques sans provision:

Proportion d'étrangers parmi les mis en cause de 1986 (%)

supérieures à la moyenne

Délits à la police des étrangers.....	96,5
Trafics de stupéfiants.....	43,7
Vols à l'étalage.....	20,0
Recels.....	19,8
Vols avec violence.....	19,2
Autres (1).....	18,0
Coups et blessures volontaires.....	17,5

inférieures à la moyenne

Vols à la roulotte.....	15,5
Autres infractions astucieuses.....	15,4
Toxicomanie.....	14,3
Autres vols.....	14,2
Cambriolages.....	13,4
Outrage et violence à dépositaire de l'autorité.....	13,3
Autres destructions et dégradations.....	12,7
Utilisation de chèques volés et escroquerie.....	11,8
Vols d'auto et de deux roues.....	11,7
Rubrique "autres" (2).....	10,9
Abus de confiance et détournement de gage.	7,5
Enfant et famille.....	6,8
Chèques sans provision.....	4,7

(1) Infractions du Tableau 2.01 pour lesquelles le nombre total de mis en cause est inférieur à 10.000

(2) Rubrique "autres" de la statistique policière

Aussi la distribution des mis en cause selon l'infraction varie-t-elle dans une large mesure selon la nationalité (Figure 3.).

Le premier fait à souligner est le poids considérable, chez les étrangers, des infractions à l'ordre public et à la réglementation (29% contre seulement 6% pour les français). Dans plus de 75% des cas il s'agit, d'ailleurs, d'infractions à la police des étrangers.

21,6	Chèques sans provision	
10,6	Astucieuses/biens	
9,9	Autres vols et recels	
9,3	Famille et santé	<u>MIS EN CAUSE : FRANCAIS</u>
8,8	Vols/véhicules	
8,0	Vols à l'étalage	
7,7	Autres	
6,8	Cambrjolages	
5,7	Ordre public et réglementation	
5,2	Atteintes aux personnes	
3,0	Autres infractions/biens	
1,9	Vols avec violence	
1,5	Moeurs	

5,5	Chèques sans provision	
7,9	Astucieuses/biens	
9,4	Autres vols et recels	
8,8	Famille et santé	<u>MIS EN CAUSE : ETRANGERS</u>
7,0	Vols/véhicules	
10,4	Vols à l'étalage	
4,9	Autres	
5,5	Cambrjolages	
29,2	Ordre public et réglementation	
5,4	Atteintes aux personnes	
2,2	Autres infractions/biens	
2,3	Vols avec violence	
1,5	Moeurs	

7,1	Chèques sans provision	
10,1	Astucieuses/biens	
12,1	Autres vols et recels	
11,3	Famille et santé	<u>MIS EN CAUSE ETRANGERS</u> à l'exclusion des infrac- tion à la police des étrangers
9,1	Vols/véhicules	
13,5	Vols à l'étalage	
6,3	Autres	
7,0	Cambrjolages	
8,8	Ordre public et réglementation	
7,0	Atteintes aux personnes	
2,8	Autres infractions/biens	
3,0	Vols avec violence	
1,8	Moeurs	

Figure 3. Statistiques policières (1986)

Si l'on exclut ces dernières qui ne touchent les français que de façon très marginale, on constate principalement, chez les étrangers, une très nette sous-représentation des chèques sans provision (7% contre 22% chez les français) et une sur-représentation des vols à l'étalage (13,5% contre 8%).

Au delà des mis en cause...

Avant d'analyser les variations dans le temps de ces données, il peut être intéressant de les examiner à la lumière de ce qui a été précisé supra au sujet des deux premiers niveaux de la statistique policière (faits constatés, faits élucidés).

En d'autres termes, peut-on extrapoler les observations effectuées sur les mis en cause en les considérant applicables à la population des auteurs -connus ou inconnus- des délits et crimes connus de la police -voire inconnus-, comme on le fait si souvent ... sans le dire ?

Un premier éclairage de cette question peut être donné par la confrontation, par infraction, des proportions d'étrangers (parmi les mis en cause) et des taux d'élucidation. Pour ce faire, nous avons retenu les infractions présentées dans le Tableau 2.01 les plus fréquentes (nombre de mis en cause supérieur à 8.000 et nombre de faits constatés supérieur à 30.000). On constate alors l'existence d'une certaine corrélation entre les deux grandeurs: la proportion d'étrangers a tendance à croître avec le taux d'élucidation:

Proportion d'étrangers par infraction
et taux d'élucidation (1986):

% d'étrangers

Taux d'élucidation supérieur à 90%:

Ensemble.....	17,7%
Délits à la police des étrangers.....	96,5%
Trafics de stupéfiants.....	43,7%
Recels.....	19,8%
Port et détention d'arme prohibés.....	19,0%
Autres (1).....	18,4%
Autres économiques et financières.....	16,6%
Toxicomanie.....	14,3%
Outrages et violence à dépositaire de de l'autorité.....	13,3%
Rubrique "autres".....	10,9%
Abus de confiance et détournement de gage.....	7,5%
Chèques sans provision.....	4,7%

Taux d'élucidation compris entre 70% et 90%:

Ensemble.....	15,2%
Vols à l'étalage.....	20,0%
Coups et blessures volontaires.....	17,5%
Sûreté des personnes.....	13,5%
Filouteries et infractions/ santé publique....	12,3%
Utilisation de chèques volés et escroquerie...	11,8%
Enfant et famille.....	6,8%

	% d'étrangers
<u>Taux d'élucidation inférieur à 25%:</u>	
Ensemble.....	13,9%
Vols avec violence.....	19,2%
Vols à la roulotte.....	15,5%
Autres vols.....	14,2%
Cambriolages.....	13,4%
Autres destructions et dégradations.....	12,7%
Vols d'autos et de deux roues.....	11,7%
Total.....	16,1%

Certaines infractions n'entrent pas dans ce schéma: les chèques sans provision, les abus de confiance et les atteintes à l'enfant et la famille où l'on observe un pourcentage d'étrangers faible et un taux d'élucidation élevé, les vols avec violence pour lesquels le pourcentage d'étrangers est élevé et le taux d'élucidation faible.

Peut-on avoir une idée de l'effet de cette corrélation sur la proportion d'étrangers parmi les auteurs -connus ou inconnus- des faits constatés par la police? La réponse est oui... à condition de faire deux hypothèses, qui, à l'analyse, vont s'avérer plus qu'hasardeuses .

Soit MEC(i).....: mis en cause pour l'infraction i
 MEC.ETR (i): mis en cause étrangers pour l'infraction i
 FE(i).....: faits élucidés i
 FC(i).....: faits constatés i
 AUT(i).....: auteurs d'infractions i
 AUT.ETR(i): auteurs étrangers d'infractions i

Hypothèse 1. $FC(i)/AUT(i) = FE(i)/MEC(i)$

Hypothèse 2. $AUT.ETR(i)/AUT(i) = MEC.ETR(i)/MEC(i)$

A partir de ces deux hypothèses, on obtient, pour 1986, une proportion théorique d'étrangers parmi les auteurs de 14,6% contre 16,1% pour les mis en cause (voir principe du calcul Figure 4.).

Autrement dit, à supposer que, dans l'ensemble des infractions enregistrées par la police, la proportion d'étrangers soit analogue à celle observée dans les affaires "élucidées", les étrangers seraient 14,6% des mis en cause au lieu de 16,1%... autre façon de montrer que leur taux est en général plus élevé dans les contentieux bien élucidés. Mais la correction est faible en raison du poids des infractions de chèques qui échappent à cette règle. Peut-on en déduire quelque indication sur la part des étrangers dans la délinquance commise? Ici, le raisonnement devient encore plus compliqué et nous préférons le reporter à la fin du dernier chapitre quand nous aurons tous les éléments en main.

Figure 4. Calcul théorique de la proportion d'étrangers parmi les auteurs des infractions constatées en 1986

Notations

MEC(i).....: mis en cause pour l'infraction i
 MEC.ETR (i): mis en cause étrangers pour l'infraction i
 FE(i).....: faits élucidés i
 FC(i).....: faits constatés i
 AUT(i).....: auteurs d'infractions i
 AUT.ETR(i): auteurs étrangers d'infractions i
 r.....: proportion d'étrangers parmi les mis en cause
 r'.....: proportion d'étrangers parmi les auteurs

$$\frac{FC(i)}{AUT(i)} = \frac{FE(i)}{MEC(i)} \quad (\text{hypothèse 1.})$$

$$AUT(i) = MEC(i) \cdot \frac{FC(i)}{FE(i)}$$

$$\frac{AUT.ETR(i)}{AUT(i)} = \frac{MEC.ETR(i)}{MEC(i)} \quad (\text{hypothèse 2.})$$

$$\begin{aligned} AUT.ETR(i) &= AUT(i) \cdot \frac{MEC.ETR(i)}{MEC(i)} \\ &= MEC(i) \cdot \frac{FC(i)}{FE(i)} \cdot \frac{MEC.ETR(i)}{MEC(i)} \\ &= MEC.ETR(i) \cdot \frac{FC(i)}{FE(i)} \end{aligned}$$

$$r = \frac{\sum_i MEC.ETR(i)}{\sum_i MEC(i)} \quad r' = \frac{\sum_i MEC.ETR(i) \cdot \frac{FC(i)}{FE(i)}}{\sum_i MEC(i) \cdot \frac{FC(i)}{FE(i)}}$$

b. Evolution sur la période "1972-1986"

Les données du Tableau 2.02 -présentées sur la figure 5.- permettent de préciser l'évolution que le nombre de mis en cause a connue au cours de ces quinze dernières années. Globalement, il n'y a guère plus de mis en cause à la fin de la période qu'au début (+11% entre 1972 et 1986). On observe, en fait, une diminution en 1974, 1975 et surtout 1976, puis une remontée, d'abord hésitante en 1977-78-79, puis plus rapide. Le nombre de mis en cause se stabilise en 1985 et décroît en 1986 (-12,5%).

L'évolution des mis en cause étrangers s'écarte nettement de cette tendance générale. A l'exception de 1976 et 1986 -où d'ailleurs la baisse a été moins marquée que pour les nationaux- le nombre d'étrangers n'a pas cessé d'augmenter. L'accroissement entre 1972 et 1986 a été de 76%, la proportion d'étrangers parmi les mis en cause passant ainsi de 10% à 16%.

Cette description doit naturellement être affinée en tenant compte de l'évolution des distributions par infraction.

Les infractions à la police des étrangers...

Il convient, dans un premier temps, d'examiner le poids des mis en cause pour infractions à la police des étrangers parmi lesquels les nationaux sont pratiquement absents -moins de 6% sur toute la période- (Tableau 2.03).

Leur nombre a été multiplié par 2 entre 1973 et 1981 (13).

L'opération de régularisation de la situation des étrangers clandestins d'août 1981 qui a abouti au 1er août 1983 à 131.000 décisions favorables explique la rupture de 1982. La croissance reprend ensuite selon un rythme variable (1984:25%, 1985:5%, 1986:13%). En 1986, le Ministère de l'Intérieur a recensé plus 30.000 mis en cause pour infractions à la police des étrangers -dont plus de 96% sont étrangers- soit 5 fois plus qu'en 1973.

En excluant ce type d'infractions (Tableau 2.04), on obtient une proportion d'étrangers parmi les mis en cause qui croît de 1973 à 1976 et fluctue ensuite entre 13 et 14%.

Le poids des chèques et de la rubrique "autres"...

On trouvera dans le tableau 2.05 la répartition des mis en cause selon la nationalité et l'infraction sur la période "1973-1986" -nomenclature en 13 postes, infractions à la police des étrangers exclues-.

(13) Pour les tableaux par infraction, les données de 1972 n'ont pas été retenues car elles se prêtent difficilement à la présentation en 13 postes utilisée ici (ROBERT, 1985).

Deux phénomènes viennent perturber l'évolution de ces répartitions.

Il s'agit, en premier lieu, des variations considérables du poids des "chèques sans provision" liées, au moins en partie, aux effets des lois de 1972 et 1975 qui ont décriminalisé ou transformé en contraventions beaucoup d'infractions en matière de chèques. L'ampleur de ces variations est fort différente pour les nationaux et pour les étrangers.

Le poids des chèques, parmi les mis en cause, varie ainsi, sur la période de référence, entre 33% et 12% pour les français et entre 10% et 4% pour les étrangers.

L'évolution de ces distributions est aussi marquée par le dégonflement artificiel de la catégorie "autres" d'où l'on retire, en particulier, des infractions au code de la route qui y étaient demeurées après la réforme statistique de 1972 (14).

Le poids de la rubrique "autres" décroît ainsi de 17% à 8% pour les français, entre 1973 et 1986, et de 23% à 6% pour les étrangers.

Dans le tableau 2.05-4, sont présentées les séries de mis en cause par nationalité que l'on obtient en excluant les infractions à la police des étrangers, les chèques et les infractions de la rubrique "autres" (voir aussi la figure 5.).

Sur cet ensemble, la proportion d'étrangers croît de 1973 à 1982 (de 13% à 18%) puis décroît ensuite régulièrement pour atteindre 15,5% en 1986.

Evolution de la proportion d'étrangers par contentieux

Dans l'ensemble, le classement des contentieux en fonction de la proportion d'étrangers parmi les mis en cause varie relativement peu (Tableau 2.05-5 et Figure 6.).

Sur toute la période, on trouve en tête :

	rang	
	1986	1973
Police des étrangers.....	1	1
Vols à l'étalage.....	2	6
Vols avec violence.....	3	3
Ordre public (sans police des étrangers)....	4	5
Atteintes volontaires/personnes.....	5	2
Moeurs.....	6	4

On notera l'accroissement important du pourcentage d'étrangers mis en cause pour vol à l'étalage.

(14) ROBERT, 1985, 57.

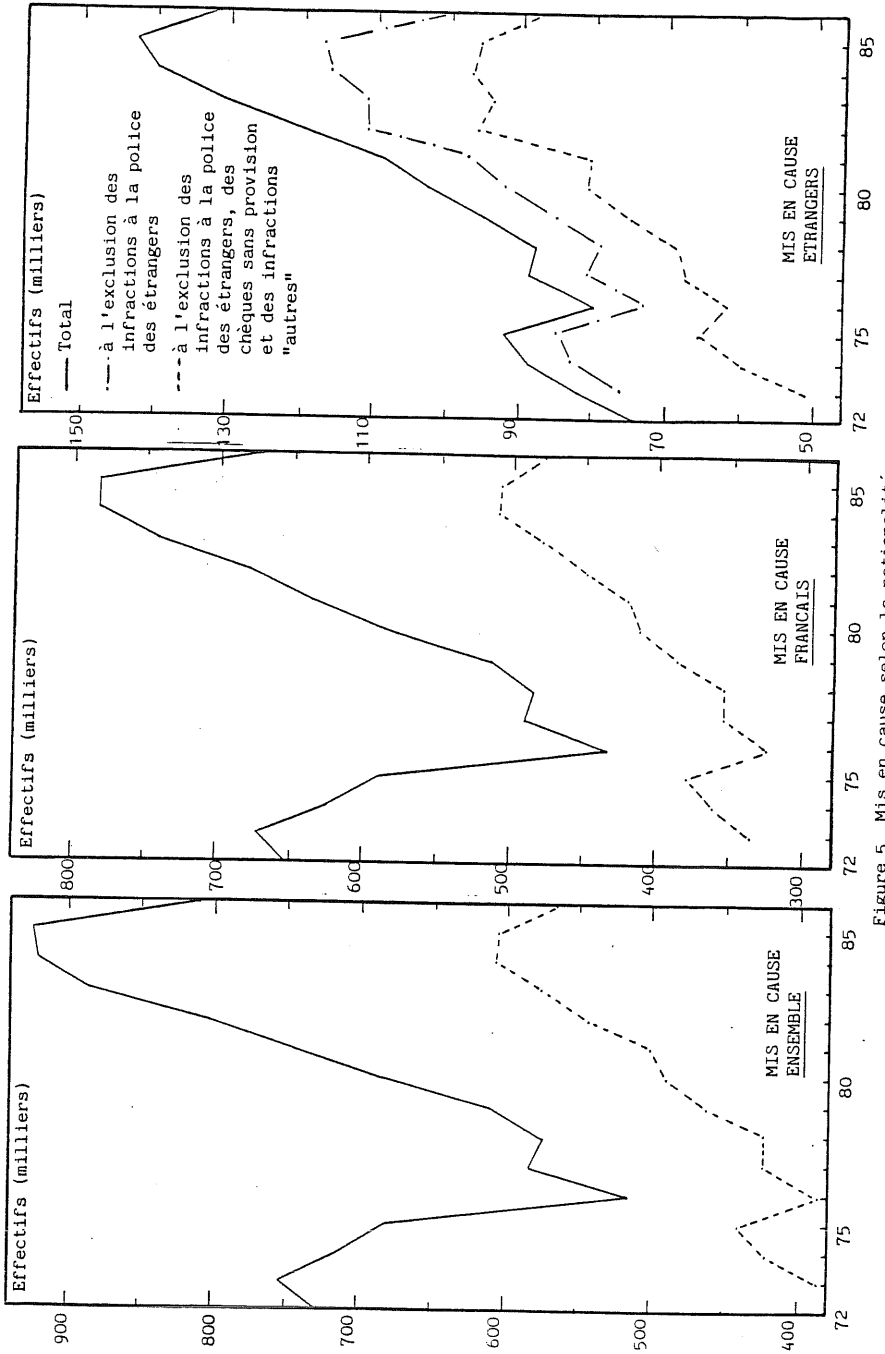


Figure 5. Mis en cause selon la nationalité

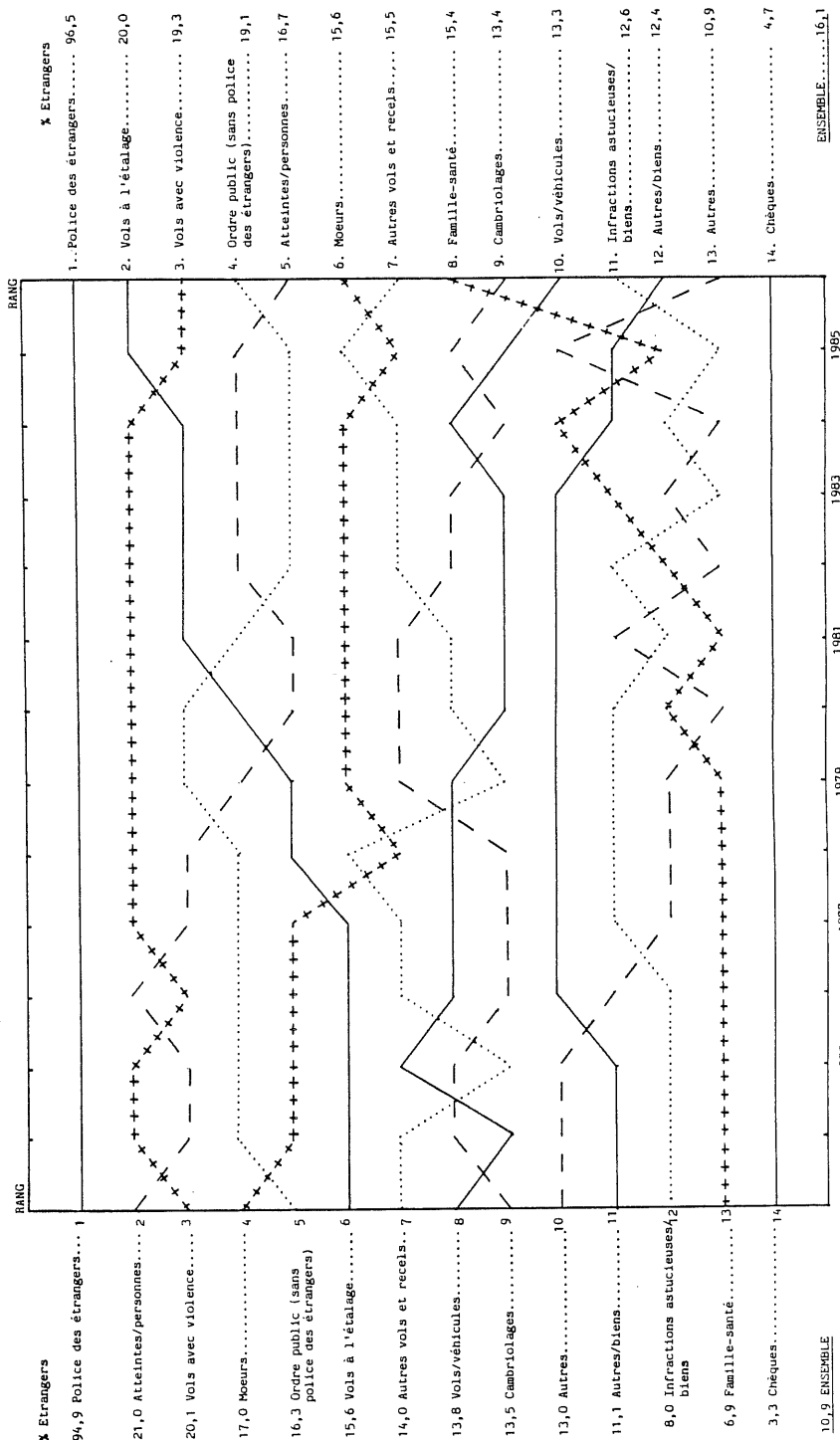


Figure 6. Classement des catégories d'infraction en fonction de la proportion d'étrangers parmi les mis en cause

A l'opposé, les contentieux où la proportion d'étrangers est relativement faible sont les suivants:

	rang	
	1986	1973
Infractions astucieuses/biens.....	11	12
Autres infractions contre les biens.....	12	11
Autres.....	13	10
Chèques sans provision.....	14	14

Mais l'évolution la plus marquante porte sur la rubrique "famille et santé" qui passe du 13e au 8e rang (1973: 6,9% d'étrangers, 1986: 15,4%).

Cet exemple met d'ailleurs en évidence la nécessité de bien connaître la composition des rubriques utilisées supra. On pourra, pour cela, se reporter aux tableaux 2.06 à 2.11.

Les changements de structure les plus importants peuvent être résumés ainsi:

	1973	1986
Moeurs: viols.....	11%	21%
autres.....	41%	30%
Famille et santé: famille.....	90%	(39%)(1)
traffics/stup.....	1%	(13%)(1)
toxicomanie.....	9%	(48%)(1)
(1) voir commentaire infra		
Astucieuses/biens: escroquerie.....	16%	41%
autres.....	63%	37%
Vols/véhicules: vols de véhicules....	80%	58%
vols à la roulotte...	20%	42%

Ces modifications touchent aussi bien les étrangers que les français mais avec des amplitudes variables.

On constate ainsi que la structure de la catégorie "infractions en matière familiale et sanitaire" a beaucoup évolué sur la période du fait de l'accroissement considérable des contentieux en matière de stupéfiants (Tableau 2.08).

A ce sujet, il convient de noter que les informations relatives aux stupéfiants (traffics et toxicomanie) de 1986 ne sont pas directement comparables avec celles des années précédentes.

Jusqu'en 1985, les données portaient sur les interpellations analysées par l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRIS). Ce nombre d'interpellations servait d'ailleurs à estimer aussi bien le nombre de faits constatés que celui des faits élucidés ou des personnes mises en cause. L'OCRIS n'est pas avisé par les services de façon systématique de toutes les interpellations, surtout en ce qui concerne les faits les moins graves d'usage de stupéfiants.

Aussi, en 1986, les données publiées dans les répartitions par infraction sont celles qui ont été collectées par l'ensemble des services de police et de gendarmerie suivant la même procédure que les autres types de crimes et délits.

Dans les commentaires relatifs aux principaux contentieux, les auteurs du rapport de 1986 donnent aussi les statistiques de l'OCRTIS (sans distinction par nationalité); ce qui permet de calculer l'importance du biais ainsi introduit dans les séries présentées supra:

Personnes mises en cause en 1986:

	Trafics	Toxicomanie
Ensemble des services (données utilisées supra).....	10.151	35.586
OCRTIS (données comparables à celles des années antérieures) ..	4.326	26.167

En se référant aux données de l'OCRTIS, on obtient donc une structure de la catégorie "famille et santé", pour 1986, assez différente de celle qui est présentée dans le tableau 2.08:

Base OCRTIS

enfant et famille.....	48,7%
trafics de stupéfiants.....	7,3%
toxicomanie.....	44,0%
ensemble.....	100,0%

On voit, sur cet exemple, la difficulté qu'il y a à construire des séries canoniques prenant en compte la répartition par infraction, compte tenu des modifications introduites par le Ministère de l'Intérieur dans la présentation des données sur la période (15).

(15) Quand elles ont pu être repérées, ces modifications sont signalées dans les notes accompagnant les tableaux 2.06 à 2.11. Par ailleurs, la rubrique "recels" n'est isolée qu'à partir de 1982, sans que l'on sache comment étaient classées ces infractions les années précédentes.

3. Taux de mis en cause

Comme nous l'avons fait pour les statistiques pénitentiaires, il peut être utile de préciser ce que représente les proportions d'étrangers calculées à partir des données relatives aux mis en cause en les rapprochant de celle que l'on peut observer dans la population de la France métropolitaine.

Pour ce faire, on sera amené à utiliser comme indice, le taux de mis en cause, rapport du nombre de personnes mises en cause au cours d'une année au nombre moyen d'habitants sur cette même année.

On se retrouve, évidemment, confronté aux problèmes soulevés lors du calcul des taux de détention et d'incarcérations par nationalité. De plus, il ne sera pas possible ici, faute de données idoines, de calculer des taux comparatifs prenant en compte la structure par sexe et âge, la seule correction possible portant sur les étrangers mis en cause pour infraction à la police des étrangers.

Sur ce point, on reprendra la notation utilisée pour les statistiques pénitentiaires:

ETR* = ETR - police des étrangers.

Selon le mode de calcul utilisé, les étrangers sont 1,7 à 2,7 fois plus représentés que les nationaux parmi les mis en cause de 1986:

Coefficients de sur-représentation des étrangers parmi les mis en cause de 1986:

	INSEE	INTERIEUR
Population de la France		
métropolitaine en 1986.....	55.396.000	
Proportion d'étrangers.....	6,78%(1)	8,05%
(1)recensement de 1982		
Etrangers.....	3.755.849	4.459.668
Français.....	51.640.151	50.936.332
Mis en cause en 1986.....	809.059	
Taux de mis en cause p.1000.	14,6	
Mis en cause français.....	678.462	
Taux de mis en cause/FR.....	13,1	13,3
Mis en cause étrangers.....	130.597	
Taux de mis en cause/ETR....	34,8	29,3
Coefficient ETR/FR.....	<u>2,66</u>	<u>2,20</u>
Mis en cause ETR*.....	101.427	
Taux de mis en cause/ETR*...	27,0	22,7
Coefficient ETR*/FR.....	<u>2,06</u>	<u>1,71</u>

On observe ainsi des coefficients très inférieurs à ceux que l'on a obtenu au niveau pénitentiaire. Nous reviendrons sur ces écarts ultérieurement.

Pour suivre l'évolution dans le temps des taux de mis en cause, on ne peut évidemment se référer qu'aux indices calculés à partir des données du Ministère de l'intérieur (Tableau 2.12 et Figure 7.).

Si l'on met de côté les années 1972-1976 (problèmes des chèques et de la rubrique "autres" signalés supra), on constate une assez grande stabilité des coefficients de sur-représentation des étrangers qui restent voisins de 2.

En excluant les infractions à la police des étrangers, la tendance est plutôt à la baisse des coefficients depuis 1976.

Taux de mis en cause p.1000 habitants



Figure 7. Taux de mis en cause (à partir des données du Ministère de l'Intérieur)

III. STATISTIQUES JUDICIAIRES

En ce qui concerne l'action judiciaire, trois grands moments du processus pénal doivent être distingués:

- le parquet ou ministère public
- l'instruction préparatoire
- la juridiction de jugement.

Chaque année, les parquets adressent, au Ministère de la Justice, un récapitulatif des principaux comptages décrivant leur activité: plaintes, dénonciations et procès-verbaux dont ils ont été saisis, orientations des affaires, enquêtes de personnalité... Ces statistiques ne prennent pas en compte les caractéristiques socio-démographiques des personnes mises en cause et a fortiori leur nationalité.

Jusqu'à une date récente, la situation était la même en ce qui concerne l'instruction préparatoire. Mais la mise en place d'un répertoire de l'instruction, en janvier 1985, permet de disposer de certaines informations relatives aux inculpés -dont la nationalité-.

Les statistiques d'activité des juridictions de jugement sont, a priori, plus riches sur le sujet mais elles posent des problèmes considérables quant à la construction de séries chronologiques homogènes.

1. L'instruction préparatoire

a. Données disponibles

Les données publiées par la Division de la statistique du Ministère de la Justice, à partir de l'exploitation du répertoire de l'instruction, portent sur l'année 1985 (16).

Elles concernent l'ensemble des juridictions de la métropole et de l'outre-mer à l'exception du tribunal de grande instance de Lyon qui n'a pas transmis de duplicata statistiques.

Dix-huit tableaux ont été élaborés à partir des fiches statistiques renseignées au début de l'instruction.

(16) Ministère de la Justice - Division de la Statistique, Statistiques issues du répertoire de l'instruction: année 1985, novembre 1986.

Depuis la rédaction de ce chapitre, la Division de la statistique a aussi publié les données de 1986.

Il est temps maintenant de tenter un coup d'oeil global, ou, pour mieux dire, transversal.

Qu'aucune harmonie n'existe entre ces statistiques ne facilite pas la tâche. Chacune d'elles photographie un moment particulier du processus pénal, mais aucun film n'est montable à partir de ces instantanés hétérogènes et discontinus; impossible donc de les rabouter pour se livrer à une analyse de tout le processus (21). Bien plus, la simple comparaison des prises de vues est malaisée, chaque photographe adoptant des réglages différents de celui de son voisin.

Impossible cependant de se laisser arrêter par ces insuffisances: le contraste entre la statistique de police et celle des prisons mérite, en effet, explication. Pourquoi trouve-t-on plus d'un étranger pour quatre incarcérés alors qu'on en décompte un pour six mis en cause (22)? Bien entendu, cette population-ci est très différente de celle-là: en règle générale, environ un incarcéré pour dix mis en cause. Mais la surconsommation carcérale qui affecte les étrangers n'en est que plus remarquable.

1. La répression de l'immigration clandestine

Quand on parle aujourd'hui de délinquance des étrangers, voilà ce qu'elle recouvre désormais en premier lieu. Sans ce contentieux, la part des étrangers serait stable dans les statistiques de police depuis 1976 et même leur taux de mise en cause aurait plutôt tendance à s'éroder.

(21) d'où le caractère indispensable de recherches qui s'appuient sur la construction de cohortes d'affaires, à l'instar de celle menée par B. AUBUSSON de CAVARLAY (1987) quoique sur un segment seulement du processus, de l'arrivée au parquet jusqu'au jugement.

(22) on parle des mis en cause figurant dans la statistique de police, mais celle-ci omet les cinq sixièmes des affaires transmises au parquet par la police et la gendarmerie. Il est vrai que les quelques 15.000.000 de procès-verbaux oubliés concernent surtout la circulation routière et les blessures par imprudence qui ne génèrent guère d'emprisonnement (ROBERT, 1985, 32, 125).

2. Une préférence pour l'emprisonnement

Aussi important soit-il devenu récemment, le contentieux de l'immigration ne suffit pas à expliquer seul la surconsommation carcérale qui affecte les délinquants étrangers.

Travaillant sur des données antérieures à l'hyper développement de ce contentieux, B.AUBUSSON de CAVARLAY et T.GODEFROY (1981) avaient découvert dans les condamnations une structure tricéphale:

- une délinquance "traditionnelle" de vols, d'agressions et de rebellions où le recours à l'emprisonnement est à son maximum (26);
- une délinquance professionnelle, surtout commerciale et artisanale, plutôt sanctionnée de peines pécuniaires;
- une délinquance routière de masse où interviennent surtout le sursis et l'amende.

Dans cette ventilation, c'est la sorte d'infraction qui paraît jouer un rôle essentiel. De ce point de vue, les étrangers paraissent plutôt appartenir au premier type par les sortes d'infractions où ils sont surreprésentés, comme on l'a vu supra à l'analyse des statistiques de police.

Ils lui appartiennent encore par leur structure socio-professionnelle, les condamnés de ce type se recrutant surtout parmi les couches prolétaires les plus instables et les moins qualifiées.

De surcroît, le fait d'être jeune et/ou étranger apparaissait, dans cette recherche comme venant typer encore plus nettement l'appartenance à cette catégorie de condamnés.

Des enquêtes plus récentes sur l'entrée en application du travail d'intérêt général (27) fournissent un indice allant dans le même sens: la proportion d'étrangers y est beaucoup plus faible que celles rencontrées jusqu'ici: à peine 7 à 8%.

Mais la sorte de peine ne suffit pas à rendre compte de la surconsommation carcérale. Il faut remonter plus haut: quatre fois sur cinq, on entre en prison non comme condamné mais comme détenu provisoire et la moitié des journées passées en prison par une cohorte de détenus dans une période de détention homogène, l'est à titre de détenu provisoire (28).

(26) L'analyse d'une cohorte d'affaires a permis à B.AUBUSSON de CAVARLAY (1987,130-141) d'affiner encore parmi les différents contentieux: au hit-parade de la prison, les rebellions envers la police, les vols, plus loin derrière les violences.

(27) BARRE, TOURNIER, 1986

(28) BARRE, TOURNIER, 1988

Or, ici encore nous rencontrons des indices de suremprisonnement des étrangers. Quoique sous-représentés dans les instructions pour crimes, ils apparaissent finalement plus fréquemment placés en détention provisoire (51% le sont, contre 30% des nationaux et 33% au total).

A contrario, 10% d'entre eux seulement (contre 12,2% des nationaux et 12% du total) bénéficient d'un contrôle judiciaire au début de l'information. Finalement 9 détenus étrangers sur 10 entrent en prison comme détenus provisoires (contre moins de 8).

On sait que le placement en détention provisoire paraît dépendre beaucoup moins de la complexité des conditions légales que de l'évaluation des "garanties de représentation".

D'un côté, celui qui présente de faibles garanties de représentation, on aura plus de mal, si on le laisse libre, à le juger contradictoirement et à faire ensuite exécuter la peine, surtout s'il s'agit d'un emprisonnement ferme (29). Observons à ce propos que la proportion des défauts paraît bien plus élevée parmi les étrangers que chez les nationaux (23,5% contre 15,7% en 1983), indice probable de moindres garanties de représentation.

D'un autre côté, l'évaluation des garanties de représentation est déjà prédéterminée jusqu'à un certain point en amont de l'intervention judiciaire par le traitement policier de l'affaire. Le mis en cause peut, en effet, être en garde à vue, puis être déféré, c'est-à-dire présenté détenu au parquet. Or, non seulement, les chances d'un tel traitement varient en sens inverse des garanties de représentation comme le domicile, la situation familiale ou l'emploi mais encore les maghrébins y semblent particulièrement sujets, toutes choses égales par ailleurs (30).

C'est donc très tôt dans le traitement pénal d'une affaire que les étrangers semblent orientés vers une surconsommation du recours à l'emprisonnement.

(29) dans une recherche menée au Tribunal de Paris, J. BERNAT DE CELIS (1988) a montré qu'un condamné non détenu au moment de la sentence avait, pour des raisons diverses, de très faibles chances d'effectuer la peine d'emprisonnement ferme à laquelle il aurait été condamné.

(30) LEVY, 1987.

3. Statistiques criminelles et délinquance

Le poids de nouvelles priorités: essentiellement la lutte contre l'immigration clandestine, accessoirement celle contre les toxicomanies...

un usage marqué de l'emprisonnement non seulement parce que les délits imputés aux étrangers sont liés à ce type de peine, mais encore parce que leurs conditions de vie, encore dégradées par la crise de l'emploi, inclinent à la mise en détention...

Voilà les leçons essentielles d'une lecture transversale de ces statistiques, à la lumière de plusieurs recherches récentes.

Reste une dernière question: peut-on déduire quelque indication complémentaire sur la part des étrangers dans la délinquance commise?

Ici, il faut sortir des billevisées théoriques comme les variations sur la notion de "chiffre noir". Quand le législateur incrimine un comportement, c'est-à-dire autorise le juge à punir, sous certaines conditions, son auteur de telle peine, il édicte une disposition abstraite. Que survienne un comportement concret, il faut reconnaître s'il entre effectivement dans les dispositions de la loi. C'est le rôle du juge. Pour qu'il puisse remplir son office, encore faut-il qu'on le saisisse.

Schématiquement, cela peut s'opérer de deux manières:

-S'il n'y a personne pour se juger directement et personnellement victime du comportement, seule l'initiative des services d'investigation peut conduire à la saisine du juge.. La notion d'élucidation n'a guère de sens parce qu'on dresse rarement une procédure sans avoir un suspect à mettre en cause.

-Le plus souvent, à vrai dire, l'enquête part d'un suspect non d'un fait. Et tout dépend de la priorité accordée à la répression de ce comportement, des moyens mis en oeuvre, enfin de la visibilité soit du comportement, soit de son auteur.

C'est le cas ici pour la répression de l'immigration irrégulière. Une priorité élevée, des suspects potentiels souvent fortement "visibles" et disposant de peu de moyens pour échapper à la curiosité policière, enfin un contentieux plutôt "rentable" pour des professionnels.

On peut donc supposer un taux de détection élevé, seulement limité par les moyens en hommes et en temps que l'on y consacre. Mais à défaut de terme de comparaison extra-policière, aucune possibilité d'extrapoler de ces statistiques policières une évaluation de l'importance des étrangers en situation irrégulière ni même de leur évolution.

On pourrait raisonner à l'analogie pour la répression de la toxicomanie.

S'il y a au contraire, quelqu'un susceptible de se percevoir comme victime (31) directement et individuellement, toutes les recherches françaises et étrangères montrent que la saisine du système répressif dépend essentiellement de lui, la police concentrant ses efforts sur le maintien de l'ordre public dans les lieux publics.

Faut-il encore que la victime estime qu'il s'agit d'une infraction, souhaite son traitement pénal...et permette l'identification d'un suspect.

Dans les cas les plus fréquents, vols et cambriolages, la plainte est systématique mais rarement traitée parce que le plaignant ignore généralement tout de l'auteur. N'échappent à cet avortement que les cas où la police arrive à compenser ce manque d'information par son initiative -généralement des flagrants délits- ou ceux, rares, où la victime parvient à identifier l'auteur...au total environ une plainte sur dix...avec un pourcentage d'étrangers inférieur à la moyenne.

Dans les hypothèses bien plus rares d'agressions, la plainte est beaucoup moins systématique justement parce que la victime connaît souvent l'auteur. Plus c'est un proche, plus elle hésite à traiter l'agression comme une infraction. Elle préfère souvent la considérer comme une querelle ou un différend à tenter de régler directement. Au contraire, plus l'auteur lui est étranger, plus elle est portée à déposer plainte. On observe ici (coups et blessures, vols avec violence) des pourcentages d'étrangers supérieurs à la moyenne. On peut penser qu'ils ne seraient pas plus élevés, au contraire, si l'on connaissait tous les auteurs de toutes les agressions.

(31) presque toutes les connaissances empiriques sur la victimation en France proviennent de recherches réalisées par une équipe coordonnée par R.ZAUBERMAN Voy.ROBERT, ZAUBERMAN, 1987, ZAUBERMAN, ROBERT, 1988.

Reste le cas où le plaignant dispose lui-même de services d'enquête. Il peut alors choisir de régler l'affaire directement avec l'auteur -ce qu'il fait la plupart des fois- ou de transmettre l'affaire, toute élucidée, aux services officiels dans une minorité de cas, si l'auteur est récalcitrant ou si l'on désire un exemple.

C'est le cas des infractions de chèques où le pourcentage des étrangers est minime, probablement parce ce qu'ils ont moins recours à ce mode de paiement.

C'est aussi celui des vols à l'étalage où le pourcentage des étrangers paraît plus élevé que pour les vols ordinaires.

Deux explications possibles: ou bien les étrangers ont une prédilection pour cette sorte de vol, ou bien les services de sécurité des entreprises commerciales, quand elles sélectionnent la minorité de cas renvoyés à la police, se montrent moins portés à la transaction envers les étrangers. Dans cette hypothèse, la surreprésentation dans les statistiques policières pourrait ne pas se retrouver dans l'ensemble des cas connus des services de sécurité privés...sans qu'on puisse rien savoir au surplus des vols non détectés.

Tout ceci pour montrer combien l'interprétation de ces statistiques criminelles doit être menée en distinguant soigneusement les diverses hypothèses concrètes pour éviter de verser dans des généralisations purement abstraites.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANNEXES

1. Statistiques pénitentiaires

1.01-1 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE : STRUCTURE SELON LA NATIONALITE (au 1er janvier)

ANNEE	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	ETRANGERS (%)
1968	34083	28770	5313	15,6
1969	33427	28614	4813	15,4
1970	29026	24642	4384	15,1
1971	29549	25297	4252	14,4
1972	31668	27009	4659	14,7
1973	30306	25904	4402	14,5
1974	27100	22995	4105	15,1
1975	26032	21387	4645	17,8
1976	29482	24167	5315	18,0
1977	30511	25013	5498	18,0
1978	32259	26537	5722	17,7
1979	33315	27446	5869	17,6
1980	35655	28585	7070	19,8
1981	38957	31102	7855	20,2
1982	30340	23249	7091	23,4
1983	34579	25465	9114	26,4
1984	38634	28510	10124	26,2
1985	42937	31354	11583	27,0
1986	42617	30700	11917	28,0
1987	47694	34532	13162	27,6

1.01-2 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - HOMMES : structure
selon la nationalité (au 1er janvier)

ANNEE	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	ETRANGERS %
1968	32795	27582	5213	15,9
1969	32290	27574	4716	14,6
1970	28088	23775	4313	15,4
1971	28626	24475	4151	14,5
1972	30717	26126	4591	14,9
1973	29451	25112	4339	14,7
1974	26389	22359	4030	15,3
1975	25328	20769	4559	18,0
1976	28759	23548	5211	18,1
1977	29660	24300	5360	18,1
1978	31289	25755	5534	17,7
1979	32334	26605	5729	17,7
1980	34534	27660	6874	19,9
1981	37711	30092	7619	20,2
1982	29353	22481	6872	23,4
1983	33447	24605	8842	26,4
1984	37311	27484	9827	26,3
1985	41476	30234	11242	27,1
1986	41059	29545	11514	28,0
1987	45789	33141	12648	27,6

1.01-3 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - FEMMES : structure selon la nationalité (au 1er janvier)

ANNEE	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	ETRANGERS(%)
1968	1288	1188	100	7,8
1969	1137	1040	97	8,5
1970	938	867	71	7,6
1971	923	822	101	10,9
1972	951	883	68	7,2
1973	855	792	63	7,4
1974	711	636	75	10,5
1975	704	618	86	12,2
1976	723	619	104	14,4
1977	851	713	138	16,2
1978	970	782	188	19,4
1979	981	841	140	14,3
1980	1121	925	196	17,5
1981	1246	1010	236	18,9
1982	987	768	219	22,2
1983	1132	860	272	24,0
1984	1323	1026	297	22,4
1985	1461	1120	341	23,3
1986	1558	1155	403	25,9
1987	1905	1391	514	27,0

1.01-4 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE : taux de féminité (%)
selon la nationalité (au 1er janvier)

ANNEE	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS
1968	3,8	4,1	1,9
1969	3,4	3,6	2,0
1970	3,2	3,5	1,6
1971	3,1	3,2	2,4
1972	3,0	3,3	1,5
1973	2,8	3,1	1,4
1974	2,6	2,8	1,8
1975	2,7	2,9	1,9
1976	2,5	2,6	2,0
1977	2,8	2,9	2,5
1978	3,0	2,9	3,3
1979	2,9	3,1	2,4
1980	3,1	3,2	2,8
1981	3,2	3,2	3,0
1982	3,3	3,3	3,1
1983	3,3	3,4	3,0
1984	3,4	3,6	2,9
1985	3,4	3,6	2,9
1986	3,7	3,7	3,4
1987	4,0	4,0	3,9

1.02-1a POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - ETRANGERS :
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/Effectifs

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	5313	2099	89	374	391	96
1969	4813	2021	97	218	329	76
1970	4384	1830	67	227	320	74
1971	4252	1737	58	218	310	72
1972	4659	1746	66	229	326	64
1973	4402	1570	69	204	278	44
1974	4105	1362	51	180	243	27
1975	4645	1408	68	162	266	29
1976	5315	1603	69	191	333	31
1977	5498	1656	82	207	335	3
1978	5722	1676	77	226	332	32
1979	5869	1677	94	249	338	36
1980	7070	1919	91	294	364	33
1981	7855	2002	90	295	407	37
1982	7091	1719	88	279	349	25
1983	9114	1947	104	242	349	23
1984	10124	2125	92	275	384	18
1985	11583	2335	102	331	411	33
1986	11917	2422	123	349	444	23
1987	13162	2664	116	384	463	29

1.02-1a (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YUGOSLAVIE	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	144	323	357	325	3076	2593
1969	181	274	378	468	2616	2165
1970	234	248	316	344	2396	1871
1971	212	190	285	392	2382	1807
1972	332	163	235	331	2736	2054
1973	241	170	265	299	2634	1912
1974	260	126	223	252	2480	1745
1975	314	111	200	258	2938	1927
1976	325	124	268	262	3356	2177
1977	385	123	242	279	3429	2102
1978	329	134	285	261	3611	2192
1979	336	141	240	243	3738	2158
1980	398	146	293	300	4590	2705
1981	434	161	278	300	5249	3063
1982	330	136	223	289	4735	2733
1983	366	197	297	369	6375	3303
1984	450	172	311	423	7020	3189
1985	506	197	342	413	7970	3285
1986	517	181	354	431	8100	3100
1987	619	157	358	538	8953	3166

1.02-1a (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	241	138	104	37	32	-	69
1969	197	150	104	52	61	1	62
1970	246	172	107	65	51	4	38
1971	255	204	116	37	62	1	33
1972	285	264	133	38	103	3	33
1973	295	298	129	61	105	3	29
1974	345	247	143	78	162	1	22
1975	500	333	178	106	168	4	21
1976	556	369	254	170	162	4	20
1977	609	383	335	192	186	15	20
1978	702	392	325	193	214	14	14
1979	722	398	460	166	251	6	31
1980	757	452	676	184	332	24	21
1981	831	593	762	190	382	9	23
1982	730	610	662	208	395	14	20
1983	956	1042	1074	255	503	9	25
1984	1159	1315	1357	273	680	12	14
1985	1402	1447	1836	347	908	9	14
1986	1634	1502	1864	314	1049	9	23
1987	1796	1446	2545	340	1159	7	39

1.02-1b POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - ETRANGERS :
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/pourcentages

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	100	39,5	1,7	7,0	7,4	1,8
1969	100	42,0	2,0	4,5	6,8	1,6
1970	100	41,7	1,5	5,2	7,3	1,7
1971	100	40,9	1,4	5,1	7,3	1,7
1972	100	37,5	1,4	5,0	7,0	1,4
1973	100	35,7	1,6	4,6	6,3	1,0
1974	100	33,2	1,2	4,4	5,9	0,7
1975	100	30,1	1,4	3,5	5,7	0,6
1976	100	30,2	1,3	3,6	6,3	0,6
1977	100	30,1	1,5	3,7	6,1	0,1
1978	100	29,3	1,4	3,9	5,8	0,6
1979	100	28,6	1,6	4,2	5,8	0,6
1980	100	27,1	1,3	4,2	5,1	0,5
1981	100	25,5	1,1	3,8	5,2	0,5
1982	100	24,2	1,2	3,9	4,9	0,4
1983	100	21,4	1,1	2,7	3,8	0,3
1984	100	21,0	0,9	2,7	3,8	0,2
1985	100	20,2	0,9	2,9	3,5	0,3
1986	100	20,3	1,0	2,9	3,7	0,2
1987	100	20,2	0,9	2,9	3,5	0,2

1.02-1b (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YUGOSLAVIE	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	2,7	6,1	6,7	6,1	57,9	48,8
1969	3,8	5,7	7,9	9,7	54,4	45,0
1970	5,3	5,7	7,2	7,8	54,6	42,7
1971	5,0	4,5	6,7	9,2	56,0	42,5
1972	7,1	3,5	5,0	7,1	58,7	44,1
1973	5,5	3,9	6,0	6,8	59,8	43,4
1974	6,3	3,1	5,4	6,2	60,4	42,5
1975	6,7	2,4	4,3	5,5	63,3	41,5
1976	6,1	2,3	5,0	4,9	63,1	41,0
1977	7,0	2,2	4,4	5,1	62,3	38,2
1978	5,7	2,3	5,0	4,6	63,2	38,3
1979	5,7	2,4	4,1	4,2	63,7	36,8
1980	5,6	2,1	4,1	4,2	64,9	38,3
1981	5,5	2,1	3,5	3,8	66,8	39,0
1982	4,7	1,9	3,1	4,1	66,8	38,6
1983	4,0	2,2	3,3	4,0	69,9	36,2
1984	4,4	1,7	3,1	4,2	69,3	31,5
1985	4,4	1,7	2,9	3,6	68,8	28,4
1986	4,4	1,5	3,0	3,6	68,0	26,0
1987	4,7	1,2	2,7	4,1	68,0	24,1

1.02-1b (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	4,5	2,6	2,0	0,7	0,6	-	1,3
1969	4,1	3,1	2,2	1,1	1,2	...	1,3
1970	5,6	3,9	2,4	1,5	1,2	0,1	0,9
1971	6,0	4,8	2,7	0,9	1,4	...	0,8
1972	6,1	5,7	2,8	0,8	2,2	0,1	0,7
1973	6,7	6,8	2,9	1,4	2,4	0,1	0,6
1974	8,4	6,0	3,5	1,9	3,9	...	0,6
1975	10,8	7,2	3,8	2,3	3,7	0,1	0,5
1976	10,5	6,9	4,8	3,2	3,0	0,1	0,4
1977	11,1	6,9	6,1	3,5	3,4	0,3	0,4
1978	12,3	6,9	5,7	3,4	3,7	0,2	0,2
1979	12,3	6,8	7,8	2,8	4,3	0,1	0,5
1980	10,7	6,4	9,5	2,6	4,7	0,4	0,3
1981	10,6	7,5	9,7	2,4	4,9	0,1	0,3
1982	10,3	8,6	9,3	2,9	5,6	0,2	0,3
1983	10,5	11,4	11,8	2,8	5,5	0,1	0,3
1984	11,4	13,0	13,4	2,8	6,7	0,1	0,1
1985	12,1	12,5	15,8	3,0	7,8	0,1	0,1
1986	13,7	12,6	15,7	2,6	8,8	0,1	0,2
1987	13,6	11,0	19,3	2,6	8,8	0,1	0,3

1.02-2a POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - ETRANGERS/HOMMES:
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/Effectifs

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	5213	2032	87	356	382	92
1969	4716	1944	88	211	320	74
1970	4313	1783	63	219	312	70
1971	4151	1666	57	204	306	65
1972	4591	1698	63	221	320	59
1973	4339	1533	68	195	273	44
1974	4030	1318	50	172	239	26
1975	4559	1364	64	157	261	27
1976	5211	1557	66	185	326	28
1977	5360	1597	78	195	332	-
1978	5534	1591	73	210	324	26
1979	5729	1622	93	238	335	32
1980	6874	1823	84	277	360	31
1981	7619	1910	87	276	394	34
1982	6872	1620	86	258	338	23
1983	8842	1853	95	232	340	21
1984	9827	2038	90	265	376	17
1985	11242	2217	98	306	401	28
1986	11514	2306	118	335	434	22
1987	12648	2495	106	359	439	23

1.02-2a (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YUGOSLAVIE	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	142	310	352	311	3054	2572
1969	177	264	361	449	2600	2151
1970	229	240	313	337	2379	1860
1971	204	183	270	377	2361	1790
1972	326	159	228	322	2718	2038
1973	239	165	261	288	2615	1897
1974	256	121	215	239	2463	1730
1975	309	107	194	245	2913	1913
1976	318	120	260	254	3332	2162
1977	372	119	232	269	3386	2073
1978	315	129	264	250	3564	2161
1979	328	139	226	231	3694	2133
1980	389	137	269	276	4525	2664
1981	430	152	249	288	5142	3007
1982	327	122	196	270	4647	2692
1983	362	181	274	348	6246	3257
1984	438	159	291	402	6874	3130
1985	495	184	308	397	7831	3224
1986	504	168	319	406	7894	3030
1987	600	141	322	505	8706	3094

1.02-2a (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	240	138	104	31	29	-	67
1969	196	149	104	49	60	1	62
1970	242	171	106	60	50	4	37
1971	253	204	114	35	57	-	32
1972	285	264	131	37	102	3	33
1973	294	296	128	56	103	3	29
1974	344	246	143	68	158	1	22
1975	493	332	175	92	165	4	21
1976	548	368	254	145	154	4	19
1977	600	381	332	164	178	15	20
1978	692	391	320	152	203	11	13
1979	713	396	452	143	242	6	22
1980	749	449	663	166	317	22	21
1981	809	588	738	163	372	9	23
1982	713	601	641	186	386	14	19
1983	936	1029	1024	217	492	9	25
1984	1140	1301	1303	221	668	12	14
1985	1384	1432	1791	283	889	8	14
1986	1601	1480	1783	268	1015	8	23
1987	1764	1420	2428	287	1115	7	38

1.02-2b POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - ETRANGERS/HOMMES :
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/pourcentages

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	100	39,0	1,7	6,8	7,3	1,8
1969	100	41,2	1,9	4,5	6,8	1,6
1970	100	41,3	1,5	5,1	7,2	1,6
1971	100	40,2	1,4	4,9	7,4	1,6
1972	100	37,0	1,4	4,8	7,0	1,3
1973	100	35,3	1,6	4,5	6,3	1,0
1974	100	32,7	1,2	4,3	5,9	0,7
1975	100	29,9	1,4	3,4	5,7	0,6
1976	100	29,9	1,3	3,5	6,3	0,5
1977	100	29,7	1,5	3,6	6,2	-
1978	100	28,7	1,3	3,8	5,8	0,5
1979	100	28,3	1,6	4,2	5,8	0,5
1980	100	26,5	1,2	4,0	5,2	0,5
1981	100	25,1	1,1	3,6	5,2	0,5
1982	100	23,6	1,3	3,7	4,9	0,3
1983	100	20,9	1,1	2,6	3,8	0,2
1984	100	20,7	0,9	2,7	3,8	0,2
1985	100	19,7	0,9	2,7	3,6	0,3
1986	100	20,0	1,0	2,9	3,8	0,2
1987	100	19,7	0,8	2,8	3,5	0,2

1.02-2b (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YUGOSLAVIE	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	2,7	5,9	6,8	6,0	58,6	49,3
1969	3,7	5,6	7,6	9,5	55,1	45,5
1970	5,3	5,5	7,3	7,8	55,2	43,1
1971	4,9	4,4	6,5	9,1	56,8	43,1
1972	7,1	3,4	5,0	7,0	59,2	44,4
1973	5,5	3,8	6,0	6,6	60,3	43,7
1974	6,4	3,0	5,3	5,9	61,1	42,9
1975	6,8	2,3	4,3	5,4	63,9	42,0
1976	6,1	2,3	5,0	4,9	63,9	41,5
1977	6,9	2,2	4,3	5,0	63,2	38,7
1978	5,7	2,3	4,8	4,5	64,4	39,0
1979	5,7	2,4	3,9	4,0	64,5	37,2
1980	5,7	2,0	3,9	4,0	65,9	38,8
1981	5,6	2,0	3,3	3,8	67,5	39,5
1982	4,8	1,8	2,9	3,9	67,6	39,2
1983	4,1	2,1	3,1	3,9	70,6	36,8
1984	4,4	1,6	3,0	4,1	70,0	31,9
1985	4,4	1,6	2,7	3,5	69,7	28,8
1986	4,4	1,4	2,8	3,5	68,6	26,3
1987	4,8	1,1	2,5	4,0	68,8	24,5

1.02-2b (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	4,6	2,6	2,1	0,6	0,5	-	1,3
1969	4,2	3,2	2,2	1,0	1,2	...	1,3
1970	5,6	4,0	2,5	1,4	1,1	0,1	0,9
1971	6,1	4,9	2,7	0,8	1,4	-	0,8
1972	6,2	5,7	2,9	0,8	2,2	0,1	0,7
1973	6,8	6,8	3,0	1,3	2,4	0,1	0,6
1974	8,5	6,1	3,6	1,7	3,9	...	0,6
1975	10,8	7,3	3,8	2,0	3,6	0,1	0,5
1976	10,5	7,0	4,9	2,8	2,9	0,1	0,4
1977	11,2	7,1	6,2	3,1	3,3	0,3	0,4
1978	12,5	7,1	5,8	2,7	3,7	0,2	0,3
1979	12,5	6,9	7,9	2,5	4,2	0,1	0,4
1980	10,9	6,5	9,7	2,4	4,6	0,3	0,3
1981	10,6	7,7	9,7	2,1	4,9	0,1	0,3
1982	10,4	8,7	9,3	2,7	5,6	0,2	0,3
1983	10,6	11,6	11,6	2,5	5,6	0,1	0,3
1984	11,6	13,2	13,3	2,3	6,8	0,1	0,1
1985	12,3	12,7	15,9	2,5	7,9	0,1	0,1
1986	13,9	12,9	15,5	2,3	8,8	0,1	0,2
1987	13,9	11,2	19,2	2,3	8,8	0,1	0,3

1.02-3a POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - ETRANGERS/FEMMES:
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/ Effectifs

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	100	67	2	18	9	4
1969	97	77	9	7	9	2
1970	71	47	4	8	8	4
1971	101	71	1	14	4	7
1972	68	48	3	8	6	5
1973	63	37	1	9	5	-
1974	75	44	1	8	4	1
1975	86	44	4	5	5	2
1976	104	46	3	6	7	3
1977	138	59	4	12	3	3
1978	188	85	4	16	8	6
1979	140	55	1	11	3	4
1980	196	96	7	17	4	2
1981	236	92	3	19	13	3
1982	219	99	2	21	11	2
1983	272	94	9	10	9	2
1984	297	87	2	10	8	1
1985	341	118	4	25	10	5
1986	403	116	5	14	10	1
1987	514	169	10	25	24	6

1.02-3a. (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YUGOSLAVIE	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	2	13	5	14	22	21
1969	4	10	17	19	16	14
1970	5	8	3	7	17	11
1971	8	7	15	15	21	17
1972	6	4	7	9	18	16
1973	2	5	4	11	19	15
1974	4	5	8	13	17	15
1975	5	4	6	13	25	14
1976	7	4	8	8	24	15
1977	13	4	10	10	43	29
1978	14	5	21	11	47	31
1979	8	2	14	12	44	25
1980	9	9	24	24	65	41
1981	4	9	29	12	107	56
1982	3	14	27	19	88	41
1983	4	16	23	21	129	46
1984	12	13	20	21	146	59
1985	11	13	34	16	139	61
1986	13	13	35	25	206	70
1987	19	16	36	33	247	72

1.02-3a (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	1	-	-	6	3	-	2
1969	1	1	-	3	1	-	-
1970	4	1	1	5	1	-	1
1971	2	-	2	2	5	1	1
1972	-	-	2	1	1	-	-
1973	1	2	1	5	2	-	-
1974	1	1	-	10	4	-	-
1975	7	1	3	14	3	-	-
1976	8	1	-	25	8	-	1
1977	9	2	3	28	8	-	-
1978	10	1	5	41	11	3	1
1979	9	2	8	23	9	-	9
1980	8	3	13	18	15	2	-
1981	22	5	24	27	10	-	-
1982	17	9	21	22	9	-	1
1983	20	13	50	38	11	-	-
1984	19	14	54	52	12	-	-
1985	18	15	45	64	19	1	-
1986	33	22	81	46	34	1	-
1987	32	26	117	53	44	-	1

1.02-3b POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE-ETRANGERS/FEMMES:
structure selon la nationalité (au 1er janvier)/Pourcentages

ANNEE	ENSEMBLE ETRANGERS	EUROPE	BELGIQUE	ESPAGNE	ITALIE	POLOGNE
1968	100	67,0	2,0	18,0	9,0	4,0
1969	100	79,4	9,3	7,2	9,3	2,1
1970	100	66,2	5,6	11,3	11,3	5,6
1971	100	70,3	1,0	13,9	3,9	6,9
1972	100	70,6	4,4	11,8	8,8	7,4
1973	100	58,7	1,6	14,3	7,9	-
1974	100	58,7	1,3	10,7	5,3	1,3
1975	100	51,2	4,7	5,8	5,8	2,3
1976	100	44,2	2,9	5,8	6,7	2,9
1977	100	42,7	2,9	8,7	2,2	2,2
1978	100	45,2	2,1	8,5	4,3	3,2
1979	100	39,3	0,7	7,9	2,1	2,9
1980	100	48,9	3,6	8,7	2,0	1,0
1981	100	39,0	1,3	8,0	5,5	1,3
1982	100	45,2	0,9	9,6	5,0	0,9
1983	100	34,6	3,3	3,7	3,3	0,7
1984	100	29,3	0,7	3,4	2,7	0,3
1985	100	34,6	1,2	7,3	2,9	1,5
1986	100	28,8	1,3	3,5	2,5	0,2
1987	100	32,9	1,9	4,9	4,7	1,2

1.02-3b (suite)

ANNEE	PORTUGAL	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	YOUgoslavie	AUTRES EUROPE	AFRIQUE	ALGERIE
1968	2,0	13,0	5,0	14,0	22,0	21,0
1969	4,1	10,3	17,5	19,6	16,5	14,5
1970	7,0	11,3	4,2	9,9	24,0	15,6
1971	7,9	6,9	14,9	14,9	20,8	16,8
1972	8,8	5,9	10,3	13,2	26,4	23,5
1973	3,2	7,9	6,3	17,5	30,2	23,8
1974	5,3	6,7	10,7	17,4	22,6	20,0
1975	5,8	4,7	7,0	15,1	29,1	16,3
1976	6,7	3,8	7,7	7,7	23,1	14,4
1977	9,4	2,9	7,2	7,2	31,2	21,0
1978	7,4	2,7	11,2	5,8	25,0	16,5
1979	5,7	1,4	10,0	8,6	31,4	17,9
1980	4,6	4,6	12,2	12,2	33,2	20,9
1981	1,7	3,8	12,3	5,1	45,3	23,7
1982	1,4	6,4	12,3	8,7	40,2	18,7
1983	1,5	5,9	8,5	7,7	47,4	16,9
1984	4,0	4,4	6,7	7,1	49,2	19,9
1985	3,2	3,8	10,0	4,7	40,8	17,9
1986	3,2	3,2	8,7	6,2	51,2	17,4
1987	3,7	3,1	7,0	6,4	48,0	14,0

1.02-3b (suite)

ANNEE	MAROC	TUNISIE	AUTRES AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE	NATIONALITE NON DEFINIE
1968	1,0	-	-	6,0	3,0	-	2,0
1969	1,0	1,0	-	3,1	1,0	-	-
1970	5,6	1,4	1,4	7,0	1,4	-	1,4
1971	2,0	-	2,0	1,9	5,0	1,0	1,0
1972	-	-	2,9	1,5	1,5	-	-
1973	1,6	3,2	1,6	7,9	3,2	-	-
1974	1,3	1,3	-	13,4	5,3	-	-
1975	8,1	1,2	3,5	16,2	3,5	-	-
1976	7,7	1,0	-	24,0	7,7	-	1,0
1977	6,5	1,5	2,2	20,3	5,8	-	-
1978	5,3	0,5	2,7	21,8	5,9	1,6	0,5
1979	6,4	1,4	5,7	16,5	6,4	-	6,4
1980	4,1	1,5	6,7	9,2	7,7	1,0	-
1981	9,3	2,1	10,2	11,5	4,2	-	-
1982	7,8	4,1	9,6	10,0	4,1	-	0,5
1983	7,3	4,8	18,4	14,0	4,0	-	-
1984	6,4	4,7	18,2	17,5	4,0	-	-
1985	5,3	4,4	13,2	18,8	5,5	0,3	-
1986	8,2	5,5	20,1	11,4	8,4	0,2	-
1987	6,2	5,1	22,7	10,3	8,6	-	0,2

1.03 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE): structure selon la nationalité et le sexe

		1982	1983	1984	1985
ENSEMBLE	Ensemble	74.369	85.333	89.127	82.561
	Français	54.592	61.697	65.543	59.542
	Etrangers (1)	19.777	23.636	23.584	23.019
	Etrangers (%)	26,6	27,7	26,5	27,9
HOMMES	Ensemble	70.686	81.195	84.405	78.095
	Français	51.778	58.576	61.987	56.240
	Etrangers	18.908	22.619	22.418	21.855
	Etrangers (%)	26,7	27,9	26,6	28,0
FEMMES	Ensemble	3.683	4.138	4.722	4.466
	Français	2.814	3.121	3.556	3.302
	Etrangers	869	1.017	1.166	1.164
	Etrangers (%)	23,6	24,6	24,7	26,1
Taux de féminité (%)	Ensemble	5,0	4,8	5,3	5,4
	Français	5,2	5,1	5,4	5,6
	Etrangers	4,4	4,3	4,9	5,1

(1) Y compris apatrides et nationalités non connues

1.04-1a ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - ETRANGERS : structure
selon la nationalité / Effectifs

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	19.777	23.636	23.584	23.019
EUROPE	4.515	4.861	5.171	4.754
Belgique	215	219	225	222
Espagne	562	554	631	576
Italie	566	660	627	594
Portugal	1.037	1.215	1.343	1.224
R.F.A.	454	373	397	365
Yougoslavie	1.014	1.118	1.213	1.114
Autres/Europe	667	722	735	659
AFRIQUE	14.040	17.127	16.404	16.076
Algérie	7.805	7.724	6.886	5.928
Maroc	2.173	3.022	3.208	3.632
Tunisie	2.069	2.747	2.678	2.640
Autres/Afrique	1.993	3.634	3.632	3.876
AMERIQUE	468	421	436	361
ASIE	652	1.115	1.399	1.633
OCEANIE	5	3	5	10
Autres pays (1)	97	109	169	185

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.04-1b ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - ETRANGERS : structure selon la nationalité/ Pourcentages

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROPE	22,8	20,6	21,9	20,7
Belgique	1,1	0,9	0,9	1,0
Espagne	2,8	2,3	2,7	2,5
Italie	2,8	2,8	2,7	2,6
Portugal	5,3	5,2	5,7	5,3
R.F.A.	2,3	1,6	1,7	1,6
Yougoslavie	5,1	4,7	5,1	4,8
Autres/Europe	3,4	3,1	3,1	2,9
AFRIQUE	70,9	72,4	69,5	69,8
Algérie	39,4	32,6	29,2	25,7
Maroc	11,0	12,8	13,6	15,8
Tunisie	10,4	11,6	11,3	11,5
Autres/Afrique	10,1	15,4	15,4	16,8
AMERIQUE	2,3	1,8	1,8	1,6
ASIE	3,3	4,7	5,9	7,1
OCEANIE	0,2	...	0,2	...
Autres pays (1)	0,5	0,5	0,7	0,8

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.04-2a ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - ETRANGERS/HOMMES :
structure selon la nationalité / Effectifs

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	18.908	22.619	22.418	21.855
EUROPE	4.044	4.359	4.544	4.254
Belgique	195	204	209	206
Espagne	516	515	576	538
Italie	541	637	591	574
Portugal	1.013	1.172	1.300	1.193
R.F.A.	428	354	365	343
Yougoslavie	729	798	847	811
Autres/Europe	622	679	656	589
AFRIQUE	13.707	16.696	15.978	15.523
Algérie	7.616	7.516	6.684	5.696
Maroc	2.128	2.954	3.148	3.536
Tunisie	2.036	2.709	2.626	2.575
Autres/Afrique	1.927	3.517	3.520	3.716
AMERIQUE	422	367	376	318
ASIE	638	1.086	1.353	1.565
OCEANIE	5	3	3	10
Autres pays (1)	92	108	164	185

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.04-2b ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE)-ETRANGERS/HOMMES :
structure selon la nationalité / Pourcentages

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROPE	21,4	19,3	20,3	19,5
Belgique	1,0	0,9	0,9	0,9
Espagne	2,7	2,3	2,6	2,5
Italie	2,9	2,8	2,6	2,6
Portugal	5,3	5,2	5,9	5,5
R.F.A.	2,3	1,6	1,6	1,6
Yougoslavie	3,9	3,5	3,8	3,7
Autres/Europe	3,3	3,0	2,9	2,7
AFRIQUE	72,5	73,8	71,3	71,0
Algérie	40,3	33,2	29,9	26,0
Maroc	11,2	13,1	14,0	16,2
Tunisie	10,8	12,0	11,7	11,8
Autres/Afrique	10,2	15,5	15,7	17,0
AMERIQUE	2,2	1,6	1,7	1,4
ASIE	3,4	4,8	6,0	7,1
OCEANIE	...	...	...	0,1
Autres pays (1)	0,5	0,5	0,7	0,9

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.04-3a ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE)-ETRANGERS/FEMMES :
structure selon la nationalité/ Effectifs

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	869	1.017	1.166	1.164
EUROPE	471	502	627	500
Belgique	20	15	16	16
Espagne	46	39	55	38
Italie	25	23	36	20
Portugal	24	43	43	31
R.F.A.	26	19	32	22
Yugoslavie	285	320	366	303
Autres/Europe	45	43	79	70
AFRIQUE	333	431	426	553
Algérie	189	208	202	232
Maroc	45	68	60	96
Tunisie	33	38	52	65
Autres/Afrique	66	117	112	160
AMERIQUE	46	54	60	43
ASIE	14	29	46	68
OCEANIE	-	-	2	-
Autres pays (1)	5	1	5	-

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.04-3b ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE)-ETRANGERS/FEMMES :
structure selon la nationalité/ Pourcentages

	1982	1983	1984	1985
ENS.ETRANGERS	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROPE	54,2	49,4	53,8	43,0
Belgique	2,3	1,5	1,4	1,4
Espagne	5,3	3,8	4,7	3,3
Italie	2,9	2,3	3,1	1,7
Portugal	2,8	4,2	3,7	2,7
R.F.A.	3,0	1,9	2,7	1,9
Yougoslavie	32,7	31,5	31,4	26,0
Autres/Europe	5,2	4,2	6,8	6,0
AFRIQUE	38,3	42,4	36,5	47,5
Algérie	21,7	20,5	17,3	19,9
Maroc	5,2	6,7	5,1	8,2
Tunisie	3,8	3,7	4,5	5,6
Autres/Afrique	7,6	11,5	9,6	13,8
AMERIQUE	5,3	5,3	5,2	3,7
ASIE	1,6	2,8	3,9	5,8
OCEANIE	-	-	0,2	-
Autres pays (1)	0,6	0,1	0,4	-

(1) Nationalités non retenues dans la nomenclature, apatrides, nationalité non connue.

1.05-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) : structure selon la nationalité et l'âge à l'écrou

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	85.333	100,0	89.127	100,0	82.561	100,0
	- 18 ans	6.196	7,3	6.109	6,8	5.283	6,4
	18 - 24	37.563	44,0	38.724	43,4	35.260	42,7
	25 - 39	33.083	38,8	35.531	39,9	33.955	41,1
	40 - 49	5.966	7,0	6.071	6,8	5.666	6,9
	50 - 59	2.072	2,4	2.194	2,5	1.954	2,4
	60 et +	453	0,5	498	0,6	443	0,5
FRANCAIS	ENSEMBLE	61.697	100,0	65.543	100,0	59.542	100,0
	- 18 ans	4.388	7,1	4.318	6,6	3.569	6,0
	18 - 24	28.040	45,4	29.464	45,0	26.704	44,8
	25 - 39	22.696	36,8	24.930	38,0	23.138	38,9
	40 - 49	4.489	7,3	4.634	7,1	4.252	7,1
	50 - 59	1.699	2,8	1.782	2,7	1.531	2,6
	60 et +	385	0,6	415	0,6	348	0,6
ETRANGERS	ENSEMBLE	23.636	100,0	23.584	100,0	23.019	100,0
	- 18 ans	1.808	7,6	1.791	7,6	1.714	7,5
	18 - 24	9.523	40,3	9.260	39,3	8.556	37,2
	25 - 39	10.389	44,0	10.601	44,9	10.817	47,0
	40 - 49	1.477	6,2	1.437	6,1	1.414	6,1
	50 - 59	373	1,6	412	1,7	423	1,8
	60 et +	66	0,3	83	0,4	95	0,4

1.05-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - HOMMES : structure selon la nationalité et l'âge à l'écrou

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	81.195	100,0	84.405	100,0	78.095	100,0
	- 18 ans	5.738	7,1	5.619	6,7	4.831	6,2
	18 - 24	35.936	44,3	36.848	43,6	33.474	42,9
	25 - 39	31.538	38,8	33.726	40,0	32.242	41,3
	40 - 49	5.638	6,9	5.710	6,8	5.316	6,8
	50 - 59	1.927	2,4	2.037	2,4	1.825	2,3
	60 et +	418	0,5	465	0,5	407	0,5
FRANCAIS	ENSEMBLE	58.576	100,0	61.987	100,0	56.240	100,0
	- 18 ans	4.222	7,2	4.143	6,7	3.395	6,0
	18 - 24	26.721	45,6	27.953	45,1	25.268	44,9
	25 - 39	21.493	36,7	23.512	37,9	21.858	38,9
	40 - 49	4.217	7,2	4.339	7,0	3.978	7,1
	50 - 59	1.570	2,7	1.652	2,7	1.421	2,5
	60 et +	353	0,6	388	0,6	320	0,6
ETRANGERS	ENSEMBLE	22.619	100,0	22.418	100,0	21.855	100,0
	- 18 ans	1.516	6,7	1.476	6,6	1.436	6,6
	18 - 24	9.215	40,7	8.895	39,7	8.206	37,5
	25 - 39	10.047	44,4	10.214	45,6	10.384	47,5
	40 - 49	1.421	6,3	1.371	6,1	1.338	6,1
	50 - 59	357	1,6	385	1,7	404	1,9
	60 et +	63	0,3	77	0,3	87	0,4

1.05-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - FEMMES : structure selon la nationalité et l'âge à l'écrou

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	4138	100,0	4722	100,0	4466	100,0
	- 18 ans	458	11,1	490	10,4	452	10,1
	18 - 24	1627	39,3	1876	39,8	1786	40,0
	25 - 39	1545	37,3	1805	38,2	1713	38,4
	40 - 49	328	7,9	361	7,6	350	7,8
	50 - 59	145	3,5	157	3,3	129	2,9
	60 et +	35	0,9	33	0,7	36	0,8
FRANCAIS	ENSEMBLE	3121	100,0	3556	100,0	3302	100,0
	- 18 ans	166	5,3	175	4,9	174	5,3
	18 - 24	1319	42,4	1511	42,5	1436	43,5
	25 - 39	1203	38,5	1418	39,9	1280	38,8
	40 - 49	272	8,7	295	8,3	274	8,3
	50 - 59	129	4,1	130	3,7	110	3,3
	60 et +	32	1,0	27	0,7	28	0,8
ETRANGERS	ENSEMBLE	1017	100,0	1166	100,0	1164	100,0
	- 18 ans	292	28,7	315	27,0	278	23,9
	18 - 24	308	30,3	365	31,3	350	30,1
	25 - 39	342	33,6	387	33,2	433	37,2
	40 - 49	56	5,5	66	5,7	76	6,5
	50 - 59	16	1,6	27	2,3	19	1,6
	60 et +	3	0,3	6	0,5	8	0,7

1.06-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) : structure selon la nationalité et la C.S.P.

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	85.333	100,0	89.127	100,0	82.561	100,0
	SANS PROF.	33.424	39,2	37.708	42,3	35.146	42,5
	OUVRIER	30.107	35,3	29.384	33,0	27.865	33,8
	AUTRE	21.802	25,5	22.035	24,7	19.550	23,7
FRANCAIS	ENSEMBLE	61.697	100,0	65.543	100,0	59.542	100,0
	SANS PROF.	23.372	37,9	26.890	41,0	24.805	41,6
	OUVRIER	21.939	35,6	22.002	33,6	20.573	34,6
	AUTRE	16.386	26,5	16.651	25,4	14.164	23,8
ETRANGERS	ENSEMBLE	23.636	100,0	23.584	100,0	23.019	100,0
	SANS PROF.	10.052	42,5	10.818	45,9	10.341	44,9
	OUVRIER	8.168	34,6	7.382	31,3	7.292	31,7
	AUTRE	5.416	22,9	5.384	22,8	5.386	23,4

1.06-2. ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - HOMMES : structure selon la nationalité et la CSP

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	81.195	100,0	84.405	100,0	78.095	100,0
	SANS PROF.	30.794	37,9	34.730	41,1	32.319	41,4
	OUVRIER	29.883	36,8	29.021	34,4	27.550	35,3
	AUTRE	20.518	25,3	20.654	24,5	18.226	23,3
FRANCAIS	ENSEMBLE	58.576	100,0	61.987	100,0	56.240	100,0
	SANS PROF.	21.478	36,7	24.705	39,9	22.782	40,5
	OUVRIER	21.774	37,2	21.749	35,1	20.330	36,2
	AUTRE	15.324	26,1	15.533	25,0	13.128	23,3
ETRANGERS	ENSEMBLE	22.619	100,0	22.418	100,0	21.855	100,0
	SANS PROF.	9.316	41,2	10.025	44,7	9.537	43,7
	OUVRIER	8.109	35,8	7.272	32,4	7.220	33,0
	AUTRE	5.194	23,0	5.121	22,9	5.098	23,3

1.06-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - FEMMES : structure selon la nationalité et la CSP

		1983		1984		1985	
		EFF.	%	EFF.	%	EFF.	%
ENSEMBLE	ENSEMBLE	4138	100,0	4722	100,0	4466	100,0
	SANS PROF.	2630	63,6	2978	63,1	2827	63,3
	OUVRIER	224	5,4	363	7,7	315	7,1
	AUTRE	1284	31,0	1381	29,2	1324	29,6
FRANCAIS	ENSEMBLE	3121	100,0	3556	100,0	3302	100,0
	SANS PROF.	1894	60,7	2185	61,4	2023	61,3
	OUVRIER	165	5,3	253	7,1	243	7,4
	AUTRE	1062	34,0	1118	31,5	1036	31,3
ETRANGERS	ENSEMBLE	1017	100,0	1166	100,0	1164	100,0
	SANS PROF.	736	72,4	793	68,0	804	69,1
	OUVRIER	59	5,8	110	9,4	72	6,2
	AUTRE	222	21,8	263	22,6	288	24,7

1.07-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) : structure selon la nationalité et la nature de l'infraction

			1982	1983	1984	1985
ENSEMBLE	Ensemble		74.369	85.333	89.127	82.561
	Inf.inconnue		2.946	6.113	6.816	6.435
	Infract.	Eff.	71.423	79.220	82.311	76.126
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	65.537	72.887	76.507	70.899
		%	91,8	92,0	92,9	93,1
FRANCAIS	Ensemble		54.592	61.697	65.543	59.542
	Inf.inconnue		2.443	4.945	5.506	4.861
	Infract.	Eff.	52.149	56.752	60.037	54.681
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	47.416	51.635	55.316	50.382
		%	90,9	91,0	92,1	92,1
ETRANGERS	Ensemble		19.777	23.636	23.584	23.019
	Inf.inconnue		503	1.168	1.310	1.574
	Infract.	Eff.	19.274	22.468	22.274	21.445
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	18.121	21.252	21.191	20.517
		%	94,0	94,6	95,1	95,7
ETRANGERS	Crime		1.153	1.216	1.083	928
		%	6,0	5,4	4,9	4,3

1.07-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - HOMMES : structure selon la nationalité et la nature de l'infraction

			1982	1983	1984	1985
ENSEMBLE	Ensemble		70.686	81.195	84.405	78.095
	Inf.inconnue		2.796	5.865	6.428	5.950
	Infract.	Eff.	67.890	75.330	77.977	72.145
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	62.382	69.416	72.567	67.287
		%	91,9	92,1	93,1	93,3
FRANCAIS	Ensemble		51.778	58.576	61.987	56.240
	Inf.inconnue		2.325	4.735	5.195	4.511
	Infract.	Eff.	49.453	53.841	56.792	51.729
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	45.067	49.099	52.413	47.769
		%	91,1	91,2	92,3	92,3
ETRANGERS	Ensemble		18.908	22.619	22.418	21.855
	Inf.inconnue		471	1.130	1.233	1.439
	Infract.	Eff.	18.437	21.489	21.185	20.416
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	17.315	20.317	20.154	19.518
		%	93,9	94,5	95,1	95,6
	Crime		1.122	1.172	1.031	898
		%	6,1	5,5	4,9	4,4

1.07-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - FEMMES : structure selon la nationalité et la nature de l'infraction

			1982	1983	1984	1985
ENSEMBLE	Ensemble		3683	4138	4722	4466
	Inf.inconnue		150	248	388	485
	Infract.	Eff.	3533	3890	4334	3981
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	3155	3471	3940	3612
		%	89,3	89,2	90,1	90,7
	Crime	Eff.	378	419	394	369
		%	10,7	10,8	9,1	9,3
FRANCAIS	Ensemble		2814	3121	3556	3302
	Inf.inconnue		118	210	311	350
	Infract.	Eff.	2696	2911	3245	2952
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	2349	2536	2903	2613
		%	87,1	87,1	89,5	88,5
	Crime	Eff.	347	375	342	339
		%	12,9	12,9	10,5	11,5
ETRANGERS	Ensemble		869	1017	1166	1164
	Inf.inconnue		32	38	77	135
	Infract.	Eff.	837	979	1089	1029
	connue	%	100,0	100,0	100,0	100,0
	Délit	Eff.	806	935	1037	999
		%	96,3	95,5	95,2	97,1
	Crime	Eff.	31	44	52	30
		%	3,7	4,5	4,8	2,9

1.08-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - DELITS : structure selon la nature du délit

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des délits	Eff.	65.537	72.887	76.507	70.899
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel	Eff.	41.673	42.732	45.113	40.168
	%	63,6	58,7	58,9	56,6
Délinquance astucieuse	Eff.	3.961	4.249	4.384	4.402
	%	6,0	5,8	5,7	6,2
Délit contre les personnes	Eff.	10.205	12.278	13.099	12.995
	%	15,6	16,9	17,1	18,3
Destruction	Eff.	1.329	1.563	1.581	1.323
	%	2,0	2,1	2,1	1,9
Délit contre enfant	Eff.	1.778	1.830	1.734	1.467
	%	2,7	2,5	2,3	2,1
Moeurs	Eff.	1.090	1.142	1.000	1.046
	%	1,7	1,6	1,3	1,5
Ordre public général	Eff.	2.668	6.083	5.692	5.743
	%	4,1	8,3	7,4	8,1
Circulation	Eff.	1.244	1.851	2.348	2.111
	%	1,9	2,5	3,1	3,0
Infraction militaire	Eff.	1.503	1.016	1.191	1.213
	%	2,3	1,4	1,6	1,7
Divers	Eff.	86	143	365	431
	%	0,1	0,2	0,5	0,6

1.08-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE), DELITS - FRANCAIS :
structure selon la nature du délit

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des délits	Eff.	47.416	51.635	55.316	50.382
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel	Eff.	30.544	32.618	35.246	31.223
	%	64,5	63,2	63,8	62,0
Délinquance astucieuse	Eff.	2.945	3.213	3.307	3.138
	%	6,2	6,2	6,0	6,2
Délit contre les personnes	Eff.	7.013	8.250	8.485	8.469
	%	14,8	16,0	15,3	16,8
Destruction	Eff.	1.104	1.343	1.327	1.127
	%	2,3	2,6	2,4	2,2
Délit contre enfant	Eff.	1.587	1.631	1.572	1.322
	%	3,3	3,2	2,8	2,6
Moeurs	Eff.	787	835	789	807
	%	1,7	1,6	1,4	1,6
Ordre public général	Eff.	837	974	968	832
	%	1,8	1,9	1,8	1,7
Circulation	Eff.	1.105	1.671	2.144	1.917
	%	2,3	3,2	3,9	3,8
Infraction militaire	Eff.	1.437	1.003	1.178	1.201
	%	3,0	1,9	2,1	2,4
Divers	Eff.	57	97	300	346
	%	0,1	0,2	0,5	0,7

1.08-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - DELITS /ETRANGERS :
structure selon la nature du délit

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des délits	Eff.	18.121	21.252	21.191	20.517
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel	Eff.	11.129	10.114	9.867	8.945
	%	61,4	47,6	46,5	43,6
Délinquance astucieuse	Eff.	1.016	1.036	1.077	1.264
	%	5,6	4,9	5,1	6,2
Délit contre les personnes	Eff.	3.192	4.028	4.614	4.526
	%	17,6	19,0	21,8	22,1
Destruction	Eff.	225	220	254	196
	%	1,2	1,0	1,2	0,9
Délit contre enfant	Eff.	191	199	162	145
	%	1,0	0,9	0,8	0,7
Moeurs	Eff.	303	307	211	239
	%	1,7	1,4	1,0	1,2
Ordre public général	Eff.	1.831	5.109	4.724	4.911
	%	10,1	24,0	22,3	23,9
Circulation	Eff.	139	180	204	194
	%	0,8	0,8	0,9	0,9
Infraction militaire	Eff.	66	13	13	12
	%	0,4	0,1	0,1	0,1
Divers	Eff.	29	46	65	85
	%	0,2	0,3	0,3	0,4

1.09-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) / CRIMES : structure selon la nature du crime

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des crimes	Eff.	5886	6333	5804	5227
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel qualifiés	Eff.	1497	1776	1732	1798
	%	25,4	28,0	29,8	34,3
Délinquance astucieuse	Eff.	250	242	185	98
	%	4,2	3,8	3,2	1,9
Crime contre les personnes	Eff.	1814	1920	1792	1640
	%	30,8	30,3	30,9	31,4
Destruction	Eff.	213	200	95	63
	%	3,6	3,2	1,6	1,2
Crime contre enfant	Eff.	101	84	67	61
	%	1,7	1,3	1,2	1,2
Moeurs	Eff.	2007	2098	1918	1554
	%	34,2	33,2	33,0	29,7
Divers	Eff.	4	13	15	13
	%	0,1	0,2	0,3	0,3

1.09-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) / CRIMES - FRANCAIS :
structure selon la nature du crime

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des crimes	Eff.	4733	5117	4721	4299
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel qualifiés	Eff.	1216	1486	1442	1534
	%	25,7	29,0	30,5	35,6
Délinquance astucieuse	Eff.	200	178	149	82
	%	4,2	3,5	3,1	1,9
Crime contre les personnes	Eff.	1443	1534	1462	1336
	%	30,5	30,0	31,0	31,1
Destruction	Eff.	187	187	83	59
	%	4,0	3,7	1,8	1,4
Crime contre enfant	Eff.	82	76	52	56
	%	1,7	1,5	1,1	1,3
Moeurs	Eff.	1602	1645	1519	1221
	%	33,8	32,1	32,2	28,4
Divers	Eff.	3	11	14	11
	%	0,1	0,2	0,3	0,3

1.09-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) / CRIMES - ETRANGERS :
structure selon la nature du crime

		1982	1983	1984	1985
Ensemble des crimes	Eff.	1153	1216	1083	928
	%	100,0	100,0	100,0	100,0
Vol, recel qualifiés	Eff.	281	290	290	264
	%	24,4	23,8	26,8	28,5
Délinquance astucieuse	Eff.	50	64	36	16
	%	4,3	5,3	3,3	1,7
Crime contre les personnes	Eff.	371	386	330	304
	%	32,2	31,7	30,5	32,8
Destruction	Eff.	26	13	12	4
	%	2,3	1,1	1,1	0,4
Crime contre enfant	Eff.	19	8	15	5
	%	1,6	0,7	1,4	0,5
Moeurs	Eff.	405	453	399	333
	%	35,1	37,2	36,8	35,9
Divers	Eff.	1	2	1	2
	%	0,1	0,2	0,1	0,2

1.10-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) : structure selon la situation pénale à l'écrou

		1983		1984		1985	
		Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
ENSEMBLE	Ensemble	85.333	100	89.127	100	82.561	100
	Mise en détention provisoire	70.686	82,8	71.625	80,4	65.471	79,3
	Mise à exécution d'une condamnation	11.261	13,2	13.749	15,4	13.206	16,0
	Autres (1)	3.386	4,0	3.753	4,2	3.884	4,7
FRANCAIS	Ensemble	61.697	100	65.543	100	59.542	100
	Mise en détention provisoire	48.941	79,3	50.280	76,7	44.708	75,1
	Mise à exécution d'une condamnation	9.814	15,9	11.992	18,3	11.455	19,2
	Autres (1)	2.942	4,8	3.271	5,0	3.379	5,7
ETRANGERS	Ensemble	23.636	100	23.584	100	23.019	100
	Mise en détention provisoire	21.745	92,0	21.345	90,5	20.763	90,2
	Mise à exécution d'une condamnation	1.447	6,1	1.757	7,5	1.751	7,6
	Autres (1)	444	1,9	482	2,0	505	2,2

(1) Contrainte par corps, réincarcération d'un libéré conditionnel, incarcération d'un condamné "sursis simple" ou "sursis avec mise à l'épreuve".

1.10-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - HOMMES : structure selon la situation pénale à l'écrou

		1983		1984		1985	
		Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
ENSEMBLE	Ensemble	81.195	100	84.405	100	78.095	100
	Mise en détention provisoire	67.011	82,5	67.524	80,0	61.588	78,9
	Mise à exécution d'une condamnation	10.899	13,4	13.238	15,7	12.741	16,3
	Autres (1)	3.285	4,1	3.643	4,3	3.766	4,8
FRANCAIS	Ensemble	58.576	100	61.987	100	56.240	100
	Mise en détention provisoire	46.249	79,0	47.283	76,3	41.927	74,6
	Mise à exécution d'une condamnation	9.481	16,2	11.529	18,6	11.039	19,6
	Autres (1)	2.846	4,8	3.175	5,1	3.274	5,8
ETRANGERS	Ensemble	22.619	100	22.418	100	21.855	100
	Mise en détention provisoire	20.762	91,8	20.241	90,3	19.661	90,0
	Mise à exécution d'une condamnation	1.418	6,3	1.709	7,6	1.702	7,8
	Autres (1)	439	1,9	468	2,1	492	2,2

(1) Contrainte par corps, réincarcération d'un libéré conditionnel, incarcération d'un condamné "sursis simple" ou "sursis avec mise à l'épreuve".

1.10-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) - FEMMES : structure selon la situation pénale à l'écrou

		1983		1984		1985	
		Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
ENSEMBLE	Ensemble	4138	100	4722	100	4466	100
	Mise en détention provisoire	3675	88,8	4101	86,8	3883	87,0
	Mise à exécution d'une condamnation	362	8,7	511	10,8	465	10,4
	Autres (1)	101	2,5	110	2,4	118	2,6
FRANCAIS	Ensemble	3121	100	3556	100	3302	100
	Mise en détention provisoire	2692	86,2	2997	84,3	2781	84,2
	Mise à exécution d'une condamnation	333	10,7	463	13,0	416	12,6
	Autres (1)	96	3,1	96	2,7	105	3,2
ETRANGERS	Ensemble	1017	100	1166	100	1164	100
	Mise en détention provisoire	983	96,7	1104	94,7	1102	94,7
	Mise à exécution d'une condamnation	29	2,9	48	4,1	49	4,2
	Autres (1)	5	0,4	14	1,2	13	1,1

(1) Contrainte par corps, réincarcération d'un libéré conditionnel, incarcération d'un condamné "sursis simple" ou "sursis avec mise à l'épreuve".

1.11-1 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE) . MISES EN DETENTION
PROVISOIRE : structure selon la nature du titre de détention

	1983		1984		1985	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble des mises en détention provisoire	70.686	100	71.625	100	65.471	100
Juge d'instruction	45.634	64,6	46.603	65,1	39.226	59,9
Juge pour enfant	1.981	2,8	1.624	2,3	1.606	2,4
Chambre d'accusation	441	0,6	432	0,6	498	0,8
Saisine directe	19.254	27,2	19.657	27,4	20.131	30,8
Juge inst.militaire	34	0,1	4	...	1	...
Juridiction	359	0,5	293	0,4	647	1,0
Nature du titre de détention inconnue	2.983	4,2	3.012	4,2	3.362	5,1

1.11-2 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE). MISES EN DETENTION PROVISOIRE - FRANCAIS : structure selon la nature du titre de détention

	1983		1984		1985	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble des mises en détention provisoire	48.941	100	50.280	100	44.708	100
Juge d'instruction	34.291	70,1	35.247	70,2	29.263	65,5
Juge pour enfant	1.336	2,7	1.154	2,3	1.088	2,4
Chambre d'accusation	385	0,8	372	0,7	430	1,0
Saisine directe	10.050	20,5	11.086	22,0	11.283	25,2
Juge inst.militaire	32	0,1	4	...	1	...
Juridiction	255	0,5	192	0,4	411	0,9
Nature du titre de détention inconnue	2.592	5,3	2.225	4,4	2.232	5,0

1.11-3 ENTRANTS (FRANCE METROPOLITAINE).MISES EN DETENTION
PROVISOIRE - ETRANGERS : structure selon la nature du titre de
détention

	1983		1984		1985	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble des mises en détention provisoire	21.745	100	21.345	100	20.763	100
Juge d'instruction	11.343	52,1	11.356	53,2	9.963	48,0
Juge pour enfant	645	3,0	470	2,2	518	2,5
Chambre d'accusation	56	0,3	60	0,3	68	0,3
Saisine directe	9.204	42,3	8.571	40,1	8.848	42,6
Juge inst.militaire	2	...	-	-	-	-
Juridiction	104	0,5	101	0,5	236	1,1
Nature du titre de détention inconnue	391	1,8	787	3,7	1.130	5,5

1.12 ETRANGERS DETENUS POUR INFRACTION A L'ARTICLE 19 DE
L'ORDONNANCE DU 2 NOVEMBRE 1945 (FRANCE METROPOLITAINE)

Date	Ensemble des étrangers		Etrangers article 19		Etrangers art.19 sans autre infraction		Etrangers art.19 avec autre infraction	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
1.1.84	10.124	100	760	7,5	271	2,7	489	4,8
1.4.84	10.829	100	953	8,8	328	3,0	625	5,8
1.7.84	10.860	100	905	8,3	229	2,1	676	6,2
1.10.84	11.379	100	1.160	10,2	281	2,5	879	7,7
moyenne 84	10.798	100	945	8,8	277	2,6	668	6,2
1.1.85	11.583	100	1.443	12,5	394	3,4	1.049	9,1
1.4.85	12.086	100	1.514	12,5	451	3,7	1.063	8,8
1.7.85	11.687	100	1.475	12,6	463	4,0	1.012	8,6
1.10.85	11.091	100	1.517	13,7	473	4,3	1.044	9,4
moyenne 85	11.612	100	1.487	12,8	445	3,8	1.042	9,0
1.1.86	11.917	100	1.295	10,9	434	3,6	861	7,3
1.4.86	12.756	100	1.820	14,3	600	4,7	1.220	9,6
1.7.86	13.246	100	1.994	15,1	658	5,0	1.336	10,1
1.10.86	13.197	100	1.928	14,6	604	4,6	1.324	10,0
moyenne 86	12.779	100	1.759	13,8	574	4,5	1.185	9,3
1.1.87	13.162	100	1.823	13,9	521	4,0	1.302	9,9

1.13 ENTREES D'ETRANGERS POUR INFRACTION A L'ARTICLE 19 DE L'ORDONNANCE DU 2 NOVEMBRE 1945 (FRANCE METROPOLITAINE)

Année	Ensemble des étrangers (1)		Etrangers art.19		Etrangers art.19 sans autre infraction		Etrangers art.19 avec autre infraction	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
1984	23.584	100	7.474	31,7	3.924	16,6	3.550	15,1
1985	23.019	100	7.730	33,6	4.042	17,6	3.688	16,0
1986	...	...	8.355	...	4.318	...	4.037	...

(1) SIPP

1.14-1 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE : TAUX DE DETENTION
SELON LA NATIONALITE (au 1er janvier)

		1968	1975	1982
Population de la France métropolitaine (1)	ENS.	49.654.556	52.599.430	54.273.200
	FR.	47.033.468	49.157.015	50.593.100
	ETR.	2.621.088	3.442.415	3.680.100
Population carcérale métropolitaine (1er janvier)	ENS.	34.083	26.032	30.340
	FR.	28.770	21.387	23.249
	ETR.	5.313	4.645	7.091
Taux de détention p.100000 (1er janvier)	ENS.	68,6	49,5	55,9
	FR.	61,2	43,5	46,0
	ETR.	202,7	134,9	192,7
	ETR/ FR.	3,3	3,1	4,2

(1) Recensements de l'INSEE in Recensement général de la population de 1982 - Les étrangers -
La Documentation Française, 1984.

1.14-2 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - HOMMES : taux de détention selon la nationalité (au 1er janvier)

		1968	1975	1982
Population de la France métropolitaine (1)	ENS.	24.196.528	25.744.475	26.492.800
	FR.	22.604.320	23.683.635	24.388.440
	ETR.	1.592.208	2.060.840	2.104.360
Population carcérale métropolitaine (1er janvier)	ENS.	32.795	25.328	29.353
	FR.	27.582	20.769	22.481
	ETR.	5.213	4.559	6.872
Taux de détention p.100000 (1er janvier)	ENS.	135,5	98,4	110,8
	FR.	122,0	87,7	92,2
	ETR.	327,4	221,2	326,6
	ETR/ FR.	2,7	2,5	3,5

(1) Recensements de l'INSEE

1.14-3 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE - FEMMES : taux de détention selon la nationalité (au 1er janvier)

		1968	1975	1982
Population de la France métropolitaine (1)	ENS.	25.458.028	26.854.955	27.780.400
	FR.	24.429.148	25.473.380	26.204.660
	ETR.	1.028.880	1.381.575	1.575.740
Population carcérale métropolitaine (1er janvier)	ENS.	1.288	704	987
	FR.	1.188	618	768
	ETR.	100	86	219
Taux de détention p.100000 (1er janvier)	ENS.	5,1	2,6	3,6
	FR.	4,9	2,4	2,9
	ETR.	9,7	6,2	13,9
	ETR/ FR.	2,0	2,6	4,8

(1) Recensements de l'INSEE

1.15-1 POPULATION DE LA FRANCE METROPOLITAINE/ETRANGERS
(recensements de l'INSEE)

	1968	1975	1982
ETRANGERS	2.621.088	3.442.415	3.680.100
EUROPE (1)	1.894.836	2.102.685	1.760.000
Belgique	65.224	55.945	50.200
Espagne	607.184	497.480	321.440
Italie	571.684	462.940	333.740
Pologne	131.668	93.655	64.820
Portugal	296.448	758.925	764.860
R.F.A.	43.724	42.955	43.840
Yugoslavie	47.544	70.280	64.420
Autres/Europe	131.360	120.505	116.680
AFRIQUE	652.096	1.192.300	1.573.820
Algérie	473.812	710.690	795.920
Maroc	84.236	260.025	431.120
Tunisie	61.028	139.735	189.400
Autres/Afrique	33.020	81.850	157.380
AMERIQUE	28.436	41.560	50.900
ASIE	44.708	104.465	293.780
OCEANIE Nationalité non définie	1.012	1.405	1.600

(1) Y compris l'U.R.S.S.

1.15-2 POPULATION CARCERALE METROPOLITAINE/ETRANGERS
(au 1er janvier)

	1968	1975	1982
ETRANGERS	5313	4645	7091
EUROPE	2099	1408	1719
Belgique	89	68	88
Espagne	374	162	279
Italie	391	266	349
Pologne	96	29	25
Portugal	144	314	330
R.F.A.	323	111	136
Yougoslavie	357	200	223
Autres/Europe	325	258	289
AFRIQUE	3076	2938	4735
Algérie	2593	1927	2733
Maroc	241	500	730
Tunisie	138	333	610
Autres/Afrique	104	178	662
AMERIQUE	37	106	208
ASIE	32	168	395
OCEANIE	-	4	14
Nationalité non définie	69	21	20

1.15-3 TAUX DE DETENTION P.100.000 (1er janvier) DES ETRANGERS
SELON LA NATIONALITE

	1968	1975	1982
ETRANGERS	202,7	134,9	192,7
EUROPE	110,8	67,0	97,7
Belgique	136,5	121,5	175,3
Espagne	61,6	32,6	86,8
Italie	68,4	57,5	104,6
Pologne	72,9	31,0	38,6
Portugal	48,6	41,4	43,1
R.F.A.	738,7	258,4	310,2
Yugoslavie	750,9	284,6	346,2
Autres/Europe	247,4	214,1	247,7
AFRIQUE	471,4	246,4	300,9
Algérie	547,3	271,1	343,4
Maroc	286,1	192,3	169,3
Tunisie	226,1	238,3	322,1
Autres/Afrique	315,0	217,5	420,6
AMERIQUE	130,1	255,1	408,6
ASIE	71,6	160,8	134,5
OCEANIE	...	...	...
Nationalité non définie	...	...	...

1.15-4. TAUX DE DETENTION PAR NATIONALITE RAPPORTE AU TAUX DE
DETENTION DES FRANCAIS (1er janvier)

	1968	1975	1982
ETRANGERS	3,3	3,1	4,2
EUROPE	1,8	1,5	2,1
Belgique	2,2	2,8	3,8
Espagne	1,0	0,7	1,9
Italie	1,1	1,3	2,3
Pologne	1,2	0,7	0,8
Portugal	0,8	1,0	0,9
R.F.A.	12,1	5,9	6,7
Yougoslavie	12,3	6,5	7,5
Autres/Europe	4,0	4,9	5,4
AFRIQUE	7,7	5,7	6,5
Algérie	8,9	6,2	7,5
Maroc	4,7	4,4	3,7
Tunisie	3,7	5,5	7,0
Autres/Afrique	5,1	5,0	9,1
AMERIQUE	2,1	5,9	8,9
ASIE	1,2	3,7	2,9
OCEANIE	...	...	...
Nationalité non définie	...	...	...

1.16 TAUX D'INCARCERATION EN 1982 (FRANCE METROPOLITAINE) SELON LA NATIONALITE ET LE SEXE

		ENSEMBLE	HOMMES	FEMMES
Population de la France métropolit. (1)	ENS.	54.273.200	26.492.800	27.780.400
	FR.	50.593.100	24.388.440	26.204.660
	ETR.	3.680.100	2.104.360	1.575.740
Entrants (métropole)	ENS.	74.369	70.686	3.683
	FR.	54.592	51.778	2.814
	ETR.	19.777	18.908	869
Taux d'incarcérat. p.100.000	ENS.	137,0	266,8	13,3
	FR.	107,9	212,3	10,7
	ETR.	537,4	898,5	55,1
	ETR/ FR.	5,0	4,2	5,1

(1) Recensement de l'INSEE

1.17 TAUX D'INCARCERATION EN 1982 (FRANCE METROPOLITAINE) DES ETRANGERS SELON LA NATIONALITE

	Population de la France métropolitaine	Entrants (métré)	Taux d'in- carcération p.100 000	r. (2)
ENS. ETRANGERS	3.680.100	19.777	537,4	5,0
EUROPE (1)	1.760.000	4.515	256,5	2,4
Belgique	50.200	215	428,3	4,0
Espagne	321.440	562	174,8	1,6
Italie	333.740	566	169,6	1,6
Portugal	764.860	1.037	135,6	1,3
R.F.A.	43.840	454	1.035,6	9,6
Yougoslavie	64.420	1.014	1.574,0	14,6
Autres/Europe	181.500	667	367,5	3,4
AFRIQUE	1.573.820	14.040	892,1	8,3
Algérie	795.920	7.805	980,6	9,1
Maroc	431.120	2.173	504,0	4,7
Tunisie	189.400	2.069	1.092,4	10,1
Autres/Afrique	157.380	1.993	1.266,4	11,7
AMERIQUE	50.900	468	919,4	8,5
ASIE	293.780	652	221,9	2,1
OCEANIE	1.600	5	...	...
Autres pays		97		

(1) Y compris l'U.R.S.S.

(2) r = Taux d'incarcération par nationalité rapporté au taux d'incarcération des Français.

1.18.1 TAUX D'INCARCERATIONS EN 1985 (FRANCE METROPOLITAINE) selon le sexe et l'âge à l'écrou.

AGE	E N S E M B L E			H O M M E S			F E M M E S		
	En prison	Nombre d'habitants au recensement de 1982	Taux d'incarcération P.100.000	En prison	Nombre d'habitants au recensement de 1982	Taux d'incarcération P.100.000	En prison	Nombre d'habitants au recensement de 1982	Taux d'incarcération P.100.000
13 - 16	1 340	2 522 160	53,1	1 057	1 293 340	81,7	283	1 228 820	23,0
16 - 18	3 943	1 742 100	226,3	3 774	896 060	421,2	169	846 040	20,0
18 - 21	14 370	2 621 420	548,2	13 691	1 327 700	1031,2	679	1 293 720	52,5
21 - 25	20 890	3 385 620	617,0	19 783	1 699 060	1164,3	1 107	1 686 560	65,6
25 - 30	17 221	4 194 700	410,5	16 394	2 104 780	778,9	827	2 089 920	39,6
30 - 40	16 734	7 997 200	209,2	15 848	4 079 120	388,5	886	3 918 080	22,6
40 - 50	5 666	5 963 520	95,0	5 316	3 026 680	175,6	350	2 936 840	11,9
50 - 60	1 954	6 267 540	31,2	1 825	3 064 700	59,5	129	3 202 840	4,0
60 - 70 (1)	443	4 318 580	10,3	407	1 981 440	20,5	36	2 337 140	1,5
13 - 70	82 561	39 012 840	211,6	78 095	19 472 880	401,0	4 466	19 539 960	22,9
Ensemble	82 561	54 273 200	152,1	78 095	26 492 800	294,8	4 466	27 780 400	16,1

(1) Les détenus de 70 ans et plus dont l'effectif est très faible (n=79) ont été comptabilisés dans la classe "60-70"

1.18.2 TAUX D'INCARCERATIONS EN 1985 (FRANCE METROPOLITAINE) / FRANCAIS selon le sexe et l'âge à l'écrou.

AGE	E N S E M B L E			H O M M E S			F E M M E S		
	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000
13 - 16	699	2 339 600	29,9	644	1 197 240	53,8	55	1 142 360	4,8
16 - 18	2 870	1 628 920	176,2	2 751	837 280	328,6	119	791 640	15,0
18 - 21	11 321	2 464 080	459,4	10 745	1 247 020	861,7	576	1 217 060	47,3
21 - 25	15 383	3 171 860	485,0	14 523	1 592 840	911,8	860	1 579 020	54,5
25 - 30	11 327	3 881 760	291,8	10 735	1 940 000	553,4	592	1 941 760	30,5
30 - 40	11 811	7 318 420	161,4	11 123	3 650 900	304,7	688	3 667 520	18,8
40 - 50	4 252	5 460 780	77,9	3 978	2 685 460	148,1	274	2 775 320	9,9
50 - 60	1 531	5 947 560	25,7	1 421	2 850 640	49,8	110	3 096 920	3,6
60 - 70 (1)	348	4 154 400	8,4	320	1 884 600	17,0	28	2 269 800	1,2
13 - 70	59 542	36 367 380	163,7	56 240	17 885 980	314,4	3 302	18 481 400	17,9
Ensemble	59 542	50 593 100	117,7	56 240	24 388 440	230,6	3 302	26 204 660	12,6

(1) Les détenus de 70 ans et plus dont l'effectif est très faible (n=64) ont été comptabilisés dans la classe "60-70"

1.18.3 TAUX D'INCARCERATIONS en 1985 (FRANCE METROPOLITAINE) / ETRANGERS selon le sexe et l'âge à l'écrou.

AGE	E N S E M B L E				H O M M E S				F E M M E S			
	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations P.100.000		Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations P.100.000		Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations P.100.000	
13 - 16	641	182 560	351,1		413	96 100	429,8		228	86 460	263,7	
16 - 18	1 073	113 180	948,0		1 023	58 780	1 740,4		50	54 400	91,9	
18 - 21	3 049	157 340	1 937,8		2 946	80 680	3 651,5		103	76 660	134,4	
21 - 25	5 507	213 760	2 576,3		5 260	106 220	4 952,0		247	107 540	229,7	
25 - 30	5 894	312 940	1 883,4		5 659	164 780	3 434,3		235	148 160	158,6	
30 - 40	4 923	678 780	725,3		4 725	428 220	1 103,4		198	250 560	79,0	
40 - 50	1 414	502 740	281,3		1 338	341 220	392,1		76	161 520	47,1	
50 - 60	423	319 980	132,1		404	214 060	188,7		19	105 920	17,9	
60 - 70 (1)	95	164 180	57,9		87	96 840	89,8		8	67 340	11,9	
13 - 70	23 019	2 645 460	870,1		21 855	1 586 900	1 377,2		1 164	1 058 560	110,0	
Ensemble	23 019	3 680 100	625,5		21 855	2 104 360	1 038,6		1 164	1 575 740	73,9	

(1) Les détenus de 70 ans et plus dont l'effectif est très faible (n=15) ont été comptabilisés dans la classe "60-70"

1.18.4 ESTIMATION PAR SEXE ET AGE DU NOMBRE D'ETRANGERS
ECROUES POUR ENTREE ET SEJOUR IRRÉGULIERS A
TITRE PRINCIPAL OU NON (METROPOLE) : 1985.

	Etrangers écroués pour entrée et séjour irréguliers - à titre principal - S.I.P.P. - 1985 -		Etrangers écroués pour entrée et séjour irréguliers - à titre principal ou non 1985 - estimation	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
- 16 ans	11	3	19	5
16 - 18	59	3	101	5
18 - 21	489	17	831	29
21 - 25	1 112	37	1 900	63
25 - 30	1 426	35	2 436	60
30 - 40	1 046	21	1 787	36
40 - 50	209	4	357	7
50 - 60	47	1	80	2
60 et plus	7	-	12	-
Ensemble	4 406	121	7 523	207
	4 527		7 730 (1)	

(1) Statistique annuelle de l'Administration pénitentiaire.

1.18-5 TAUX D'INCARCERATIONS EN 1985 (FRANCE METROPOLITAINE) selon le sexe et l'âge à l'écrou :
 ETRANGERS à l'exclusion des personnes incarcérées pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance de 1945
 à titre principal ou non / ESTIMATION

AGE	E N S E M B L E				H O M M E S			F E M M E S		
	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000		Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000	Entrants en prison	Nombre d'habitants au recense- ment de 1982	Taux d'incarcé- rations p.100.000
13 - 16	617	182 560	338,0		394	96 100	410,0	223	86 460	257,9
16 - 18	967	113 180	854,4		922	58 780	1 568,6	45	54 400	82,7
18 - 21	2 189	157 340	1 391,3		2 115	80 680	2 621,5	74	76 660	96,5
21 - 25	3 544	213 760	1 657,9		3 360	106 220	3 163,2	184	107 540	171,1
25 - 30	3 398	312 940	1 085,8		3 223	164 780	1 955,9	175	148 160	118,1
30 - 40	3 100	678 780	456,7		2 938	428 220	686,1	162	250 560	64,7
40 - 50	1 050	502 740	208,9		981	341 220	287,5	69	161 520	42,7
50 - 60	341	319 980	106,6		324	214 060	151,4	17	105 920	16,0
60 - 70	83	164 180	50,6		75	96 840	77,4	8	67 340	11,9
13 - 70	15 289	2 645 460	577,9		14 332	1 586 900	903,1	957	1 058 560	90,4
Ensemble	15 289	3 680 100	415,5		14 332	2 104 360	681,1	957	1 575 740	60,7

2. Statistiques de la police et de la gendarmerie

2.01 - FAITS CONSTATES - FAITS ELUCIDES - PERSONNES MISES EN CAUSE (1986)

	FAITS CONSTATES		FAITS ELUCIDES			PERSONNES MISES EN CAUSE		B/C
	Effectifs (A)	%	Effectifs (B)	%	Taux %	Effectifs (C)	%	
ENSEMBLE	3 292 189	100,0	1 318 008	100,0	40,0	809 059	100,0	1,6
Atteintes volontaires à la personne	53 486	1,6	40 003	3,0	74,9	42 570	5,3	0,9
. Homicides	2 413		2 158			2 680		
- règlements de compte entre malfaiteurs	139		83			153		
- homicides crapuleux	276		219			313		
- homicides non crapuleux	1 824		1 711			2 114		
- empoisonnements	121		100			53		
- infanticides	53		45			47		
. CBV suivis de mort et autre CBV délictuels	36 549		27 358			30 777		
. Sécurité des personnes	14 524		10 487			9 113		
Atteintes aux mœurs	18 933	0,6	15 435	1,2	81,5	12 215	1,5	1,3
. Trafic de la prostitution	1 224		1 308			1 569		
. Trafic de la pornographie	2 357		1 860			927		
. Viols	2 937		2 396			2 548		
. Attentats à la pudeur	6 445		4 754			3 540		
. Autre délits de mœurs	5 970		5 117			3 631		
Infractions en matière familiale et sanitaire	82 135	2,5	79 453	6,0	96,7	74 662	9,2	1,1
. Contre l'enfant et la famille	33 049		29 277			28 925		
. Trafic de stupéfiant	8 326		8 771			10 151		
. Toxicomanie	40 760		41 405			35 586		
Ordre public et réglementation	120 783	3,7	118 526	9,0	98,1	77 022	9,5	1,5
. Atteintes à la sûreté de l'Etat	152		261			184		
. Outrages et violences à dépositaire de l'Autorité	20 915		21 429			16 483		
. Sûreté et propriétés publiques	17 158		5 744			5 189		
. Trafic de la fausse monnaie et faux moyens de paiement	15 838		20 640			2 724		
. Délits des courses et jeux	755		804			981		
. Port et détention d'armes prohibés	13 279		13 865			9 079		
. Vagabondage-mendicité	2 523		2 529			1 808		
. Faux documents/circulation véhicules	4 615		5 121			2 594		
. Faux documents d'identité	7 585		9 119			3 166		
. Délits à la police des étrangers	32 274		32 754			30 239		
. Autres infractions de police générale	5 689		6 260			4 575		

2.01 (suite)

	FAITS CONSTATES		FAITS ELUCIDES			PERSONNES MISES EN CAUSE		B/C
	Effectifs (A)	%	Effectifs (B)	%	Taux	Effectifs (C)	%	
Infractions astucieuses contre les biens	354 383	10,8	325 309	24,7	91,8	81 884	10,2	4,0
. Abus de confiance et détournements de gages	21 273		19 509			10 862		1,8
. Utilisation de chèques volés et escroqueries	223 247		192 878			33 495		5,8
. Faux et contrefaçons	26 419		31 911			4 589		6,9
. Fraudes	7 497		7 944			2 350		3,4
. Autres	75 947		73 067			30 588		
- autres délits économiques et financiers	60 193		61 279			22 056		2,8
- filouteries et infractions à la santé publique	15 754		11 788			8 532		1,3
Chèques sans provision	240 134	7,3	238 955	18,1	99,5	153 878	19,1	1,6
Cambriolages	409 858	12,4	58 555	4,4	14,3	53 286	6,6	1,1
Vois de et dans véhicules à moteurs	1 045 040	31,7	96 852	7,4	9,3	69 124	8,5	1,4
. Vois d'autos et de deux roues	392 552		43 832			40 126		
. Vois à la roulotte	652 488		53 020			28 998		
Vois avec violence	53 166	1,6	13 987	1,1	26,3	15 673	1,9	0,9
. Vois violences toutes armes	50 740		12 161			13 942		
. Extorsions	2 426		1 826			1 731		
Vois à l'étalage	94 188	2,9	76 142	5,8	80,8	68 096	8,4	1,1
Autres vois et recels	521 699	15,8	111 654	8,5	21,4	79 207	9,8	1,4
. Autres vois	492 182		80 763			60 114		
. Recels	29 517		30 891			19 073		
Autres infractions contre les biens	194 296	5,9	30 587	2,3	15,7	22 912	2,8	1,3
. Incendies	8 157		2 490			1 861		
. Attentats par explosifs	649		72			69		
. Autres destructions et dégradations	185 490		28 025			20 982		
Autres	104 088	3,2	112 550	8,5	108,0	58 510	7,2	1,9

2.02 Mis en cause selon la nationalité

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	% ETR.
1972	727.154	652.916	74.238	10,2
1973	753.488	671.642	81.846	10,9
1974	717.116	627.741	89.375	12,5
1975	682.132	589.969	92.163	13,5
1976	515.517	435.366	80.151	15,5
1977	582.770	493.382	89.388	15,3
1978	574.937	486.979	87.958	15,3
1979	609.669	514.991	94.678	15,5
1980	686.690	583.290	103.400	15,1
1981	746.893	638.193	108.700	14,6
1982	801.036	680.950	120.086	15,0
1983	874.052	743.176	130.876	15,0
1984	921.983	781.779	140.204	15,2
1985	925.114	782.477	142.637	15,4
1986	809.059	678.462	130.597	16,1

2.03 Mis en cause pour infraction à la police des étrangers
selon la nationalité

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	% ETR.
1973	6.006	307	5.699	94,9
1974	6.611	240	6.371	96,4
1975	7.408	272	7.136	96,3
1976	7.013	151	6.862	97,8
1977	8.383	313	8.070	96,3
1978	9.226	356	8.870	96,1
1979	9.880	439	9.441	95,6
1980	11.913	715	11.198	94,0
1981	12.308	556	11.752	95,5
1982	9.559	381	9.178	96,0
1983	20.267	934	19.333	95,4
1984	25.387	897	24.490	96,5
1985	26.669	810	25.859	97,0
1986	30.239	1.069	29.170	96,5

2.04 Mis en cause à l'exclusion des infractions à la police des étrangers selon la nationalité

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	% ETR.
1973	747.482	671.335	76.147	10,2
1974	710.505	627.501	83.004	11,7
1975	674.724	589.697	85.027	12,6
1976	508.504	435.215	73.289	14,4
1977	574.387	493.069	81.318	14,2
1978	565.711	486.623	79.088	14,0
1979	599.789	514.552	85.237	14,2
1980	674.777	582.575	92.202	13,7
1981	734.585	637.637	96.948	13,2
1982	791.477	680.569	110.908	14,0
1983	853.785	742.242	111.543	13,1
1984	896.596	780.882	115.714	12,9
1985	898.445	781.667	116.778	13,0
1986	778.820	677.393	101.427	13,0

Mise en cause (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers) :
répartition par catégories d'infraction - effectifs

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ATTEintes VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	34 231	35 501	38 932	36 021	38 858	36 890	39 462	40 329	42 241	45 410	46 073	45 213	45 916	42 570
MALONS	13 994	13 716	13 229	12 441	12 851	12 162	12 319	12 917	13 037	12 072	11 933	11 518	11 821	12 215
INFRACTIONS EN MATIERE FAMILIALE ET SANITAIRE	30 055	28 171	28 099	24 505	25 955	29 683	33 459	36 949	43 652	52 263	59 132	63 196	64 499	74 662
ORDRE PUBLIC ET REGLEMENTATION	38 149	40 594	44 829	37 670	42 459	41 005	46 021	46 772	44 354	44 475	47 232	46 209	48 092	46 783
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	84 651	87 930	90 029	60 773	65 195	69 064	74 135	78 852	83 819	89 172	92 602	104 921	97 030	81 884
CHEQUES	226 751	149 384	111 249	56 851	74 244	77 703	81 298	116 815	160 618	191 792	217 005	223 133	216 371	153 878
CAMBRIOLAGES	26 964	30 753	34 644	31 023	36 179	35 213	39 167	43 831	45 965	50 247	55 085	61 162	59 083	53 286
VOLS DE (ET DANS) VEHICULES A MOTEUR	51 082	56 841	58 587	57 833	62 694	61 727	67 424	69 359	70 425	77 512	79 182	78 853	79 532	69 124
VOLS AVEC VIOLENCE	7 485	8 537	10 025	10 769	11 301	11 624	12 415	13 181	13 421	13 461	15 603	16 868	17 059	15 673
VOLS A L'ETALAGE	35 930	42 522	44 473	42 614	46 801	46 197	51 550	53 625	56 778	60 699	65 641	71 402	73 682	68 096
AUTRES VOLS ET RECELS	52 093	61 903	64 489	58 846	64 085	62 638	67 902	74 806	63 379	75 821	80 438	85 527	85 590	79 207
AUTRES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS	12 255	14 102	16 341	14 794	17 162	17 192	19 327	21 313	23 034	23 002	23 389	23 878	23 600	22 912
AUTRES	133 842	140 551	119 798	64 364	76 603	64 613	55 310	66 028	73 862	55 551	60 470	64 716	76 170	58 530
ENSEMBLE	747 482	710 505	674 724	508 504	574 387	565 711	599 789	674 777	734 585	791 477	853 785	896 596	898 445	778 820

2.05-2a

Mis en cause (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers)

FRANCAIS : répartition par catégories d'infraction - effectifs

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	27 026	27 375	30 446	27 938	30 314	29 189	31 564	32 540	34 295	36 109	37 187	36 791	37 412	35 475
MOEURS	11 620	11 427	10 945	10 254	10 612	10 150	10 264	10 499	10 585	9 778	9 842	9 549	10 028	10 314
INFRACTIONS EN MATIERE FAMILIALE ET SANITAIRE	27 970	26 223	25 864	22 143	23 619	26 957	29 866	32 927	39 080	45 909	51 640	54 493	56 422	63 179
ORDRE PUBLIC ET REGLEMENTATION	31 926	33 629	36 622	30 543	33 525	32 510	36 592	37 336	35 828	35 700	38 497	38 010	39 474	37 858
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	77 847	80 346	81 818	53 155	56 983	60 423	65 581	69 820	74 359	78 092	82 143	92 306	84 954	71 605
CHEQUES	219 164	143 877	106 971	54 188	70 736	74 131	77 149	110 891	152 702	182 848	207 431	212 478	206 448	146 659
CAMBRIOLAGES	23 314	26 256	29 236	26 344	30 783	29 788	32 838	36 191	37 754	40 813	45 856	51 746	50 225	46 136
VOLS DE (ET DANS) VEHICULES A MOTEUR	44 034	48 571	49 179	48 799	53 182	52 147	56 689	58 476	59 353	63 363	66 233	66 659	67 774	59 928
VOLS AVEC VIOLENCE	5 978	6 556	7 600	8 368	8 762	8 911	9 403	9 876	9 989	9 691	11 934	13 112	13 431	12 656
VOLS A L'ETALAGE	30 342	35 730	36 977	35 580	38 719	37 351	41 414	42 828	45 397	47 164	51 474	56 505	57 908	54 452
AUTRES VOLS ET RECELS	44 814	52 481	54 524	49 238	53 772	52 266	57 214	62 173	52 942	61 462	66 689	71 568	71 489	66 910
AUTRES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS	10 892	12 405	14 366	12 784	14 839	14 915	16 746	18 638	20 108	19 718	20 322	20 692	20 479	20 068
AUTRES	116 408	122 625	105 149	55 881	67 223	57 885	49 232	60 380	65 245	49 922	52 994	56 973	65 623	52 153
ENSEMBLE	671 335	627 501	589 697	435 215	493 069	486 623	514 552	582 575	637 637	680 569	742 242	780 882	781 667	677 393

2.05-2b

Mis en cause (à l'exclusion des infractions à la polices des étrangers)
FRANCAIS : répartition par catégories d'infraction - pourcentages

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ATTENTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4,0	4,4	5,2	6,4	6,1	6,0	6,1	5,6	5,4	5,3	5,0	4,7	4,8	5,2
MOEURS	1,7	1,8	1,9	2,4	2,2	2,1	2,0	1,8	1,7	1,5	1,3	1,2	1,3	1,5
INFRACTIONS EN MATIERE FAMILIALE ET SANITAIRES	4,2	4,2	4,4	5,1	4,8	5,5	5,8	5,7	6,1	6,7	7,0	7,0	7,2	9,3
ORDRE PUBLIC ET REGLEMENTATION	4,8	5,4	6,2	7,0	6,8	6,7	7,1	6,4	5,6	5,2	5,2	4,9	5,0	5,6
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	11,6	12,8	13,9	12,2	11,6	12,5	12,7	12,0	11,7	11,5	11,1	11,8	10,9	10,6
CHEQUES	32,6	22,9	18,1	12,5	14,3	15,2	15,1	19,0	23,9	27,0	28,0	27,3	26,5	21,7
CAMBRIOLAGES	3,5	4,2	5,0	6,1	6,2	6,1	6,4	6,2	5,9	6,0	6,2	6,6	6,4	6,8
VOLS DE (ET DANS) VEHICULES A MOTEUR	6,6	7,7	8,3	11,2	10,8	10,7	11,0	10,0	9,3	9,3	8,9	8,5	8,7	8,8
VOLS AVEC VIOLENCE	0,9	1,0	1,3	1,9	1,8	1,8	1,8	1,7	1,6	1,4	1,6	1,7	1,7	1,9
VOLS A L'ETALAGE	4,5	5,7	6,3	8,2	7,9	7,7	8,0	7,3	7,1	6,9	6,9	7,2	7,4	8,0
AUTRES VOLS ET RECELS	6,7	8,4	9,2	11,3	10,9	10,7	11,1	10,7	8,3	9,0	9,0	9,2	9,1	9,9
AUTRES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS	1,6	2,0	2,4	2,9	3,0	3,1	3,3	3,2	3,2	2,9	2,7	2,6	2,6	3,0
AUTRES	17,3	19,5	17,8	12,8	13,6	11,9	9,6	10,4	10,2	7,3	7,1	7,3	8,4	7,7
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

ETRANGERS : répartition par catégories d'infraction - effectifs

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ATTEintes VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	7 205	8 126	8 486	8 083	8 544	7 701	7 898	7 789	7 946	9 301	8 886	8 422	8 504	7 095
MOEURS	2 374	2 289	2 284	2 187	2 239	2 012	2 055	2 418	2 452	2 294	2 091	1 969	1 793	1 901
INFRACTIONS EN MATIERE FAMILIALE ET SANITAIRE	2 085	1 948	2 235	2 362	2 336	2 726	3 593	4 022	4 572	6 354	7 492	8 703	8 077	11 483
ORDRE PUBLIC ET REGLEMENTATION	6 223	6 965	8 207	7 127	8 934	8 495	9 429	9 436	8 526	8 775	8 735	8 199	8 618	8 925
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	6 804	7 584	8 211	7 618	8 212	8 641	8 554	9 032	9 460	11 080	10 459	12 615	12 076	10 279
CHEQUES	7 587	5 507	4 278	2 663	3 508	3 572	4 149	5 924	7 916	8 944	9 574	10 655	9 923	7 219
CAMBRIOLAGES	3 650	4 497	5 408	4 679	5 396	5 425	6 329	7 640	8 211	9 434	9 229	9 416	8 858	7 150
VOLS DE (ET DANS) VEHICULES A MOTEUR	7 048	8 270	9 408	9 034	9 512	9 580	10 735	10 883	11 072	14 149	12 949	12 194	11 758	9 196
VOLS AVEC VIOLENCE	1 507	1 981	2 425	2 401	2 539	2 713	3 012	3 305	3 432	3 770	3 669	3 756	3 628	3 017
VOLS A L'ETALAGE	5 588	6 792	7 496	7 034	8 082	8 846	10 136	10 797	11 381	13 535	14 167	14 897	15 774	13 644
AUTRES VOLS ET RECELS	7 279	9 422	9 965	9 608	10 313	10 372	10 688	12 633	10 437	14 359	13 749	13 959	14 101	12 297
AUTRES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS	1 363	1 697	1 975	2 010	2 323	2 277	2 581	2 675	2 926	3 284	3 067	3 186	3 121	2 844
AUTRES	17 434	17 926	14 649	8 483	9 380	6 728	6 078	5 648	8 617	5 629	7 476	7 743	10 547	6 377
ENSEMBLE	76 147	83 004	85 027	73 289	81 318	79 088	85 237	92 202	96 948	110 908	111 543	115 714	116 778	101 427

[illegible]

2.05-4 Mis en cause à l'exclusion des infractions à la police des étrangers, des chèques et des infractions de la rubrique "autres".

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	% ETR.
1973	386.889	335.763	51.126	13,2
1974	420.570	360.999	59.571	14,2
1975	443.677	377.577	66.100	14,9
1976	387.289	325.146	62.143	16,0
1977	423.540	355.110	68.430	16,2
1978	423.395	354.607	68.788	16,2
1979	463.181	388.171	75.010	16,2
1980	491.934	411.304	80.630	16,4
1981	500.105	419.690	80.415	16,1
1982	544.134	447.799	96.335	17,7
1983	576.310	481.817	94.493	16,4
1984	608.747	511.431	97.316	16,0
1985	605.904	509.596	96.308	15,9
1986	566.412	478.581	87.831	15,5

2.05-5 PROPORTION D'ETRANGERS PARMI LES MIS EN CAUSE (%)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Atteintes/personnes	21,0	22,9	21,8	22,4		20,9	20,0	19,3	18,8	20,5	19,3	18,6	18,5	
Moeurs	17,0	16,7	17,3	17,6	17,4	16,5	16,7	18,7	18,8	19,0	17,5	17,1	15,2	16,7
Famille et santé	6,9	6,9	8,0	9,6	9,0	9,2	10,7	10,9	10,5	12,2	12,7	13,8	12,5	15,6
Ordre public (1)	16,3	17,2	18,3	18,9	21,0	20,7	20,5	20,2	19,2	19,7	18,5	17,7	17,9	19,1
Infractions astucieuses	8,0	8,6	9,1	12,5	12,6	12,5	11,5	11,4	11,3	12,4	11,3	12,0	12,4	12,6
Chèques	3,3	3,7	3,8	4,7	4,7	4,6	5,1	5,1	4,9	4,7	4,4	4,8	4,6	4,7
Cambrionage	13,5	14,6	15,6	15,1	14,9	15,4	16,2	17,4	17,9	18,8	16,7	15,4	15,0	13,4
Vols/véhicules	13,8	14,6	16,1	15,6	15,2	15,5	15,9	15,7	15,7	18,2	16,3	15,5	14,8	13,3
Vols avec violence	20,1	23,2	24,2	22,3	22,5	23,3	24,3	25,1	25,6	28,0	23,5	22,3	21,3	19,3
Vols à l'étalage	15,6	16,0	16,9	16,5	17,3	19,1	19,7	20,1	20,0	22,3	21,6	20,9	21,4	20,0
Autres vols et recels	14,0	15,2	15,4	16,3	16,1	16,6	15,7	16,9	16,5	18,9	17,1	16,3	16,5	15,5
Autres inf./biens	11,1	12,0	12,1	13,6	13,5	13,2	13,4	12,6	12,7	14,3	13,1	13,3	13,2	12,4
Autres	13,0	12,7	12,2	13,2	12,2	10,4	11,0	8,6	11,7	10,1	12,4	12,0	13,8	10,9
Police des étrangers	94,9	96,4	96,3	97,8	96,3	96,1	95,6	94,0	95,5	96,0	95,4	96,5	97,0	96,5
TOTAL	10,9	12,5	13,5	15,5	15,3	15,3	15,5	15,1	14,6	15,0	15,0	15,2	15,4	16,1

Proportion d'étrangers supérieure à celle du total

(1) - A l'exclusion des infractions à la police des étrangers.

2.06 Atteintes volontaires contre les personnes : répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction

	ENSEMBLE			FRANCAIS			ETRANGERS			
	Homicides (1)	Coups et blessures volontaires	Sûreté des personnes	Homicides (1)	Coups et blessures volontaires	Sûreté des personnes	Homicides (1)	Coups et blessures volontaires	Sûreté des personnes	
1973	3,1	80,9	16,0	3,1	79,2	17,7	3,2	87,4	9,4	100
1974	3,9	80,3	15,8	4,0	78,2	17,8	3,8	87,3	8,9	100
1975	3,9	78,3	17,8	4,0	76,2	19,8	3,5	85,8	10,7	100
1976	4,7	78,5	16,8	4,9	76,3	18,8	4,0	86,2	9,8	100
1977	5,0	78,2	16,8	5,2	76,2	18,6	4,2	85,0	10,8	100
1978	5,1	76,8	18,1	5,2	74,9	19,9	4,4	84,2	11,4	100
1979	5,0	75,6	19,4	5,2	73,9	20,9	4,5	82,3	13,2	100
1980	5,3	73,2	21,5	5,3	71,3	23,4	5,2	81,3	13,5	100
1981	4,9	74,3	20,8	4,9	72,8	22,3	4,8	80,6	14,6	100
1982	5,7	73,7	20,6	5,6	72,3	22,1	5,8	79,6	14,6	100
1983	6,7	72,8	20,5	6,3	71,8	21,9	8,1	77,2	14,7	100
1984	6,9	72,4	20,7	6,6	71,3	22,1	8,0	77,4	14,6	100
1985	5,8	73,1	21,1	5,7	71,9	22,4	6,5	78,5	15,0	100
1986	6,3	72,3	21,4	6,2	71,6	22,2	6,8	75,8	17,4	100

(1) 1983 : y compris morts suspectes non élucidées
(Français = 4, Etrangers = 1)

2.07-1 Moeurs : répartition selon la nature de l'infraction

	Trafic de la prostitution	Trafic de la pornographie	Viols	Attentats à la pudeur	Autres (1)	Ensemble
1973	11,7	7,3	10,6	29,9	40,5	100
1974	11,2	6,9	10,7	30,6	40,6	100
1975	11,9	6,7	12,9	29,2	39,3	100
1976	12,7	5,2	13,2	29,1	39,8	100
1977	12,3	6,9	12,7	30,0	38,1	100
1978	11,4	6,4	14,1	31,2	36,9	100
1979	8,6	5,9	13,9	33,5	38,1	100
1980	11,6	7,3	13,7	31,2	36,2	100
1981	7,2	6,0	15,0	30,2	41,6	100
1982	6,9	6,8	19,3	31,9	35,1	100
1983	6,9	7,8	20,5	32,3	32,5	100
1984	6,9	7,7	22,6	32,0	30,8	100
1985	7,4	9,5	21,6	30,5	31,0	100
1986	12,8	7,6	20,9	29,0	29,7	100

(1) Le contenu de la rubrique "autres délits de mœurs" est explicité à partir de 1981; elle rassemble les outrages publics à la pudeur, l'excitation de mineurs à la débauche, l'homosexualité avec mineurs.

2.07-2 Moeurs / Français : répartition selon la nature de l'infraction

	Trafic de la prostitution	Trafic de la pornographie	Viols	Attentats à la pudeur	Autres (1)	Ensemble
1973	11,6	8,3	9,7	29,8	40,6	100
1974	10,6	7,8	9,2	30,6	41,8	100
1975	11,3	7,4	11,3	28,9	41,1	100
1976	11,9	5,9	12,0	29,1	41,1	100
1977	11,7	8,0	10,8	30,3	39,2	100
1978	10,7	7,4	12,4	31,2	38,3	100
1979	8,0	6,7	12,6	33,8	38,9	100
1980	10,3	8,6	12,0	32,7	36,4	100
1981	6,7	7,2	13,7	31,4	41,0	100
1982	6,1	8,2	17,2	33,1	35,4	100
1983	6,3	9,1	18,2	33,3	33,1	100
1984	6,0	9,0	20,1	33,2	31,7	100
1985	6,8	10,9	19,5	30,7	32,1	100
1986	11,7	8,6	20,0	29,7	30,0	100

(1) Le contenu de la rubrique "autres délits de mœurs" est explicite à partir de 1981; elle rassemble les outrages publics à la pudeur, l'excitation de mineurs à la débauche, l'homosexualité avec mineurs.

2.07-3 Moeurs / Etrangers : répartition selon la nature de l'infraction

	Trafic de la prostitution	Trafic de la pornographie	Viols	Attentats à la pudeur	Autres (1)	Ensemble
1973	12,3	2,5	15,1	30,1	40,0	100
1974	13,8	2,4	18,2	30,6	35,0	100
1975	14,7	3,4	20,3	30,3	31,3	100
1976	16,3	2,1	18,8	29,6	33,2	100
1977	15,1	1,6	21,7	28,8	32,8	100
1978	15,0	1,3	22,4	31,0	30,3	100
1979	11,6	1,8	20,4	31,6	34,6	100
1980	17,1	2,0	21,1	24,5	35,3	100
1981	9,6	1,2	20,8	25,2	43,2	100
1982	10,0	1,0	28,0	27,1	33,9	100
1983	9,4	1,8	31,3	27,5	30,0	100
1984	11,2	1,7	34,5	26,1	26,5	100
1985	10,9	1,5	33,4	29,6	24,7	100
1986	19,1	1,9	25,4	24,9	28,7	100

(1) Le contenu de la rubrique "autres délits de mœurs" est explicité à partir de 1981; elle rassemble les outrages publics à la pudeur, l'excitation de mineurs à la débauche, l'homosexualité avec mineurs.

2.08 Infractions en matière familiale et sanitaire : répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction (1)

	ENSEMBLE			FRANCAIS			ETRANGERS			
	Infractions contre l'enfant et la famille	Trafic de stupéfiants	Toxicomanie	Infractions contre l'enfant et la famille	Trafic de stupéfiants	Toxicomanie	Infractions contre l'enfant et la famille	Trafic de stupéfiants	Toxicomanie	
1973	90,5	0,8	8,7	91,6	0,4	8,0	76,3	5,9	17,8	100
1974	88,5	1,1	10,4	89,3	0,5	10,2	77,0	9,0	14,0	100
1975	87,5	1,5	11,0	89,0	0,5	10,5	71,2	12,8	16,0	100
1976	83,0	1,3	15,7	84,6	0,4	15,0	68,9	9,7	21,4	100
1977	81,7	1,7	16,6	82,9	0,7	16,4	69,0	11,7	19,3	100
1978	73,7	1,7	24,6	75,2	0,7	24,1	58,9	11,6	29,5	100
1979	68,8	2,4	28,8	71,2	0,8	28,0	48,7	15,9	35,4	100
1980	70,4	2,0	27,6	73,4	0,6	26,0	46,2	13,4	40,4	100
1981	68,3	1,9	29,8	70,9	1,4	27,7	46,5	5,9	47,6	100
1982	57,6	1,9	40,5	60,8	1,3	37,9	34,7	6,2	59,1	100
1983	55,5	4,6	39,9	58,6	2,2	39,2	33,8	21,5	44,7	100
1984	54,4	5,2	40,4	58,8	2,0	39,2	27,5	24,9	47,6	100
1985	53,8	6,3	39,9	57,2	2,8	40,0	30,7	30,8	38,5	100
1986	38,7	13,6	47,7	42,7	9,0	48,3	17,1	38,7	44,2	100

(1) Pour 1986, voir remarque dans le texte

2.09-1 Ordre public et réglementation (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers) : répartition selon la nature de l'infraction

	Sûreté de l'Etat	Autorité publique	Sûreté et propriété publiques	Trafic/monnaie et moyens de paiement	Délits des courses et jeux	Port ou détention d'armes	Vagabondage, mendicité	Faux documents/circulation véhicules	Faux documents d'identité	Autres délits/police générale	Ensemble
1973	0,6	26,4	10,9	1,8	0,7	13,3	12,7	6,8	3,1	23,7	100
1974	0,4	28,7	10,6	2,0	0,9	14,0	12,7	6,4	3,6	20,7	100
1975	0,7	29,6	10,6	2,2	1,6	15,0	13,4	6,9	3,4	16,6	100
1976	0,8	33,0	12,5	2,0	1,4	15,9	10,4	4,9	4,3	14,8	100
1977	0,6	32,7	11,6	3,4	1,7	16,1	7,1	5,7	8,0	13,1	100
1978	0,5	31,9	13,3	3,9	1,3	16,4	6,0	6,1	7,5	13,1	100
1979	0,4	33,0	14,3	5,1	0,9	16,7	4,7	5,6	7,8	11,5	100
1980	0,9	32,9	14,6	4,3	1,6	17,3	4,3	5,2	7,9	11,0	100
1981	0,3	33,6	14,3	4,0	1,2	18,4	4,4	5,8	7,1	10,9	100
1982	0,2	35,4	13,3	4,9	1,8	18,5	3,7	5,8	6,1	10,3	100
1983	0,3	34,5	13,6	5,4	2,3	18,7	4,1	6,0	5,3	9,8	100
1984	0,2	36,1	18,6	5,4	2,0	19,6	3,7	6,0	5,0	9,4	100
1985	0,3	34,7	13,0	6,8	2,2	19,6	3,2	5,7	5,2	9,3	100
1986	0,4	35,2	11,1	5,8	2,1	19,4	3,9	5,5	6,8	9,8	100

2.09-2 Ordre public et réglementation (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers) : FRANCAIS-répartition selon la nature de l'infraction

	Sûreté de l'Etat	Autorité publique	Sûreté et propriété publiques	Trafic/monnaie et moyens de paiement	Délits des courses et jeux	Port ou détention d'armes	Vagabondage, mendicité	Faux documents/ circulation véhicules	Faux documents d'identité	Autres délits/ police générale	Ensemble
1973	0,6	27,8	12,0	1,9	0,7	11,3	11,1	7,0	2,3	25,3	100
1974	0,4	30,6	11,6	2,2	0,7	12,3	11,4	6,5	2,4	21,9	100
1975	0,7	31,5	11,7	2,4	1,3	13,5	12,1	6,9	2,1	17,8	100
1976	1,0	35,3	14,0	2,0	1,0	14,7	9,3	4,6	1,7	16,4	100
1977	0,7	36,0	13,3	3,4	1,7	15,7	7,2	5,2	2,1	14,7	100
1978	0,6	35,2	15,1	4,1	1,1	15,9	6,1	5,4	2,1	14,4	100
1979	0,5	35,8	16,0	5,2	0,8	16,7	4,9	5,3	2,3	12,5	100
1980	0,9	35,6	16,4	4,5	1,6	17,4	4,4	5,2	2,1	11,9	100
1981	0,3	35,8	15,8	4,3	1,2	18,3	4,7	6,0	2,1	11,5	100
1982	0,3	37,0	14,4	5,1	1,8	17,7	3,8	6,2	2,4	11,3	100
1983	0,3	36,2	14,8	5,5	2,1	18,3	4,3	6,2	2,0	10,3	100
1984	0,2	37,5	13,7	5,7	1,4	19,1	4,1	6,2	2,1	10,0	100
1985	0,4	36,3	14,1	6,8	1,8	19,6	3,3	5,9	2,0	9,8	100
1986	0,5	37,8	12,5	5,9	1,3	19,4	3,9	6,0	2,4	10,3	100

2.09-3 **Ordre public et réglementation (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers) : ETRANGERS - répartition selon la nature de l'infraction**

	Sûreté de l'Etat	Autorité publique	Sûreté et propriété publiques	Trafic/monnaie et moyens de paiement	Délits des courses et jeux	Port ou détention d'armes	Vagabondage, mendicité	Faux documents/ circulation véhicules	Faux documents d'identité	Autres délits/ police générale	Ensemble
1973	0,3	18,8	5,2	1,4	1,1	23,9	20,8	5,4	7,5	15,6	100
1974	0,3	20,0	5,7	1,3	1,7	22,0	18,8	5,6	9,8	14,8	100
1975	0,5	21,0	5,8	1,4	3,3	21,6	19,1	7,1	9,4	10,8	100
1976	0,4	22,6	5,8	2,0	2,8	21,3	14,8	6,6	15,6	8,1	100
1977	0,1	20,4	5,2	3,2	1,9	17,6	6,5	7,7	30,3	7,1	100
1978	0,2	19,7	6,6	3,1	1,8	18,0	5,7	8,8	28,0	8,1	100
1979	0,2	21,8	7,5	4,5	1,6	16,8	4,0	6,7	29,1	7,8	100
1980	0,6	21,9	7,4	3,6	1,6	17,1	4,1	5,3	30,9	7,5	100
1981	0,5	24,1	7,8	3,0	1,3	18,8	3,4	5,2	27,7	8,2	100
1982	0,2	28,3	8,9	4,2	1,7	21,5	3,2	4,5	21,3	6,2	100
1983	0,3	28,2	8,4	4,7	2,9	20,4	2,8	5,1	19,6	7,6	100
1984	0,2	30,0	7,2	4,0	4,8	21,8	2,2	4,9	18,5	6,4	100
1985	0,1	27,2	8,3	6,7	4,0	20,0	2,4	4,5	19,7	7,1	100
1986	0,1	24,4	5,3	5,1	5,4	19,3	3,5	3,8	25,4	7,7	100

2.10-1 Infractions astucieuses contre les biens : répartition
selon la nature de l'infraction

	Détournements de gages (1)	Escroqueries (2)	Faux et contrefaçons	Fraudes	Autres (3)	Ensemble
1973	14,6	15,7	3,0	3,7	63,0	100
1974	13,2	17,7	2,8	3,1	63,2	100
1975	12,7	21,0	3,0	3,3	60,0	100
1976	14,5	26,6	3,5	5,2	50,2	100
1977	13,9	25,8	3,8	5,4	51,1	100
1978	12,3	24,8	3,4	5,3	54,2	100
1979	11,2	24,2	3,4	4,3	56,9	100
1980	11,2	26,8	3,5	2,9	55,6	100
1981	11,6	30,7	3,4	2,7	51,6	100
1982	11,1	33,5	3,7	2,6	49,1	100
1983	11,7	35,9	3,9	2,8	45,7	100
1984	11,0	34,6	3,8	2,4	48,2	100
1985	12,1	39,6	4,5	2,8	41,0	100
1986	13,3	40,8	5,6	2,9	37,4	100

(1) Y compris "abus de confiance" à partir de 1981.

(2) Y compris "utilisation de chèques volés" à partir de 1981.

(3) Autres : "délits économiques et financiers" et "autres appropriations astucieuses" jusqu'en 1980 inclus, puis "autres délits économiques et financiers" et "filouterie et infractions à la santé publique" à partir de 1981.

2.10-2 Infractions astucieuses contre les biens - FRANCAIS :
répartition selon la nature de l'infraction

	Détournements de gages (1)	Escroqueries (2)	Faux et contrefaçons	Fraudes	Autres (3)	Ensemble
1973	14,8	15,9	3,0	3,8	62,5	100
1974	13,4	17,4	2,8	3,2	63,2	100
1975	13,0	21,1	3,0	3,5	59,4	100
1976	15,2	26,8	3,4	5,5	49,1	100
1977	14,6	26,6	3,7	5,6	49,5	100
1978	13,1	25,5	3,4	5,4	52,6	100
1979	11,8	24,7	3,4	4,6	55,5	100
1980	11,8	27,4	3,5	3,0	54,3	100
1981	12,2	31,5	3,4	2,8	50,1	100
1982	11,7	34,0	3,6	2,7	48,0	100
1983	12,3	36,0	3,9	2,9	44,9	100
1984	11,6	35,0	3,8	2,5	47,1	100
1985	12,7	39,7	4,3	2,9	40,4	100
1986	14,0	41,3	5,5	3,0	36,2	100

(1) Y compris "abus de confiance" à partir de 1981.

(2) Y compris "utilisation de chèques volés" à partir de 1981.

(3) Autres : "délits économiques et financiers" et "autres appropriations astucieuses" jusqu'en 1980 inclus, puis "autres délits économiques et financiers" et "filouterie et infractions à la santé publique" à partir de 1981.

2.10-3 Infractions astucieuses contre les biens - ETRANGERS :
répartition selon la nature de l'infraction

	Détournements de gages (1)	Escroqueries (2)	Faux et contrefaçons	Fraudes	Autres (3)	Ensemble
1973	12,4	14,3	2,5	3,0	67,8	100
1974	11,2	20,3	3,2	1,7	63,6	100
1975	10,3	19,6	3,1	1,9	65,1	100
1976	10,1	25,1	3,7	3,2	57,9	100
1977	8,7	20,9	4,0	3,9	62,5	100
1978	6,6	20,2	3,1	3,9	66,2	100
1979	7,0	19,8	3,6	2,0	67,6	100
1980	7,3	22,2	3,3	1,7	65,5	100
1981	7,1	24,4	3,5	1,6	63,4	100
1982	7,0	30,1	4,1	1,8	57,0	100
1983	7,2	34,7	4,0	2,3	51,8	100
1984	6,8	31,8	3,9	1,9	55,6	100
1985	7,8	38,3	6,0	1,9	46,0	100
1986	7,9	38,3	6,4	1,7	45,7	100

(1) Y compris "abus de confiance" à partir de 1981.

(2) Y compris "utilisation de chèques volés" à partir de 1981.

(3) Autres : "délits économiques et financiers" et "autres appropriations astucieuses" jusqu'en 1980 inclus, puis "autres délits économiques et financiers" et "filouterie et infractions à la santé publique" à partir de 1981.

2.11 Vols de et dans les véhicules à moteur : répartition
selon la nationalité et la nature de l'infraction

	ENSEMBLE		FRANCAIS		ETRANGERS		
	Vols de véhicules	Vols à la roulotte	Vols de véhicules	Vols à la roulotte	Vols de véhicules	Vols à la roulotte	
1973	79,6	20,4	80,3	19,7	74,9	25,1	100
1974	77,3	22,7	78,3	21,7	71,6	28,4	100
1975	73,7	26,3	75,3	24,7	65,2	34,8	100
1976	71,7	28,3	73,1	26,9	63,7	36,3	100
1977	68,5	31,5	69,6	30,4	62,0	38,0	100
1978	67,9	32,1	69,2	30,8	60,9	39,1	100
1979	65,4	34,6	66,7	33,3	58,7	41,3	100
1980	60,7	39,3	61,9	38,1	53,5	46,5	100
1981	58,2	41,8	59,8	40,2	49,5	50,5	100
1982	58,5	41,5	60,4	39,6	50,1	49,9	100
1983	57,8	42,2	59,1	40,9	50,7	49,3	100
1984	56,4	43,6	57,5	42,5	50,6	49,4	100
1985	57,9	42,1	59,0	41,0	51,5	48,5	100
1986	58,0	42,0	59,1	40,9	51,2	48,8	100

2.12-1 Population de la France métropolitaine selon la nationalité à partir de la statistique du Ministère de l'Intérieur

	Population au 1er janvier			Population moyenne			
	Ensemble	Français	Etrangers	Ensemble	Français	Etrangers	% Etrangers
1972	51 484 574	47 810 122	3 674 452	51 702 987	47 977 959	3 725 128	7,2
1973	51 921 400	48 145 596	3 775 804	52 130 601	48 259 574	3 871 027	7,4
1974	52 339 804	48 373 553	3 966 251	52 491 637	48 481 856	4 009 781	7,6
1975	52 643 471	48 590 159	4 053 312	52 720 904	48 596 181	4 124 723	7,8
1976	52 798 338	48 602 204	4 196 134	52 908 671	48 707 953	4 200 718	7,9
1977	53 019 005	48 813 702	4 205 303	53 145 285	48 924 137	4 221 148	7,9
1978	53 271 566	49 034 572	4 236 994	53 376 319	49 172 646	4 203 673	7,9
1979	53 481 073	49 310 720	4 170 353	53 606 230	49 458 895	4 147 335	7,7
1980	53 731 387	49 607 070	4 124 317	53 870 008	49 733 861	4 136 147	7,7
1981	54 008 630	49 860 652	4 147 978	54 171 815	49 985 862	4 185 953	7,7
1982	54 335 000	50 111 072	4 223 928	54 480 364	50 138 866	4 341 498	8,0
1983	54 625 729	50 166 661	4 459 068	54 698 317	50 233 536	4 464 781	8,2
1984	54 770 907	50 300 412	4 470 495	54 917 453	50 439 348	4 478 105	8,2
1985	55 064 000	50 578 285	4 485 715	55 173 000	50 705 722	4 467 278	8,1
1986	55 282 000	50 833 160	4 448 840	55 396 000	50 936 332	4 459 668	8,1
1987	55 510 000	51 039 505	4 470 495				

2.12-2 Taux de mis en cause selon la nationalité (pour 1.000)

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	ETR/FR.
1972	14,1	13,6	19,9	1,5
1973	14,5	13,9	21,1	1,5
1974	13,7	12,9	22,3	1,7
1975	12,9	12,1	22,3	1,8
1976	9,7	8,9	19,1	2,1
1977	11,0	10,1	21,2	2,1
1978	10,8	9,9	20,9	2,1
1979	11,4	10,4	22,8	2,2
1980	12,7	11,7	25,0	2,1
1981	13,8	12,8	26,0	2,0
1982	14,7	13,6	27,7	2,0
1983	16,0	14,8	29,3	2,0
1984	16,8	15,5	31,3	2,0
1985	16,8	15,4	31,9	2,1
1986	14,6	13,3	29,3	2,2

2.12-3 Taux de mis en cause, à l'exclusion des infractions à la police des étrangers selon la nationalité (pour 1.000)

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	ETR/FR.
1973	14,3	13,9	19,7	1,4
1974	13,5	12,9	20,7	1,6
1975	12,8	12,1	20,6	1,7
1976	9,6	8,9	17,4	2,0
1977	10,8	10,1	19,3	1,9
1978	10,6	9,9	18,8	1,9
1979	11,2	10,4	20,6	2,0
1980	12,5	11,7	22,3	1,9
1981	13,6	12,8	23,2	1,8
1982	14,5	13,6	25,5	1,9
1983	15,6	14,8	25,0	1,7
1984	16,3	15,5	25,8	1,7
1985	16,3	15,4	26,1	1,7
1986	14,1	13,3	22,7	1,7

3. Statistiques judiciaires

3.01-1 INSTRUCTION - Inculpés : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50 et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	82.962	6.711	40.327	20.181	3.580	12.163
	Contraven.	169	5	54	38	11	61
	Délit	77.309	6.339	37.892	18.457	3.291	11.330
	Crime	5.484	367	2.381	1.686	278	772
FRANCAIS	Ensemble	70.099	5.509	33.019	16.604	3.178	11.789
	Contraven.	149	5	47	30	9	58
	Délit	65.222	5.208	30.964	15.152	2.917	10.981
	Crime	4.728	296	2.008	1.422	252	750
ETRANGERS	Ensemble	12.863	1.202	7.308	3.577	402	374
	Contraven.	20	-	7	8	2	3
	Délit	12.087	1.131	6.928	3.305	374	349
	Crime	756	71	373	264	26	22
% ETRANGERS(1)	Ensemble	15,5	17,9	18,1	17,7	11,2	3,1
	Contraven.	11,8	---	13,0	---	---	4,9
	Délit	15,6	17,8	18,3	17,9	11,4	3,1
	Crime	13,8	19,4	15,7	15,7	9,4	2,9

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.02 INSTRUCTION - Inculpés étrangers : structure selon la nationalité et l'âge (métropole 1985)

	ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	12.863	1.202	7.308	3.577	402	374
BELGES	199	5	94	73	25	2
ESPAGNOLS	478	33	258	141	31	15
ITALIENS	460	19	218	171	41	11
POLONAIS	37	2	14	15	5	1
PORTUGAIS	1.056	150	637	207	33	29
YUGOSLAVES	652	177	184	140	19	132
AUTRES EUROPE	644	26	317	223	52	26
TURCS	275	35	132	89	6	13
AUTRES ASIE OCEANIE	615	25	342	222	19	7
ALGERIENS, MARO- CAINS, TUNISIENS	6.290	664	3.780	1.585	149	112
AUTRES AFRIQUE	1.855	46	1.183	603	8	15
AMERICAINS	170	1	79	78	9	3
APATRIDES	132	19	70	30	5	8

3.03-1 INSTRUCTION - Inculpés en détention provisoire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	27.805	2.440	17.090	7.028	747	500
	Contraven.	17	1	12	3	1	-
	Délit	25.109	2.220	15.706	6.138	605	440
	Crime	2.679	219	1.372	887	141	60
FRANCAIS	Ensemble	21.296	1.899	13.210	5.254	602	331
	Contraven.	14	1	10	2	1	-
	Délit	19.028	1.722	12.032	4.518	470	286
	Crime	2.254	176	1.168	734	131	45
ETRANGERS	Ensemble	6.509	541	3.880	1.774	145	169
	Contraven.	3	-	2	1	-	-
	Délit	6.081	498	3.674	1.620	135	154
	Crime	425	43	204	153	10	15
% ETRANGERS	Ensemble	23,4	22,2	22,7	25,2	19,4	33,8
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	24,2	22,4	23,4	26,4	22,3	35,0
	Crime	15,9	19,6	14,9	17,3	7,1	25,0

- (1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.03-2 INSTRUCTION - Hommes inculpés en détention provisoire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	26.027	2.266	16.111	6.555	678	417
	Contraven.	17	1	12	3	1	-
	Délit	23.488	2.051	14.797	5.726	552	362
	Crime	2.522	214	1.302	826	125	55
FRANÇAIS	Ensemble	19.967	1.817	12.436	4.868	541	305
	Contraven.	14	1	10	2	1	-
	Délit	17.850	1.645	11.326	4.191	425	263
	Crime	2.103	171	1.100	675	115	42
ETRANGERS	Ensemble	6.060	449	3.675	1.687	137	112
	Contraven.	3	-	2	1	-	-
	Délit	5.638	406	3.471	1.535	127	99
	Crime	419	43	202	151	10	13
% ETRANGERS	Ensemble	23,3	19,8	22,8	25,7	20,2	26,9
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	24,0	19,8	23,5	26,8	23,0	27,4
	Crime	16,6	20,1	15,5	18,3	8,0	23,6

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.03-3 INSTRUCTION - Femmes inculpées en détention provisoire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	1.778	174	979	473	69	83
	Contraven.	-	-	-	-	-	-
	Délit	1.621	169	909	412	53	78
	Crime	157	5	70	61	16	5
FRANCAIS	Ensemble	1.329	82	774	386	61	26
	Contraven.	-	-	-	-	-	-
	Délit	1.178	77	706	327	45	23
	Crime	151	5	68	59	16	3
ETRANGERS	Ensemble	449	92	205	87	8	57
	Contraven.	-	-	-	-	-	-
	Délit	443	92	203	85	8	55
	Crime	6	-	2	2	-	2
% ETRANGERS	Ensemble	25,3	52,9	20,9	18,4	11,6	68,7
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	27,3	54,4	22,3	20,6	15,1	70,5
	Crime	3,8	---	2,9	3,3	---	---

- (1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.04-1 INSTRUCTION - Inculpés : proportion d'inculpés (%) en détention provisoire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	33,5	36,4	42,4	34,8	20,9	4,1
	Contraven.	10,1	---	22,2	---	---	0,0
	Délit	32,5	35,0	41,5	33,3	18,4	3,9
	Crime	48,9	59,7	57,6	52,6	50,7	7,8
FRANCAIS	Ensemble	30,4	34,5	40,0	31,6	18,9	2,8
	Contraven.	9,4	---	---	---	---	0,0
	Délit	29,2	33,1	38,9	29,8	16,1	2,6
	Crime	47,7	59,5	58,2	51,6	52,0	6,0
ETRANGERS	Ensemble	50,6	45,0	53,1	49,6	36,1	45,2
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	50,3	44,0	53,0	49,0	36,1	44,1
	Crime	56,2	60,6	54,7	58,0	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.04-2 INSTRUCTION - Hommes inculpés : proportion d'inculpés (%) en détention provisoire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	36,6	37,8	44,7	37,5	22,8	4,9
	Contraven.	12,4	---	---	---	---	---
	Délit	35,5	36,2	43,8	36,0	20,2	4,5
	Crime	53,5	64,7	60,0	54,5	53,4	11,9
FRANCAIS	Ensemble	33,7	36,7	42,5	34,4	20,8	3,7
	Contraven.	11,6	---	---	---	---	---
	Délit	32,4	35,1	41,3	32,6	17,8	3,4
	Crime	52,8	65,3	60,9	53,5	55,3	9,5
ETRANGERS	Ensemble	51,4	42,8	54,2	50,8	37,4	40,7
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	51,1	41,4	54,1	50,2	37,6	39,0
	Crime	57,2	62,3	55,8	59,2	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.04-3 INSTRUCTION - Femmes inculpées : proportion d'inculpées (%) en détention provisoire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	14,9	24,6	22,8	17,4	11,3	2,3
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	14,6	25,2	22,3	16,2	9,4	2,4
	Crime	20,4	---	33,0	35,9	---	1,6
FRANCAIS	Ensemble	12,2	14,8	20,5	15,7	10,6	0,7
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	11,7	14,8	19,8	14,3	8,5	0,7
	Crime	20,2	---	33,8	36,7	---	1,0
ETRANGERS	Ensemble	41,8	60,5	38,8	33,6	22,2	57,6
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	42,4	61,3	39,3	34,1	---	57,9
	Crime	---	---	---	---	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.05-1 INSTRUCTION - Inculpés placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	9.867	741	5.753	2.664	400	309
	Contraven.	10	-	4	4	1	1
	Délit	9.596	723	5.638	2.562	379	294
	Crime	261	18	111	98	20	14
FRANCAIS	Ensemble	8.514	635	5.010	2.239	340	290
	Contraven.	7	-	4	2	-	1
	Délit	8.287	620	4.912	2.155	324	276
	Crime	220	15	94	82	16	13
ETRANGERS	Ensemble	1.353	106	743	425	60	19
	Contraven.	3	-	-	2	1	-
	Délit	1.309	103	726	407	55	18
	Crime	41	3	17	16	4	1
% ETRANGERS (1)	Ensemble	13,7	14,3	12,9	16,0	15,0	6,2
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	13,6	14,3	12,9	15,9	14,5	6,1
	Crime	15,7	---	15,3	16,3	---	---

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.05-2 INSTRUCTION - Hommes inculpés placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	8.504	676	4.982	2.275	346	225
	Contraven.	9	-	3	4	1	1
	Délit	8.277	662	4.881	2.193	329	212
	Crime	218	14	98	78	16	12
FRANCAIS	Ensemble	7.269	577	4.309	1.883	292	208
	Contraven.	6	-	3	2	-	1
	Délit	7.084	566	4.224	1.818	280	196
	Crime	179	11	82	63	12	11
ETRANGERS	Ensemble	1.235	99	673	392	54	17
	Contraven.	3	-	-	2	1	-
	Délit	1.193	96	657	375	49	16
	Crime	39	3	16	15	4	1
% ETRANGERS(1)	Ensemble	14,5	14,6	13,5	17,2	15,6	7,6
	Contraven.	33,3	-	-	50,0	100,0	-
	Délit	14,4	14,5	13,5	17,1	14,9	7,6
	Crime	17,9	21,4	16,3	19,2	25,0	8,3

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.05-3 INSTRUCTION - Femmes inculpées placées sous contrôle judiciaire au début de l'instruction : structure selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	1.363	65	771	389	54	84
	Contraven.	1	-	1	-	-	-
	Délit	1.319	61	757	369	50	82
	Crime	43	4	13	20	4	2
FRANCAIS	Ensemble	1.245	58	701	356	48	82
	Contraven.	1	-	1	-	-	-
	Délit	1.203	54	688	337	44	80
	Crime	41	4	12	19	4	2
ETRANGERS	Ensemble	118	7	70	33	6	2
	Contraven.	-	-	-	-	-	-
	Délit	116	7	69	32	6	2
	Crime	2	-	1	1	-	-
% ETRANGERS	Ensemble	8,7	10,8	9,1	8,5	---	2,4
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	8,8	11,5	9,1	8,7	12,0	2,4
	Crime	---	---	---	---	---	---

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.06-1 INSTRUCTION - Inculpés : proportion d'inculpés (%) placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	11,9	11,0	14,3	13,2	11,2	2,5
	Contraven.	5,9	---	7,4	---	---	1,6
	Délit	12,4	11,4	14,9	13,9	11,5	2,6
	Crime	4,8	4,9	4,7	5,8	7,2	1,8
FRANCAIS	Ensemble	12,2	11,5	15,2	13,5	10,7	2,5
	Contraven.	4,7	---	---	---	---	1,7
	Délit	12,7	11,9	15,9	14,2	11,1	2,5
	Crime	4,7	5,1	4,7	5,8	6,4	1,7
ETRANGERS	Ensemble	10,5	8,8	10,2	11,9	14,9	5,1
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	10,8	9,1	10,5	12,3	14,7	5,2
	Crime	5,4	4,2	4,6	6,1	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.06-2 INSTRUCTION - Hommes inculpés : proportion d'inculpés (%) placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	12,0	11,3	13,8	13,0	11,7	2,6
	Contraven.	6,6	---	---	---	---	---
	Délit	12,5	11,7	14,4	13,8	12,1	2,6
	Crime	4,6	4,2	4,5	5,2	6,8	2,6
FRANCAIS	Ensemble	12,3	11,7	14,7	13,3	11,2	2,5
	Contraven.	5,0	---	---	---	---	---
	Délit	12,9	12,1	15,4	14,1	11,7	2,5
	Crime	4,5	4,2	4,5	5,0	5,8	2,5
ETRANGERS	Ensemble	10,5	9,4	9,9	11,8	14,8	6,2
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	10,8	9,8	10,3	12,3	14,5	6,3
	Crime	5,3	4,4	4,4	5,9	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.06-3 INSTRUCTION - Femmes inculpées : proportion d'inculpées (%) placées sous contrôle judiciaire au début de l'instruction selon la nationalité, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole 1985) (1)

		ENS	13-18	18-30	30-50	50et+	N.D.
ENSEMBLE	Ensemble	11,4	9,2	17,9	14,3	8,9	2,3
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	11,9	9,1	18,5	14,5	8,9	2,5
	Crime	5,6	---	6,1	11,8	---	0,7
FRANCAIS	Ensemble	11,5	10,4	18,6	14,5	8,4	2,3
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	11,9	10,3	19,3	14,7	8,4	2,5
	Crime	5,5	---	6,0	11,8	---	0,7
ETRANGERS	Ensemble	11,0	4,6	13,3	12,7	---	2,0
	Contraven.	---	---	---	---	---	---
	Délit	11,1	4,7	13,4	12,9	---	2,1
	Crime	---	---	---	---	---	---

(1) La proportion n'a pas été calculée quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.07 CONDAMNES POUR CRIMES, DELITS OU CONTRAVENTIONS DE
5e CLASSE-Juridictions pour majeurs : structure selon
la nationalité (1)

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	nationalité non mentionnée	% ETR. (2)
1970	382.912	332.443	43.413	7.056	11,6
1971	444.856	384.544	49.599	10.713	11,4
1972	508.319	431.321	66.320	10.678	13,3
1973	534.186	467.123	57.004	10.059	10,9
1974	308.369	266.780	35.723	5.866	11,8
1975	523.753	331.347	48.132	144.274	12,7
1976	550.480	476.394	63.386	10.700	11,7
1977	531.509	454.471	64.441	12.597	12,4
1978	544.582	453.303	68.151	23.128	13,1
1983	652.393	546.386	90.859	15.148	14,3
1984	651.984	502.713	149.271	-	22,9
1985	667.489	522.570	144.919	-	21,7
1986	672.912	528.379	144.533	-	21,5

(1) Champ - champ spatial : 1970-1978 = métropole

1983-1986 = métropole + DOM

- mode de jugement : 1970-1978 = non compris les jugements
contradictaires sur opposition à jugement par défaut et
les jugements par itératif défaut.

- pour 1984-1986: les données ne comprennent pas les
personnes de nationalité française nées dans le DOM.

(2) 1970-1978 et 1983 : proportion calculée sur l'ensemble
"nationalité mentionnée"

3.08 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 - France entière : structure selon la nationalité, le sexe et l'âge au moment de l'infraction

		ENSEMBLE		HOMMES		FEMMES	
		Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
ENSEMBLE	Ensemble	706.149	100,0	619.759	100,0	86.390	100,0
	Moins 13a	2.547	0,4	2.234	0,4	313	0,4
	13 - 17	51.164	7,3	46.914	7,6	4.250	4,9
	18 - 24	264.311	37,4	233.306	37,6	31.005	35,9
	25 - 39	273.093	38,6	237.707	38,4	35.386	40,9
	40 - 49	67.719	9,6	58.488	9,4	9.231	10,7
	50 - 59	34.351	4,9	29.786	4,8	4.565	5,3
	60 et +	12.964	1,8	11.324	1,8	1.640	1,9
FRANCAIS	Ensemble	591.557	100,0	515.123	100,0	76.434	100,0
	Moins 13a	1.937	0,3	1.767	0,3	170	0,2
	13 - 17	43.283	7,3	39.744	7,7	3.539	4,6
	18 - 24	224.026	38,0	196.819	38,3	27.207	35,6
	25 - 39	222.660	37,6	191.348	37,2	31.312	41,0
	40 - 49	57.042	9,6	48.638	9,4	8.404	11,0
	50 - 59	30.771	5,2	26.502	5,1	4.269	5,6
	60 et +	11.838	2,0	10.305	2,0	1.533	2,0
ETRANGERS	Ensemble	98.744	100,0	90.876	100,0	7.868	100,0
	Moins 13a	560	0,6	426	0,5	134	1,7
	13 - 17	7.238	7,3	6.596	7,3	642	8,2
	18 - 24	34.346	34,8	31.418	34,6	2.928	37,2
	25 - 39	43.410	43,9	40.211	44,1	3.199	40,7
	40 - 49	9.285	9,4	8.639	9,5	646	8,2
	50 - 59	3.037	3,1	2.799	3,1	238	3,0
	60 et +	868	0,9	787	0,9	81	1,0
Apatrides et N.D.		15.848		13.760		2.088	

3.09 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 - France entière / ETRANGERS : structure selon la nationalité et le sexe

	ENSEMBLE		HOMMES		FEMMES	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble	98.744	100,0	90.876	100,0	7.868	100,0
Européens	25.254	25,6	22.633	24,9	2.621	33,3
Portugais	8.781	8,9	8.070	8,9	711	9,1
Italiens	3.585	3,6	3.336	3,7	249	3,2
Espagnols	3.999	4,1	3.581	4,0	418	5,3
Yougoslaves	2.881	2,9	2.313	2,5	568	7,2
Belges	1.251	1,3	1.107	1,2	144	1,8
Polonais	472	0,5	407	0,4	65	0,8
Autres européens	4.285	4,3	3.819	4,2	466	5,9
Africains	65.811	66,6	61.310	67,5	4.501	57,2
Maghrébins	48.850	49,5	45.675	50,3	3.175	40,4
Autres Afrique	16.961	17,1	15.635	17,2	1.326	16,8
Asiatiques et Océaniens	4.811	4,9	4.568	5,0	243	3,1
Turcs	2.168	2,2	2.107	2,3	61	0,8
autres asiatiques et océaniens	2.643	2,7	2.461	2,7	182	2,3
Américains	2.868	2,9	2.365	2,6	503	6,4

3.10-1 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983-France entière : structure selon la nationalité et l'infraction

	ENSEMBLE		%
	Eff.	%	ETR. (1)
ENSEMBLE.....	706.149	100	14,0
CRIMES.....	2.019	0,3	15,3
Infractions contre les personnes.....	1.168		18,7
Infractions contre les biens.....	844		10,7
Infractions contre la paix publique et l'Etat	7		---
DELITS.....	534.181	75,6	13,6
Infractions contre les personnes.....	57.549	8,1	11,1
Coups et blessures volontaires.....	16.015		16,7
Coups et blessures volontaires (circ.agg.)..	3.032		19,0
Blessures involontaires.....	8.892		6,0
Blessures involontaires (cond.état alcool.)..	4.813		6,4
Homicide involontaire.....	2.759		6,5
Homicide involontaire (cond.état alcool.)...	504		6,9
Abandon de famille.....	14.699		8,0
Violation de domicile.....	1.417		9,3
Outrage public à la pudeur.....	4.376		13,7
Proxénétisme-établissement de prostitution..	1.042		18,8
Infractions contre les biens.....	239.427	33,9	12,6
Vol.....	145.078		15,3
Recel.....	11.801		14,3
Détournement.....	1.541		11,9
Filouterie d'hôtel.....	1.621		9,4
Bris et dégradation.....	8.784		11,2

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Chèques (provision).....	52.204		7,2
Chèques (émission interdite).....	8.182		4,0
Chèques (autres).....	1.494		7,8
Abus de confiance.....	4.381		6,6
Escroquerie.....	3.232		12,4
Tromperie sur marchandise.....	1.109		5,3
Infractions en matière de circulation.....	139.289	19,7	10,7
Défaut de pièces administratives.....	18.901		9,1
Défaut de plaques.....	3.267		7,3
Défaut d'assurance.....	44.856		13,4
Conduite sans permis.....	17.164		16,6
Conduite malgré suspension de permis.....	1.541		6,9
Conduite sous l'empire d'un état alcool.....	40.041		7,0
Refus de vérifications (état alcoolique)....	1.123		9,8
Refus d'obtempérer.....	3.737		6,7
Délit de fuite.....	8.659		9,7
Infractions contre la paix publique et l'Etat	17.722	2,5	18,2
Violences à agent.....	231		10,0
Outrage à agent.....	8.615		9,8
Rébellion.....	2.046		16,7
Infractions à arrêté d'expulsion.....	416		82,9
Faux et usage de faux doc.administratifs....	2.366		43,0
Vagabondage.....	332		20,2
Port ou transport d'arme.....	3.185		15,9
Cession ou détention d'arme.....	531		14,9

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Inf.santé publique, travail, sécurité sociale.	9.682	1,4	24,1
Usage de stupéfiants.....	4.595		15,3
Trafic de stupéfiants.....	4.236		37,2
Inf.à l'hygiène et sécurité du travail.....	851		6,7
Infractions diverses.....	70.512	10,0	22,0
CONTRAVENTIONS.....	169.949	24,1	15,2
Violences et voies de fait.....	13.643		12,8
Blessures invol.(R 40 4° et R 41 al.1 C.P.).	13.341		7,5
Blessures invol.(conduite de véhicule).....	18.525		7,6
Infractions à la police des chemins de fer..	77.272		22,0
Autres contraventions.....	47.168		9,8

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.10-2 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983-France entière/HOMMES: structure selon la nationalité et l'infraction

	ENSEMBLE		%
	Eff.	%	ETR (1)
ENSEMBLE.....	619.759	100	14,7
CRIMES.....	1.905	0,3	16,0
Infractions contre les personnes.....	1.101		19,6
Infractions contre les biens.....	797		11,0
Infractions contre la paix publique et l'Etat	7		---
DELITS.....	473.460	76,4	14,2
Infractions contre les personnes.....	52.914	8,5	11,5
Coups et blessures volontaires.....	14.984		16,7
Coups et blessures volontaires (circ.agg.)..	2.866		19,4
Blessures involontaires.....	7.521		6,8
Blessures involontaires (cond.état alcool.)..	4.700		6,4
Homicide involontaire.....	2.493		7,0
Homicide involontaire (cond.état alcool.)...	482		7,1
Abandon de famille.....	13.552		8,2
Violation de domicile.....	1.311		9,5
Outrage public à la pudeur.....	4.139		13,8
Proxénétisme-établissement de prostitution..	866		21,5
Infractions contre les biens.....	199.368	32,2	13,4
Vol.....	128.695		15,4
Recel.....	10.037		15,6
Détournement.....	1.357		12,2
Filouterie d'hôtel.....	1.421		9,8
Bris et dégradation.....	8.361		11,3

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Chèques (provision).....	35.987		8,8
Chèques (émission interdite).....	4.995		5,3
Chèques (autres).....	1.110		9,1
Abus de confiance.....	3.680		7,1
Escroquerie.....	2.709		13,4
Tromperie sur marchandise.....	1.016		5,6
Infractions en matière de circulation.....	132.203	21,3	11,1
Défaut de pièces administratives.....	17.695		9,6
Défaut de plaques.....	2.978		8,0
Défaut d'assurance.....	42.259		13,9
Conduite sans permis.....	15.908		17,4
Conduite malgré suspension de permis.....	1.494		7,0
Conduite sous l'empire d'un état alcool.....	39.260		7,1
Refus de vérifications (état alcoolique)....	1.061		9,6
Refus d'obtempérer.....	3.577		6,9
Délit de fuite.....	7.971		10,0
Infractions contre la paix publique et l'Etat	16.177	2,6	18,9
Violences à agent.....	224		9,4
Outrage à agent.....	7.501		10,4
Rébellion.....	1.959		16,9
Infractions à arrêté d'expulsion.....	381		84,5
Faux et usage de faux doc.administratifs....	2.136		45,2
Vagabondage.....	320		20,6
Port ou transport d'arme.....	3.141		15,9
Cession ou détention d'arme.....	515		15,1

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Inf.santé publique, travail, sécurité sociale.	8.558	1,4	26,0
Usage de stupéfiants.....	3.936		16,9
Trafic de stupéfiants.....	3.818		39,5
Inf.à l'hygiène et sécurité du travail.....	804		6,6
Infractions diverses.....	64.240	10,4	22,7
CONTRAVENTIONS.....	144.394	23,3	16,1
Violences et voies de fait.....	12.385		12,7
Blessures invol.(R 40 4° et R 41 al.1 C.P.).	10.804		8,5
Blessures invol.(conduite de véhicule).....	15.073		8,6
Infractions à la police des chemins de fer..	65.859		23,3
Autres contraventions.....	40.273		10,0

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.10-3 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 - France entière/FEMMES : structure selon la nationalité et l'infraction

	ENSEMBLE		%
	Eff.	%	ETR (1)
ENSEMBLE.....	86.390	100	9,1
CRIMES.....	114	0,1	3,5
Infractions contre les personnes.....	67		3,0
Infractions contre les biens.....	47		---
Infractions contre la paix publique et l'Etat	-		-
DELITS.....	60.721	70,3	8,7
Infractions contre les personnes.....	4.635	5,4	7,1
Coups et blessures volontaires.....	1.031		16,6
Coups et blessures volontaires (circ.agg.)..	166		12,7
Blessures involontaires.....	1.371		18,2
Blessures involontaires (cond.état alcool.)..	113		6,2
Homicide involontaire.....	266		2,3
Homicide involontaire (cond.état alcool.)...	22		---
Abandon de famille.....	1.147		4,5
Violation de domicile.....	106		6,6
Outrage public à la pudeur.....	237		11,8
Proxénétisme-établissement de prostitution..	176		5,7
Infractions contre les biens.....	40.059	46,3	8,5
Vol.....	16.383		15,1
Recel.....	1.764		6,6
Détournement.....	184		9,2
Filouterie d'hôtel.....	200		6,5
Bris et dégradation.....	423		9,2

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Chèques (provision).....	16.217		3,6
Chèques (émission interdite).....	3.187		1,9
Chèques (autres).....	384		4,2
Abus de confiance.....	701		3,7
Escroquerie.....	523		7,3
Tromperie sur marchandise.....	93		2,2
Infractions en matière de circulation.....	7.086	8,2	4,5
Défaut de pièces administratives.....	1.206		2,7
Défaut de plaques.....	289		0,3
Défaut d'assurance.....	2.597		5,5
Conduite sans permis.....	1.256		5,9
Conduite malgré suspension de permis.....	47		---
Conduite sous l'empire d'un état alcool.....	781		1,9
Refus de vérifications (état alcoolique)....	62		12,9
Refus d'obtempérer.....	160		1,3
Délit de fuite.....	688		5,5
Infractions contre la paix publique et l'Etat	1.545	1,8	10,4
Violences à agent.....	7		---
Outrage à agent.....	1.114		6,0
Rébellion.....	87		12,6
Infractions à arrêté d'expulsion.....	35		---
Faux et usage de faux doc.administratifs....	230		22,2
Vagabondage.....	12		---
Port ou transport d'arme.....	44		---
Cession ou détention d'arme.....	16		---

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

Inf.santé publique, travail, sécurité sociale.	1.124	1,3	9,5
Usage de stupéfiants.....	659		5,6
Trafic de stupéfiants.....	418		15,8
Inf.à l'hygiène et sécurité du travail.....	47		---
Infractions diverses.....	6.272	7,3	15,1
CONTRAVENTIONS.....	25.555	29,6	10,2
Violences et voies de fait.....	1.258		13,9
Blessures invol.(R 40 4° et R 41 al.1 C.P.).	2.537		3,3
Blessures invol.(conduite de véhicule).....	3.452		3,3
Infractions à la police des chemins de fer..	11.413		14,3
Autres contraventions.....	6.895		8,8

(1) Le pourcentage d'étrangers n'a pas été calculé quand l'effectif total est inférieur à 50.

3.11 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 - France entière : structure selon la nationalité, le sexe et le mode de jugement

		ENSEMBLE		HOMMES		FEMMES	
		Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
ENSEMBLE	Ensemble	706.149	100,0	619.759	100,0	86.390	100,0
	Contradict.	439.625	62,2	393.676	63,5	45.949	53,2
	Contradict.à signifier	92.200	13,1	77.944	12,6	14.256	16,5
	Contumace	52	0,0	45	0,0	7	0,0
	Défaut	122.079	17,3	104.800	16,9	17.279	20,0
	Iter.défaut	3.740	0,5	3.482	0,6	258	0,3
	Ord.pénale	48.453	6,9	39.812	6,4	8.641	10,0
FRANCAIS	Ensemble	591.557	100,0	515.123	100,0	76.434	100,0
	Contradict.	381.451	64,5	339.459	65,8	41.992	54,9
	Contradict.à signifier	81.215	13,7	67.946	13,2	13.269	17,4
	Contumace	27	0,0	20	0,0	7	0,0
	Défaut	92.608	15,7	78.572	15,3	14.036	18,4
	Iter.défaut	3.148	0,5	2.911	0,6	237	0,3
	Ord.pénale	33.108	5,6	26.215	5,1	6.893	9,0
ETRANGERS	Ensemble	98.744	100,0	90.876	100,0	7.868	100,0
	Contradict.	53.731	54,4	50.224	55,3	3.507	44,6
	Contradict.à signifier	9.790	9,9	8.978	9,9	812	10,3
	Contumace	21	0,0	21	0,0	-	-
	Défaut	23.122	23,5	20.913	23,0	2.209	28,1
	Iter.défaut	536	0,5	522	0,6	14	0,2
	Ord.pénale	11.544	11,7	10.218	11,2	1.326	16,8
Apatrides et N.D.		15.848		13.760		2.088	

3.12-1 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 -France entière : structure selon la nationalité, la nature de la décision prise à titre principal et le mode d'exécution

	ENSEMBLE (1)		FRANCAIS		ETRANGERS	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble	706.149	100,0	591.557	100,0	98.744	100,0
Dispense de peine	12.775	1,8	11.288	1,9	1.310	1,3
Peine privative de liberté	250.606	35,5	205.004	34,7	41.933	42,5
.détention, réclusion	1.152	0,2	934	0,2	204	0,2
.ferme	83.988	11,9	61.319	10,4	20.840	21,2
.sursis	141.922	20,1	123.130	20,8	17.129	17,3
.ferme assortie du sursis	23.544	3,3	19.621	3,3	3.760	3,8
Amende	388.041	55,0	328.216	55,5	48.469	49,1
.ferme	366.930	52,0	309.598	52,3	46.227	46,8
.sursis	17.095	2,4	15.143	2,6	1.754	1,8
.ferme assortie du sursis	4.016	0,6	3.475	0,6	488	0,5
Mesure de subst.	20.865	2,9	17.973	3,0	2.687	2,7
.ferme	20.608	2,9	17.735	3,0	2.671	2,7
.sursis	257	0,0	238	0,0	16	0,0
Mesure éducative	33.862	4,8	29.076	4,9	4.345	4,4

(1) Y compris 15.848 apatrides et nationalités non déclarées.

3.12-2 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983-France entière/ HOMMES : structure selon la nationalité, la nature de la décision prise à titre principal et le mode d'exécution

	ENSEMBLE (1)		FRANCAIS		ETRANGERS	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble	619.759	100,0	515.123	100,0	90.876	100,0
Dispense de peine	10.078	1,6	8.813	1,7	1.126	1,2
Peine privative de liberté	230.452	37,2	187.908	36,5	39.334	43,3
.détention réclusion	1.120	0,2	904	0,2	202	0,2
.ferme	79.873	12,9	58.311	11,3	19.936	21,9
.sursis	127.140	20,5	110.116	21,4	15.604	17,2
.ferme assortie du sursis	22.319	3,6	18.577	3,6	3.592	4,0
Amende	330.742	53,4	276.940	53,8	43.974	48,4
.ferme	313.774	50,6	262.169	50,9	41.989	46,2
.sursis	13.552	2,2	11.842	2,3	1.540	1,7
.ferme assortie du sursis	3.416	0,6	2.929	0,6	445	0,5
Mesure de subst.	17.861	2,9	15.104	2,9	2.576	2,8
.ferme	17.635	2,9	14.893	2,9	2.563	2,8
.sursis	226	0,0	211	0,0	13	0,0
Mesure éducative	30.626	4,9	26.358	5,1	3.866	4,3

(1) Y compris 13.760 apatrides et nationalités non déclarées

3.12-3 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 -France entière/ FEMMES : structure selon la nationalité, la nature de la décision prise à titre principal et le mode d'exécution

	ENSEMBLE(1)		FRANCAIS		ETRANGERS	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ensemble	86.390	100,0	76.434	100,0	7.868	100,0
Dispense de peine	2.697	3,1	2.475	3,2	184	2,3
Peine privative de liberté	20.154	23,3	17.096	22,4	2.599	33,0
.détention, réclusion	32	0,0	30	0,0	2	0,0
.ferme	4.115	4,8	3.008	4,0	904	11,5
.sursis	14.782	17,1	13.014	17,0	1.525	19,4
.ferme assortie du sursis	1.225	1,4	1.044	1,4	168	2,1
Amende	57.299	66,4	51.276	67,1	4.495	57,2
.ferme	53.156	61,6	47.429	62,1	4.238	54,0
.sursis	3.543	4,1	3.301	4,3	214	2,7
.ferme assortie du sursis	600	0,7	546	0,7	43	0,5
Mesure de subst.	3.004	3,5	2.869	3,8	111	1,4
.ferme	2.973	3,5	2.842	3,8	108	1,4
.sursis	31	0,0	27	0,0	3	0,0
Mesure éducative	3.236	3,7	2.718	3,5	479	6,1

(1) Y compris 2.088 apatrides et nationalités non déclarées.

3.13-1 Condamnés pour crime, délit ou contravention de 5e classe :
répartition selon la nationalité et la catégorie d'infraction :
effectifs de référence (1)

	ENSEMBLE	FRANCAIS	ETRANGERS	%ETR.
1970	366.312	329.325	36.987	10,1
1971	422.172	378.097	44.075	10,4
1972	451.967	403.022	48.945	10,8
1973	509.518	458.343	51.175	10,0
1974	294.907	261.571	33.336	11,3
1975	497.953	441.607	56.346	11,3
1976	526.095	467.444	58.651	11,1
1977	500.476	441.193	59.283	11,8
1978	496.050	435.825	60.225	12,1

(1) Champ : champ spatial : France métropolitaine.

âge : majeurs seulement.

nationalité : les "nationalités non mentionnées" ont été exclues.

mode de jugement : non compris "opposition" et "itératif défaut". Pour 1976, les condamnés par contumace (n=28) ne sont pas compris (pas de ventilation par infraction).

infraction : les délits et contraventions liés à la condition d'étrangers ont été exclus (cartes de séjour, entrées des étrangers, expulsion). Ils relevaient de la catégorie "infractions contre la chose publique".

Les condamnés relevant de la catégorie "autres" n'ont pas été pris en compte.

Pour les années 1970 et 1971, la classification des crimes était tripartite; ce qui entraînait la présence de trois sous-catégories "autres" (autres crimes contre les personnes, la chose publique, les biens). Compte tenu de la faiblesse des effectifs, la classification en dix postes a pu être utilisée sans dommages.

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	Eff.	23 320	29 009	32 191	31 663	20 554	31 520	34 247	35 630	35 112
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	%	6,4	6,9	7,1	6,2	7,0	6,3	6,5	7,1	7,1
	Eff.	56 466	68 729	76 949	75 450	38 606	55 209	56 844	61 692	56 057
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	%	15,4	16,3	17,0	14,8	13,1	11,1	10,8	12,3	11,3
	Eff.	8 131	8 620	7 630	8 579	6 217	9 605	8 152	8 901	8 133
MOEURS, MORALE	%	2,2	2,0	1,7	1,7	2,1	1,9	1,5	1,8	1,6
	Eff.	25 360	29 538	31 617	30 573	18 899	33 916	40 911	52 267	50 061
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	%	6,9	7,0	7,0	6,0	6,4	6,8	7,8	10,4	10,1
	Eff.	72 385	81 780	88 937	85 801	64 668	101 215	98 423	97 572	102 351
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	%	19,8	19,4	19,7	16,8	21,9	20,3	18,7	19,5	20,6
	Eff.	59 359	68 125	64 171	119 112	53 946	101 908	105 907	72 492	65 536
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	%	16,2	16,1	14,2	23,4	18,3	20,5	20,1	14,5	13,2
	Eff.	2 442	2 864	3 607	3 889	2 591	4 593	5 466	5 757	6 484
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	%	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,2	1,3
	Eff.	20 396	20 551	22 670	23 939	17 958	24 598	24 167	24 923	26 126
SANTE PUBLIQUE, LEGISLATION DU TRAVAIL	%	5,6	4,9	5,0	4,7	6,1	4,9	4,6	5,0	5,3
	Eff.	1 370	1 672	2 088	2 160	1 280	1 916	2 701	2 778	3 043
LIBERTES PUBLIQUES	%	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
	Eff.	97 083	11 284	122 107	128 352	70 188	133 473	149 277	138 464	143 147
CIRCULATION	%	26,4	26,3	27,0	25,2	23,8	26,9	28,5	27,7	28,9
	Eff.	366 312	422 172	451 967	509 518	294 907	497 953	526 095	500 476	496 050
ENSEMBLE	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Eff.									

3.13-3a CONDAMNÉS : REPARTITION SELON LA NATIONALITE ET LA CATEGORIE D'INFRACTION : EFFECTIFS

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	FR	19 180	23 624	26 020	25 585	16 478	25 326	27 625	28 750	28 293
	ETR	4 140	5 385	6 171	6 078	4 076	6 194	6 622	6 880	6 819
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	FR	52 397	63 651	70 928	69 740	35 665	50 725	52 253	56 587	51 430
	ETR	4 069	5 078	6 021	5 710	2 941	4 484	4 591	5 105	4 627
MOEURS, MORALE	FR	7 300	7 719	6 831	7 766	5 584	8 703	7 383	8 168	7 349
	ETR	831	901	799	813	633	902	769	733	784
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	FR	21 958	24 672	26 834	26 529	16 123	28 613	34 424	43 571	42 686
	ETR	3 402	4 866	4 783	4 044	2 776	5 303	6 487	8 696	7 375
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	FR	64 157	72 003	78 101	74 697	55 364	86 992	85 003	83 892	88 081
	ETR	8 228	9 777	10 836	11 104	9 304	14 223	13 420	13 680	14 270
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	FR	56 805	65 435	61 396	114 631	51 589	96 277	99 573	68 119	61 239
	ETR	2 554	2 690	2 775	4 481	2 357	5 631	6 334	4 373	4 297
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	FR	2 232	2 602	3 285	3 526	2 327	4 122	4 855	5 113	5 726
	ETR	210	262	322	363	264	471	611	644	758
SANTÉ PUBLIQUE, LEGISLATION DU TRAVAIL	FR	18 982	19 237	21 145	22 462	16 767	22 974	22 392	22 941	24 013
	ETR	1 414	1 314	1 525	1 477	1 191	1 624	1 775	1 982	2 113
LIBERTES PUBLIQUES	FR	1 190	1 464	1 805	1 862	1 077	1 637	2 369	2 464	2 732
	ETR	180	208	283	298	203	279	392	314	311
CIRCULATION	FR	85 124	97 690	106 677	111 545	60 597	116 238	131 567	121 588	124 276
	ETR	11 959	13 594	15 430	16 807	9 591	17 235	17 710	16 876	18 871
ENSEMBLE	FR	329 325	378 097	403 022	458 343	261 571	441 607	467 444	441 193	435 825
	ETR	36 987	44 075	48 945	51 175	33 336	56 346	58 651	59 283	60 225

3.13-3b CONDAMNÉS : REPARTITION SELON LA NATIONALITE ET LA CATEGORIE D'INFRACTION : POURCENTAGES

[illegible]

3.14 : ETRANGERS : REPARTITION SELON LA NATIONALITE ET LA CATEGORIE DE L'INFRACTION : 1970
(Champ défini en 3.13-1)

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4 140 11,2	2 404 15,1	20 2,0	254 7,7	356 8,5	60 9,5	680 14,1	140 7,2	226 4,3
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4 069 11,0	1 097 6,9	252 25,1	538 16,3	712 17,1	61 9,7	579 12,0	130 6,7	700 13,5
MOEURS, MORALE	831 2,2	424 2,7	9 0,9	56 1,7	91 2,2	7 1,1	88 1,8	15 0,8	141 2,7
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	3 402 9,2	1 739 10,9	34 3,4	290 8,8	278 6,7	53 8,4	342 7,1	215 11,1	451 8,7
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	8 228 22,2	3 467 21,8	200 19,9	844 25,5	693 16,6	171 27,2	1 028 21,3	469 24,2	1 356 26,1
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	2 554 6,9	650 4,1	164 16,3	298 9,0	458 11,0	52 8,3	129 2,7	126 6,5	677 13,0
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	210 0,6	119 0,7	3 0,3	11 0,3	18 0,4	7 1,1	14 0,3	13 0,7	25 0,5
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 414 3,8	440 2,8	31 3,1	130 3,9	267 6,4	30 4,8	37 0,8	34 1,8	445 8,6
LIBERTES PUBLIQUES	180 0,5	110 0,7	4 0,4	7 0,2	18 0,4	—	16 0,3	10 0,5	15 0,3
CIRCULATION	11 959 32,4	5 475 34,3	288 28,6	881 26,6	1 274 30,7	188 29,9	1 907 39,6	783 40,5	1 163 22,3
ENSEMBLE	36 987 100,0	15 925 100,0	1 005 100,0	3 309 100,0	4 165 100,0	629 100,0	4 820 100,0	1 935 100,0	5 199 100,0

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	5 385 12,2	3 055 16,2	35 2,8	344 9,6	435 9,3	63 9,6	999 15,1	175 8,2	279 4,5
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	5 078 11,5	1 471 7,8	287 23,2	617 17,2	852 18,2	72 11,0	809 12,2	151 7,1	819 13,1
MOEURS, MORALE	901 2,0	471 2,5	13 1,1	54 1,5	78 1,7	7 1,1	93 1,4	15 0,7	170 2,7
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	4 866 11,0	2 139 11,3	61 4,9	272 7,6	303 6,5	54 8,2	544 8,2	240 11,2	1 253 20,0
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	9 777 22,2	4 206 22,2	265 21,4	931 25,9	840 18,0	186 28,4	1 429 21,6	567 26,5	1 353 21,6
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	2 690 6,1	809 4,3	173 14,0	264 7,4	492 10,5	50 7,6	127 1,9	105 4,9	670 10,7
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	262 0,6	152 0,8	2 0,2	19 0,5	15 0,3	3 0,5	21 0,3	17 0,8	33 0,5
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 314 3,0	453 2,4	50 4,0	132 3,7	222 4,8	21 3,2	44 0,7	35 1,6	357 5,7
LIBERTES PUBLIQUES	208 0,5	133 0,7	4 0,3	14 0,4	13 0,3	3 0,5	24 0,4	11 0,5	6 0,1
CIRCULATION	13 594 30,9	6 017 31,8	347 28,1	944 26,2	1 422 30,4	197 29,9	2 517 39,2	822 38,5	1 328 21,1
ENSEMBLE	44 075 100	18 906 100	1 237 100	3 591 100	4 672 100	656 100	6 607 100	2 138 100	6 268 100

	ETRANGERS	MACHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 171 12,6	3 488 15,7	37 3,1	348 9,0	496 9,9	75 11,6	1 235 15,4	185 8,7	307 5,2
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 021 12,3	1 747 7,9	300 24,9	704 18,1	920 18,3	65 10,0	1 095 13,6	168 7,9	1 022 17,4
MOEURS, MORALE	799 1,6	464 2,1	19 1,6	54 1,4	77 1,5	13 2,0	113 1,4	12 0,6	47 0,8
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	4 783 9,8	2 503 11,3	64 5,3	304 7,8	343 6,8	42 6,5	653 8,1	270 12,7	604 10,3
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	10 836 22,1	4 787 21,6	264 21,9	1 003 25,8	935 18,6	183 28,3	1 679 20,9	505 23,7	1 480 25,2
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	2 775 5,7	844 3,8	142 11,8	257 6,6	527 10,5	54 8,3	156 1,9	106 5,0	689 11,7
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	322 0,7	187 0,8	2 0,2	19 0,5	26 0,5	7 1,1	43 0,5	12 0,6	26 0,4
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 525 3,1	633 2,9	17 1,4	171 4,4	275 5,5	36 5,6	62 0,8	34 1,6	297 5,1
LIBERTES PUBLIQUES	283 0,6	157 0,7	2 0,2	15 0,4	24 0,5	5 0,8	54 0,7	6 0,3	20 0,3
CIRCULATION	15 430 31,5	7 339 33,2	357 29,6	1 008 26,0	1 407 27,9	167 25,8	2 938 36,7	829 38,9	1 385 23,6
ENSEMBLE	48 945 100	22 149 100	1 204 100	3 883 100	5 030 100	647 100	8 028 100	2 127 100	5 877 100

3.14 (suite) : 1973

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 078 11,9	3 460 14,3	31 2,5	323 8,8	427 8,6	65 11,1	1 258 15,4	178 7,8	336 5,5
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	5 710 11,2	1 786 7,4	282 22,3	610 16,6	854 17,3	69 11,7	1 060 12,9	154 6,8	895 14,6
MOEURS, MORALE	813 1,6	447 1,9	12 1,0	39 1,1	52 1,1	5 0,9	123 1,5	25 1,1	110 1,8
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	4 044 7,9	2 235 9,3	57 4,5	237 6,5	304 6,1	40 6,8	565 6,9	246 10,8	360 5,9
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	11 104 21,7	5 324 22,1	221 17,5	868 23,7	814 16,4	143 24,3	1 659 20,3	603 26,6	1 472 24,0
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	4 481 8,7	1 533 6,4	220 17,4	414 11,3	721 14,6	49 8,3	301 3,7	147 6,5	1 096 17,9
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	363 0,7	199 0,8	8 0,6	21 0,6	35 0,7	5 0,9	41 0,5	17 0,7	37 0,6
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 477 2,9	559 2,3	44 3,5	141 3,8	291 5,9	24 4,1	101 1,2	23 1,0	294 4,8
LIBERTES PUBLIQUES	298 0,6	187 0,8	1 0,1	19 0,5	25 0,5	2 0,3	31 0,4	8 0,4	25 0,4
CIRCULATION	16 807 32,8	8 402 34,7	386 30,6	993 27,1	1 426 28,8	186 31,6	3 048 37,2	867 38,3	1 499 24,5
ENSEMBLE	51 175 100	24 132 100	1 262 100	3 665 100	4 949 100	588 100	8 187 100	2 268 100	6 124 100

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4 076 12,2	2 521 14,6	35 4,6	193 9,1	213 7,4	29 10,3	688 15,7	129 9,0	268 6,4
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	2 941 8,8	1 055 6,1	142 18,6	315 14,9	394 13,7	23 8,2	525 12,0	71 4,9	416 10,0
MOEURS, MORALE	633 1,9	386 2,2	9 1,2	30 1,4	56 1,9	2 0,7	51 1,2	11 0,8	88 2,1
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	2 776 8,3	1 561 9,0	33 4,3	170 8,0	209 7,3	16 5,7	296 6,8	131 9,1	360 8,6
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	9 304 27,9	5 020 29,0	177 23,2	561 26,5	589 20,5	88 31,3	1 104 25,2	477 33,1	1 288 30,9
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	2 357 7,1	872 5,0	145 19,0	189 8,9	404 14,0	23 8,2	134 3,1	79 5,5	511 12,3
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	264 0,8	177 1,0	7 0,9	14 0,7	14 0,5	3 1,1	19 0,4	5 0,3	25 0,6
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 191 3,6	455 2,6	21 2,8	121 5,7	217 7,5	14 5,0	70 1,6	31 2,2	262 6,3
LIBERTES PUBLIQUES	203 0,6	111 0,6	3 0,4	9 0,4	15 0,5	5 1,8	29 0,7	11 0,8	20 0,5
CIRCULATION	9 591 28,8	5 162 29,9	191 25,0	516 24,4	766 26,7	78 27,7	1 459 33,3	495 34,3	924 22,3
ENSEMBLE	33 336 100	17 320 100	763 100	2 118 100	2 877 100	281 100	4 375 100	1 440 100	4 162 100

3.14 (suite) : 1976

	ETRANGERS	MACHHEBLINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 622 11,3	3 921 13,2	35 3,5	316 9,5	365 7,9	38 9,6	1 203 14,9	189 8,2	555 6,0
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4 591 7,8	1 579 5,3	170 16,9	398 12,0	554 12,0	37 9,4	958 11,9	134 5,8	761 8,2
MOEURS, MORALE	769	434	11	30	60	2	122	12	98
	1,3	1,5	1,1	0,9	1,3	0,5	1,5	0,5	1,1
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	6 487 11,1	3 817 12,9	76 7,5	257 7,8	363 7,8	39 9,9	591 7,3	208 9,0	1 136 12,2
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	13 420 22,9	6 953 23,5	212 21,0	831 25,1	827 17,8	85 21,5	1 722 21,4	672 29,2	2 118 22,7
INFRACTIONS ASIUCIQUES CONTRE LES BIENS	6 334 10,8	2 694 9,1	153 15,2	359 10,8	721 15,6	38 9,6	420 5,2	260 11,3	1 689 18,1
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	611 1,0	385 1,3	9 0,9	24 0,7	42 0,9	10 2,5	61 0,8	20 0,9	60 0,6
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 775 3,0	658 2,2	24 2,4	122 3,7	320 6,9	13 3,3	162 2,0	53 2,3	423 4,5
LIBERTES PUBLIQUES	332 0,6	177 0,6	11 1,1	23 0,7	20 0,4	2 0,5	49 0,6	17 0,7	33 0,4
CIRCULATION	17 710 30,2	9 010 30,4	307 30,4	954 28,8	1 363 29,4	131 33,2	2 762 34,4	740 32,1	2 443 26,2
ENSEMBLE	58 651 100,0	29 628 100,0	1 008 100,0	3 314 100,0	4 635 100,0	395 100,0	8 050 100,0	2 305 100,0	9 316 100,0

3.14 (suite) : 1977

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 880 11,6	3 838 13,3	37 3,7	323 10,7	385 9,4	29 8,5	1 276 17,0	420 7,7	572 6,3
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	5 105 8,6	1 810 6,3	188 18,6	429 14,2	575 14,1	36 10,6	997 13,2	240 4,4	830 9,2
MOEURS, MORALE	733 1,2	419 1,5	9 0,9	32 1,1	38 0,9	6 1,8	99 1,3	34 0,6	96 1,1
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	8 696 14,7	5 155 17,9	55 5,5	277 9,1	274 6,7	25 7,3	682 9,1	446 8,2	1 782 19,8
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	13 680 23,1	6 295 21,9	228 22,6	751 24,8	744 18,2	87 25,5	1 510 20,1	2 039 37,3	2 026 22,5
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	4 373 7,4	1 692 5,9	139 13,8	241 8,0	471 11,5	35 10,3	305 4,1	509 9,3	981 10,9
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	644 1,1	347 1,2	5 0,5	30 1,0	36 0,9	7 2,1	62 0,8	89 1,6	68 0,8
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	1 982 3,3	719 2,5	43 4,3	145 4,8	312 7,6	12 3,5	141 1,9	231 4,2	379 4,2
LIBERTES PUBLIQUES	314 0,5	158 0,5	9 0,9	20 0,7	21 0,5	1 0,3	23 0,3	34 0,6	48 0,5
CIRCULATION	16 876 28,5	8 374 29,0	295 29,2	783 25,6	1 230 30,2	103 30,1	2 431 32,2	1 429 26,1	2 231 24,7
ENSEMBLE	59 283 100,0	28 807 100,0	1 008 100,0	3 031 100,0	4 086 100,0	341 100,0	7 526 100,0	5 471 100,0	9 013 100,0

3.14 (suite) : 1978

	ETRANGERS	MAGHREBINS	BELGES	ESPAGNOLS	ITALIENS	POLONAIS	PORTUGAIS	YUGOSLAVES	AUTRES NAT.
ATTEINTES VOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	6 819 11,3	3 808 13,4	27 2,7	305 10,4	336 8,3	36 9,6	1 088 15,0	634 9,5	585 6,1
ATTEINTES INVOLONTAIRES CONTRE LES PERSONNES	4 627 7,7	1 696 6,0	163 16,3	379 12,9	539 13,3	39 10,4	821 11,3	216 3,2	774 8,1
MOEURS, MORALE	784 1,3	446 1,6	10 1,0	30 1,0	44 1,1	2 0,5	83 1,1	59 0,9	110 1,1
INFRACTIONS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE	7 375 12,2	3 676 13,0	65 6,5	236 8,0	327 8,0	34 9,1	680 9,4	523 7,8	1 834 19,2
INFRACTIONS BANALES CONTRE LES BIENS	14 270 23,7	6 798 24,0	263 26,3	786 26,8	781 19,2	82 21,9	1 464 20,2	1 862 27,9	2 234 23,3
INFRACTIONS ASTUCIEUSES CONTRE LES BIENS	4 297 7,1	1 578 5,6	122 12,2	234 8,0	436 10,7	33 8,8	304 4,2	642 9,6	948 9,9
INFRACTIONS VIOLENTES CONTRE LES BIENS	758 1,3	388 1,4	4 0,4	34 1,2	58 1,4	5 1,3	70 1,0	124 1,9	75 0,8
SANTE PUBLIQUE LEGISL. DU TRAVAIL	2 113 3,5	771 2,7	55 5,5	170 5,8	340 8,4	17 4,5	154 2,1	145 2,2	461 4,8
LIBERTES PUBLIQUES	311 0,5	148 0,5	3 0,3	11 0,4	18 0,4	1 0,3	43 0,6	34 0,5	53 0,6
CIRCULATION	18 871 31,4	9 042 31,8	288 28,8	751 25,5	1 184 29,2	126 33,6	2 547 35,1	2 430 36,5	2 503 26,1
ENSEMBLE	60 225 100,0	28 351 100,0	1 000 100,0	2 936 100,0	4 063 100,0	375 100,0	7 254 100,0	6 669 100,0	9 577 100,0

4. Actualisations

4.1 Population carcérale métropolitaine: structure selon la nationalité au 1er janvier 1988

	Ensemble	Hommes	Femmes	Taux de fémin.
Ensemble :	49.328	47.253	2.075	4,21%
Français :	36.087	34.556	1.531	4,24%
Etrangers :	13.241	12.697	544	4,11%
Etrangers %:	26,8%	26,9%	26,2%	

	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Ens.étr.....	13.241	100,0	12.697	100,0	544	100,0
Europe.....	2.699	20,4	2.544	20,0	155	28,5
Belgique.....	113	0,9	108	0,9	5	0,9
Espagne.....	462	3,5	421	3,3	41	7,5
Italie.....	449	3,4	435	3,4	14	2,6
Pologne.....	29	0,2	24	0,2	5	0,9
Portugal.....	649	4,9	626	4,9	23	4,2
RFA.....	190	1,4	181	1,4	9	1,7
Yougoslavie....	314	2,4	293	2,3	21	3,9
Autres Europe..	493	3,7	456	3,6	37	6,8
Afrique.....	8.890	67,1	8.619	67,9	271	49,8
Algérie.....	3.064	23,1	2.973	23,4	91	16,7
Maroc.....	1.933	14,6	1.893	14,9	40	7,4
Tunisie.....	1.238	9,3	1.214	9,6	24	4,4
Autres Afrique.	2.655	20,1	2.539	20,0	116	21,3
Amérique.....	414	3,1	342	2,7	72	13,2
Asie.....	1.182	8,9	1.137	9,0	45	8,3
Océanie.....	6	0,1	5	0,0	1	0,2
Natio. non déf.	50	0,4	50	0,4	-	0,0

4.21 Statistiques de la police et de la gendarmerie
Mis en cause 1987: ensemble

Ensemble.....	775.756	
<u>Police des étrangers.....</u>	35.518	
Total sans police des étrangers.....	740.238	100,0
<u>Atteintes volontaires contre les personnes.....</u>	41.801	5,6
Homicides.....	2.360	
CBV suivis de mort ,autres CBV délictuels.....	30.693	
Sûreté des personnes.....	8.748	
<u>Moeurs.....</u>	12.572	1,7
Trafic de la prostitution.....	1.595	
Trafic de la pornographie.....	1.055	
Viols.....	2.543	
Attentats à la pudeur.....	3.440	
Autres délits de mœurs.....	3.939	
<u>Infractions en matière familiale et sanitaire.....</u>	73.991	10,0
Contre l'enfant et la famille.....	27.238	
Trafic de stupéfiants.....	9.998	
Toxicomanie.....	36.755	
<u>Ordre public et réglementation (*).....</u>	50.579	6,8
Atteintes à la sûreté de l'Etat.....	151	
Outrages,violences à dépos. de l'autorité.....	16.836	
Sûreté et propriétés publiques.....	6.354	
Trafic fausse monnaie,faux moyens de paiement.....	2.787	
Délits des courses et jeux.....	1.060	
Port et détention d'armes prohibés.....	10.318	
Vagabondage, mendicité.....	1.439	
Faux documents circulation véhicules.....	2.911	
Faux documents d'identité.....	3.278	
Autres infractions de police générale.....	5.445	
<u>Infractions astucieuses contre les biens.....</u>	78.015	10,5
Abus de confiance, détournements de gages....	11.517	
Utilisation de chèques volés,escroqueries.....	33.896	
Faux et contrefaçons.....	5.096	
Fraudes (**).....	13.105	
Autres (**).....	14.401	
<u>Chèques sans provision.....</u>	115.806	15,7
<u>Cambriolages.....</u>	53.160	7,2
<u>Vols de et dans véhicules à moteur.....</u>	68.346	9,2
Vols d'auto et de deux roues.....	40.033	
Vols à la roulotte.....	28.313	
<u>Vols avec violence.....</u>	15.503	2,1
<u>Vols à l'étalage.....</u>	66.690	9,0
<u>Autres vols et recels.....</u>	78.907	10,8
<u>Autres infractions contre les biens.....</u>	24.624	3,3
<u>Autres.....</u>	60.244	8,1

(*)à l'exclusion des infractions à la police des étrangers

4.22 Statistiques de la police et de la gendarmerie
Mis en cause 1987: Français

Ensemble.....	645.686	
<u>Police des étrangers.....</u>	1.138	
Total sans police des étrangers.....	644.548	100,0
<u>Atteintes volontaires contre les personnes....</u>	34.964	5,4
Homicides.....	1.992	
CBV suivis de mort ,autres CBV délictuels.....	25.354	
Sûreté des personnes.....	7.618	
<u>Moeurs.....</u>	10.771	1,7
Trafic de la prostitution.....	1.282	
Trafic de la pornographie.....	1.022	
Viols.....	2.072	
Attentats à la pudeur.....	3.030	
Autres délits de mœurs.....	3.365	
<u>Infractions en matière familiale et sanitaire.</u>	62.331	9,7
Contre l'enfant et la famille.....	25.232	
Trafic de stupéfiants.....	6.094	
Toxicomanie.....	31.005	
<u>Ordre public et réglementation (*).....</u>	40.876	6,3
Atteintes à la sûreté de l'Etat.....	125	
Outrages,violences à dépos. de l'autorité.....	14.685	
Sûreté et propriétés publiques.....	5.743	
Trafic fausse monnaie,faux moyens de paiement.	2.340	
Délits des courses et jeux.....	649	
Port et détention d'armes prohibés.....	8.604	
Vagabondage, mendicité.....	1.200	
Faux documents circulation véhicules.....	2.605	
Faux documents d'identité.....	1.025	
Autres infractions de police générale.....	3.900	
<u>Infractions astucieuses contre les biens.....</u>	68.980	10,7
Abus de confiance, détournements de gages...	10.705	
Utilisation de chèques volés,escroqueries.....	29.973	
Faux et contrefaçons.....	4.308	
Fraudes.....	11.114	
Autres.....	12.880	
<u>Chèques sans provision.....</u>	110.929	17,1
<u>Cambriolages.....</u>	46.998	7,3
<u>Vols de et dans véhicules à moteur.....</u>	59.882	9,3
Vols d'auto et de deux roues.....	35.619	
Vols à la roulotte.....	24.263	
<u>Vols avec violence.....</u>	12.611	2,0
<u>Vols à l'étalage.....</u>	54.011	8,4
<u>Autres vols et recels.....</u>	67.621	10,5
<u>Autres infractions contre les biens.....</u>	21.615	3,4
<u>Autres.....</u>	52.959	8,2

(*) à l'exclusion des infractions à la police des étrangers

4.23 Statistiques de la police et de la gendarmerie
Mis en cause 1987: Etrangers

Ensemble.....	130.070	
<u>Police des étrangers.....</u>	34.380	
Total sans police des étrangers.....	95.690	100,0
<u>Atteintes volontaires contre les personnes.....</u>	6.837	7,1
Homicides.....	368	
CBV suivis de mort ,autres CBV délictuels.....	5.339	
Sûreté des personnes.....	1.130	
<u>Moeurs.....</u>	1.801	1,9
Trafic de la prostitution.....	313	
Trafic de la pornographie.....	33	
Viols.....	471	
Attentats à la pudeur.....	410	
Autres délits de mœurs.....	574	
<u>Infractions en matière familiale et sanitaire.....</u>	11.660	12,3
Contre l'enfant et la famille.....	2.006	
Trafic de stupéfiants.....	3.904	
Toxicomanie.....	5.750	
<u>Ordre public et réglementation (*).....</u>	9.703	10,1
Atteintes à la sûreté de l'Etat.....	26	
Outrages,violences à dépos. de l'autorité.....	2.151	
Sûreté et propriétés publiques.....	611	
Trafic fausse monnaie,faux moyens de paiement.....	447	
Délits des courses et jeux.....	411	
Port et détention d'armes prohibés.....	1.714	
Vagabondage, mendicité.....	239	
Faux documents circulation véhicules.....	306	
Faux documents d'identité.....	2.253	
Autres infractions de police générale.....	1.545	
<u>Infractions astucieuses contre les biens.....</u>	9.035	9,4
Abus de confiance, détournements de gages...	812	
Utilisation de chèques volés,escroqueries.....	3.923	
Faux et contrefaçons.....	788	
Fraudes.....	1.991	
Autres.....	1.521	
<u>Chèques sans provision.....</u>	4.877	5,1
<u>Cambriolages.....</u>	6.162	6,4
<u>Vols de et dans véhicules à moteur.....</u>	8.464	8,8
Vols d'auto et de deux roues.....	4.414	
Vols à la roulotte.....	4.050	
<u>Vols avec violence.....</u>	2.892	3,0
<u>Vols à l'étalage.....</u>	12.679	13,3
<u>Autres vols et recels.....</u>	11.286	11,9
<u>Autres infractions contre les biens.....</u>	3.009	3,1
<u>Autres.....</u>	7.285	7,6

(*) à l'exclusion des infractions à la police des étrangers

4.24 Statistiques de la police et de la gendarmerie
Mis en cause 1987: proportion d'étrangers

Ensemble.....	16,8%
Police des étrangers.....	96,8%
Total sans police des étrangers.....	12,9%
Atteintes volontaires contre les personnes....	16,4%
Moeurs.....	14,3%
Infractions en matière familiale et sanitaire.	15,8%
Ordre public et réglementation (*).....	19,2%
Infractions astucieuses contre les biens.....	11,6%
Chèques sans provision.....	4,2%
Cambriolages.....	11,6%
Vols de et dans véhicules à moteur.....	12,4%
Vols avec violence.....	18,7%
Vols à l'étalage.....	19,0%
Autres vols et recels.....	14,3%
Autres infractions contre les biens.....	12,2%
Autres.....	12,1%

(*) à l'exclusion des infractions à la police des étrangers

Remarque: Tableaux 4.21, 4.22 et 4.23

En 1987, la rubrique "fraudes" comprend des infractions qui, en 1986, étaient comptabilisées dans la rubrique "autres" (délits relatifs aux prix et à la facturation, banqueroutes, délits de société, délits d'agents d'affaire, délits d'officiers ministériels, fraudes fiscales).

LISTE DES TABLEAUX ET SOURCES

LISTE DES TABLEAUX

pages

1. <u>Statistiqu pénitentiaires</u>	91
1.01 Population carcérale métropolitaine: structure selon la nationalité et le sexe (au 1er janvier), "1968-1987".....	93
1.02 Population carcérale métropolitaine -Etrangers: structure selon la nationalité et le sexe (au 1er janvier), "1968-1987".....	97
1.03 Entrants (France métropolitaine): structure selon la nationalité et le sexe, "1982-1985".....	115
1.04 Entrants (France métropolitaine) -Etrangers: structure selon la nationalité et le sexe, "1982-1985"....	116
1.05 Entrants (France métropolitaine): structure selon la nationalité, l'âge à l'écrou et le sexe, "1983-1985".	122
1.06 Entrants (France métropolitaine): structure selon la nationalité, la CSP et le sexe, "1983-1985".....	125
1.07 Entrants (France métropolitaine): structure selon la nationalité, la nature de l'infraction et le sexe, "1982-1985".....	128
1.08 Entrants (France métropolitaine) -Délits: structure selon la nationalité et la nature du délit, "1982-1985".....	131
1.09 Entrants (France métropolitaine) -Crimes: structure selon la nationalité et la nature du crime, "1982-1985".....	134
1.10 Entrants (France métropolitaine): structure selon la nationalité, la situation pénale à l'écrou et le sexe "1983-1985".....	137
1.11 Entrants (France métropolitaine) -Mises en détention provisoire: structure selon la nationalité et la nature du titre de détention, "1983-1985".....	140
1.12 Etrangers détenus pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (France métropolitaine), "1984-1987".....	143
1.13 Entrées d'étrangers incarcérés pour infraction à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (France métropolitaine), "1984-1986".....	144

1.14 Population carcérale métropolitaine: taux de détention selon la nationalité et le sexe, 1968,1975, 1982.....	145
1.15 Population carcérale métropolitaine -Etrangers: taux de détention selon la nationalité,1968,1975,1982.....	148
1.16 Taux d'incarcérations en 1982 (France métropolitaine) selon la nationalité et le sexe.....	152
1.17 Taux d'incarcérations des étrangers en 1982 (France métropolitaine) selon la nationalité.....	153
1.18 Taux d'incarcérations en 1985 (France métropolitaine) selon la nationalité, le sexe et l'âge à l'écrou.....	154
2. <u>Statistiques de la police et de la gendarmerie</u>	159
2.01 Faits constatés, faits élucidés, personnes mises en cause (1986).....	161
2.02 Mis en cause selon la nationalité, "1972-1986".....	163
2.03 Mis en cause pour infraction à la police des étrangers selon la nationalité, "1973-1986".....	164
2.04 Mis en cause à l'exclusion des infractions à la police des étrangers selon la nationalité, "1973-1986".....	165
2.05 Mis en cause (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers) :répartition par nationalité et catégorie d'infractions, "1973-1986".....	166
2.06 Atteintes volontaires contre les personnes: répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	174
2.07 Moeurs: répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	175
2.08 Infractions en matière familiale et sanitaire: répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	178
2.09 Ordre public et réglementation (à l'exclusion des infractions à la police des étrangers):répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	179
2.10 Infractions astucieuses contre les biens:répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	182

2.11 Vols de et dans les véhicules à moteur:répartition selon la nationalité et la nature de l'infraction, "1973-1986".....	185
2.12 Taux de mis en cause calculés à partir des données du Ministère de l'Intérieur, "1972-1986".....	186
3. <u>Statistiques judiciaires</u>	189
3.01 Instruction-Inculpés: structure selon la nationalité, le sexe, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985).....	191
3.02 Instruction-Inculpés étrangers: structure selon la nationalité et l'âge (métropole-1985).....	194
3.03 Instruction-Inculpés en détention provisoire au début de l'instruction: structure selon la nationalité, le sexe, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985).....	195
3.04 Instruction-Inculpés: proportion d'inculpés en détention provisoire au début de l'instruction selon la nationalité, le sexe, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985).....	198
3.05 Instruction-Inculpés placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction: structure selon la nationalité, le sexe, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985).....	201
3.06 Instruction-Inculpés: proportion d'inculpés placés sous contrôle judiciaire au début de l'instruction selon la nationalité, le sexe, l'âge et la qualification de l'affaire (métropole-1985).....	204
3.07 Condamnés pour crime, délit ou contravention de 5e classe-juridictions pour majeurs (voir champ en note) : structure selon la nationalité , "1970-1978" et "1983-1986".....	207
3.08 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 (France entière): structure selon la nationalité, le sexe et l'âge au moment de l'infraction.....	208
3.09 Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 (France entière)/ ETRANGERS: structure selon la nationalité et le sexe.....	209

3.10	Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 (France entière): structure selon la nationalité , le sexe et l'infraction.....	210
3.11	Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 (France entière): structure selon la nationalité, le sexe et le mode de jugement.	219
3.12	Condamnés (y compris mineurs faisant l'objet d'une mesure éducative) pour crime, délit ou contravention de 5e classe en 1983 (France entière): structure selon la nationalité, le sexe, la nature de la décision prise à titre principal et le mode d'exécution.....	220
3.13	Condamnés (voir champ en note): structure selon la nationalité et l'infraction, "1970-1978".....	223
3.14	Condamnés/ ETRANGERS (voir champ en note): structure selon la nationalité et l'infraction, "1970-1978"....	227
4.	<u>Actualisations</u>	235
4.1	Population carcérale métropolitaine: structure selon la nationalité au 1er janvier 1988.....	237
4.2	Statistiques de la police et de la gendarmerie: mis en cause en 1987 selon la nationalité.....	238

SOURCES

1. Statistiques pénitentiaires

Tableaux 1.01, 1.02, 4.1:

Ministère de la Justice, Direction de l'administration pénitentiaire, Service des études et de l'organisation: Statistique trimestrielle de la population pénale métropolitaine.

Tableaux 1.03, 1.04, 1.05, 1.06, 1.07, 1.08, 1.09, 1.10, 1.11:

TOURNIER (P), coll. BARRE (M.D), Statistique informatisée de la population pénale : structure socio-démographique et pénale de la cohorte des personnes incarcérées en 1982, Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et Documents n°23, 1984, p.58, ronéo.

BARRE (M.D), coll. TOURNIER (P), Les incarcérations de 1983 : données statistiques (SIPP), Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et Documents n°27, 1984, p.62, ronéo.

BARRE (M.D) et TOURNIER (P), Incarcérations des étrangers en 1983, Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Note de conjoncture n°36, 1984, p.25, ronéo.

MEURS (D) et NOEL (A), Les incarcérations de 1984 : données statistiques (SIPP), Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et Documents n°31, 1985, p.145, ronéo.

KENSEY (A), Les incarcérations de 1985 : données statistiques (SIPP), Paris, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et Documents n°36, 1987, p.185, ronéo.

Tableaux 1.12, 1.13:

Ministère de la Justice, Direction de l'administration pénitentiaire, Service des études et de l'organisation: statistique mensuelle (art.19 de l'ordonnance du 2.11.1945)

2. Statistiques de la police et de la gendarmerie

Tableaux 2.01 à 2.12, 4.2:

Ministère de l'intérieur, Direction générale de la police nationale, Direction centrale de la police judiciaire, Division des études et documentation générale: Rapports annuels sur la criminalité et la délinquance constatées en France (1972-1987).

3. Statistiques judiciaires

Tableaux 3.01 à 3.06:

Ministère de la Justice, Direction de l'administration générale et de l'équipement, Division de la statistique: Statistiques issues du répertoire de l'instruction, année 1985, 1986.

Tableau 3.07:

1970-1978: Ministère de la Justice, La documentation française, Compte général de l'administration de la justice pénale.

1983: Ministère de la Justice, Direction de l'administration générale et de l'équipement, Division de la statistique, La documentation française, La justice pénale en 1983, Statistique annuelle n°3, 1986.

1984-1986: Ministère de la Justice, Direction de l'administration générale et de l'équipement, Division de la statistique, La documentation française, Annuaire statistique de la justice 1986, 1988.

Tableaux 3.08 à 3.12:

Ministère de la Justice, Direction de l'administration générale et de l'équipement, Division de la statistique, La documentation française, La justice pénale en 1983, Statistique annuelle n°3, 1986.

Tableaux 3.13 et 3.14:

Ministère de la Justice, La documentation française, Compte général de l'administration de la justice pénale (1970 à 1978).

LISTE DES FIGURES

Pages

1.Population carcérale métropolitaine: évolution du nombre de détenus selon la nationalité (1968-1987).....	19
2.Statistiques policières: faits constatés, faits élucidés, personnes mises en cause (1986).....	41
3.Statistiques policières: mis en cause selon la nationa- lité (1986).....	45
4.Calcul théorique de la proportion d'étrangers parmi les auteurs des infractions constatées en 1986....	48
5.Mis en cause selon la nationalité (1972-1986).....	51
6.Classement des catégories d'infraction en fonction de la proportion d'étrangers parmi les mis en cause.....	52
7.Taux de mis en cause , à partir des données du Ministère de l'intérieur (1972-1986).....	57

C.E.S.D.I.P.

Collection DEVIANCE ET CONTROLE SOCIAL

1. ROBERT (Ph) et CHIROL (Y), *Statistiques criminelles, premier document prospectif*, Paris, S.E.P.C., 1968.
2. ROBERT (Ph) et BISMUTH (P), *Les jeunes adultes délinquants, sous-recherche statistique*, Paris, S.E.P.C., 1970, ronéo, épuisé.
3. ROBERT (Ph), BOMBET (J-P) et coll., *Le coût du crime en France*, Paris, S.E.P.C., 1970, ronéo, épuisé.
4. ROBERT (Ph), BISMUTH (P) et LAMBERT (Th), *La criminalité des migrants en France*, Paris, S.E.P.C., 1970, ronéo, épuisé.
5. BOMBET (J-P), *Alcoolisme et coût du crime* (sous la direction de Ph ROBERT), Paris, S.E.P.C., 1970, ronéo, épuisé.
6. ROBERT (Ph), FAUGERON (C), *L'image de la justice criminelle dans la société, Rapport axiomatique*, Paris, S.E.P.C., 1971, ronéo, épuisé.
7. ROBERT (Ph), FAUGERON (C) et coll., *L'image de la justice criminelle dans la société, Rapport sur la phase exploratoire quantitative*, Paris, S.E.P.C., 1971, ronéo, épuisé.
8. ROBERT (Ph), FAUGERON (C) et coll., *L'image de la justice criminelle dans la société, Rapport sur la phase exploratoire qualitative*, Paris, S.E.P.C., 1972, ronéo, épuisé.
9. ROBERT (Ph), FAUGERON (C) et KELLENS (G), *Les attitudes des juges à propos des prises de décision*, Paris, S.E.P.C., 1972, ronéo, épuisé.
10. TOISER (J), AUBUSSON (B) et ROBERT (Ph), *Eléments d'analyse de la criminalité légale*, Paris, S.E.P.C., 1972, ronéo, épuisé.
11. GODEFROY (Th) et HUSSON (F), *Alcoolisme et coût du crime en France dans les années 1970 et 1971*, Paris, S.E.P.C., 1973, ronéo.
12. ROBERT (Ph), GODEFROY (Th), *Le coût du crime en France pendant les années 1970-1971*, Paris, S.E.P.C., 1973, ronéo.
13. ROBERT (Ph), TOISER (J) et AUBUSSON (B), *Recherche prévisionnelle en criminologie, application d'une méthode à élasticité spatiale*, Paris, S.E.P.C., 1973, ronéo.

14. ROBERT (Ph), MOREAU (G) et al., *L'image de la justice criminelle dans la société, rapport (n°5) ou la phase quantitative de l'analyse de presse*, Paris, S.E.P.C., 1973, ronéo, épuisé.

15. ROBERT (Ph), LAMBERT (Th), PASTURAUD (C), KREMENTCHOUSKY (A), FAUGERON (C), MOREAU (G), LASCOUMES (P), *Images du viol collectif et reconstruction d'objet*, Paris, S.E.P.C., 1974, ronéo, épuisé.

16. AUBUSSON de CAVARLAY (B), LAMBERT (Th) et ROBERT (Ph), *La prévision en criminologie à partir des ratio par âge et par C.S.P.*, Paris, S.E.P.C., 1974, ronéo.

17. GODEFROY (Th) et ROBERT (Ph), *Le coût du système de justice pénale dans un arrondissement judiciaire*, Paris, S.E.P.C., 1974, ronéo.

18. LASCOUMES (P), MOREAU-CAPDEVIELLE (G), *L'image de la justice criminelle dans la société, rapport sur la phase qualitative de l'analyse de presse*, Paris, S.E.P.C., 1975, ronéo.

19. FAUGERON (C) et ROBERT (Ph), *L'image de la justice criminelle dans la société, rapport sur la phase extensive*, Paris, S.E.P.C., 1975, ronéo.

20. GODEFROY (Th) et ROBERT (Ph), *Le coût du crime en France en 1972-1973*, Paris, S.E.P.C., 1976, ronéo.

21. WEINBERGER (J-C), JAKUBOWICZ (P) et ROBERT (Ph), *Société et perception des comportements déviants criminels*, Paris, S.E.P.C., 1976, ronéo.

22. ROBERT (Ph) et LAFFARGUE (B), *L'image de la justice criminelle dans la société, le système pénal vu par ses clients*, Paris, S.E.P.C., 1977, ronéo.

23. VERNEUIL (D), *L'image de la justice criminelle dans la société. Fonction et processus du système pénal*, Paris, S.E.P.C., 1980, ronéo.

24. GODEFROY (Th), *Le coût du crime en France en 1974 et 1975*, Paris, S.E.P.C., 1977, ronéo.

25. YORDAMIAN (S) et al., *Alcoolisme et circulation, 1ère phase de recherche*, Paris, S.E.P.C., 1979, ronéo.

26. LASCOUMES (P), et al., *Délinquance d'affaires et justice pénale*, Paris, S.E.P.C., 1979, ronéo.

27. GODEFROY (Th) et LAFFARGUE (B), *Le coût du crime en France en 1976 et 1977*, Paris, S.E.P.C., 1979, ronéo.

28. FAUGERON (C) et al., *Réponses à la déviance...et groupes sociaux*, Paris, S.E.P.C., 1980, ronéo.
29. AUBUSSON de CAVARLAY (B) et GODEFROY (Th), *Condamnations et condamnés. Qui condamne-t-on ? A quoi? Pourquoi?*, Paris, S.E.P.C., 1981, ronéo.
30. GODEFROY (Th), LAFFARGUE (B) et YORDAMIAN (S), *Le droit de grâce et la justice pénale en France*, Paris, S.E.P.C., 1981, ronéo.
31. ROBERT (Ph) et ZAUBERMAN (R), *La détention provisoire des mineurs de seize ans*, Paris, S.E.P.C., 1981, ronéo.
32. ZAUBERMAN (R), *Trajectoire de la déviance: le renvoi des mineurs à la justice*, Paris, S.E.P.C., 1981, ronéo.
33. LASCOUMES (P), *Délit fiscal et/ou délit pénal*, Paris, S.E.P.C., 1981, ronéo.
34. FAUGERON (C) et RIVERO (N), *Femmes libérées sous condition*, Paris, S.E.P.C., 1982, ronéo.
35. LEVY (R), *Les flags, une justice ou une police*, Paris, S.E.P.C., 1982, ronéo.
36. LANDREVILLE (P), *Le critère de la récidive dans l'évaluation des mesures pénales*, Paris, S.E.P.C., 1982, ronéo.
37. GODEFROY (Th) et LAFFARGUE (B), *Les coûts du crime en France en 1978 et 1979*, Paris, S.E.P.C., 1982, ronéo.
38. LASCOUMES (P), *Justice pénale et délinquance d'affaires*, Paris, S.E.P.C., 1983, ronéo.
39. LEVY (R), *Pratiques policières et processus pénal: le flagrant délit*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1984, ronéo.
40. AUBUSSON de CAVARLAY (B), LASCOUMES (P), ROBERT (Ph) et ZAUBERMAN (R), *Le pénal en première ligne ou en dernier ressort*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1984, ronéo.
41. SEYLER (M), *La consommation dans les établissements pénitentiaires*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1986.
42. LASCOUMES (P), *Des erreurs, pas des fautes*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1986.
43. AUBUSSON de CAVARLAY (B), *Les filières pénales*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1987.
44. SOUBIRAN (F), *Le recours à la justice dans les conflits du travail: histoire d'un détour (l'exemple de l'automobile)*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1987.

45.CHEVALIER (G), *L'intérêt central pour le local. Analyse des politiques socio-préventives entre 1981 et 1986*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1987.

46.BERNAT de CELIS (J), *Peines prononcées, peines subies (la mise à exécution des peines d'emprisonnement correctionnel: pratiques du parquet de Paris)*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1988.

47.SOUBIRAN (F), *Formalisation juridique et ressources des protagonistes dans un conflit du travail*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1988.

48.BARRE (M-D) et TOURNIER (P), coll. LECONTE (B), *La mesure du temps carcéral, observation suivie d'une cohorte d'entrants*, Paris, C.E.S.D.I.P., 1988.